



VENDREDI 10 DÉCEMBRE 2021

SAVOIR : lire est le moyen le plus efficace pour apprendre de sorte que « si nous lisons nous devenons connaissant et si nous ne lisons pas nous restons ignorant ». Point.

- ▶ #217. Pas d'atterrissage en douceur (Tim Morgan) p.2
- ▶ Prévisions concernant le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis : Trop beau pour être vrai ? (Kurt Cobb) p.6
- ▶ La réalité énergétique des États-Unis (Richard Heinberg) p.10
- ▶ Le problème du nucléaire (Didier Mermin) p.13
- ▶ En bref : Cambo crunch, Blue wall blues, Economic headwinds, Et puis toutes les chaises étaient tournées vers l'arrière (Tim Watkins) p.16
- ▶ En bref : surcharge dépressive, atténuation (2), plus de sécurité échangée pour la tranquillité d'esprit, nationalisation à tout sauf le nom (Tim Watkins) p.19
- ▶ En bref : Derrière les chiffres de l'emploi, la foi aveugle (Tim Watkins) p.24
- ▶ En bref : L'argent derrière le canapé, la corruption des conservateurs, le résultat inévitable, le coût de l'atténuation. (Tim Watkins) p.27
- ▶ Une contre histoire de l'énergie (Sylvestre Huet) p.29
- ▶ Les engagements des pays en matière de climat reposent sur des données erronées (Cyrus Farhangi) p.33
- ▶ LA GRENOUILLE GROSSE COMME LE BŒUF (Patrick Reymond) p.44
- ▶ « Vaccin Pfizer 40 fois moins efficace contre Omicron, pas grave, faisons 40 vaccinations en plus ! » (Charles Sannat) p.45

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ « L'inflation va-t-elle exploser en 2022 selon BFM ! » (Charles Sannat) p.51
- ▶ 2021 : la genèse des meme stocks et du trading en meute (Nicolas Perrin) p.55
- ▶ Bourse : vous êtes l'âne qui porte le foin (Bruno Bertez) p.62
- ▶ La Fed commet-elle une énième erreur ? (Bruno Bertez) p.63
- ▶ Quand la monnaie fiduciaire cesse d'être de l'argent (Daniel Lacalle) p.64
- ▶ Comment les sorciers de l'économie convainquent tout le monde qu'ils sont des neurochirurgiens (Doug Casey) p.66
- ▶ Une nouvelle arme financière braquée sur vous (Simone Wapler et Henry Bonner) p.70
- ▶ Le gambit de Xi : La Chine à la croisée des chemins (Charles Hugh Smith) p.72
- ▶ Net zéro d'ici 2050 ? Voici ce qu'il faut faire pour y arriver (Chris McIntosh) p.75
- ▶ Si seulement nous pouvions vivre dans le Metaverse (Bill Bonner) p.77
- ▶ La plus forte chute depuis 60 ans (Brian Maher) p.79
- ▶ Les SPACs promettent aux investisseurs de l'argent rapide, mais pas grand-chose d'autre (Bill Bonner) p.83

👆RETOUR👆

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. **Au 7 novembre 2021**, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont **8284 décès**, **9 726 événements mettant la vie en danger**, **9 580 invalidités permanentes**, **363 anomalies congénitales ou malformations congénitales**, **38 818 hospitalisations**, **79 615 visites aux urgences** et **121 100 consultations chez le médecin**, attribués aux **vaccins covids**. Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



Surplus Energy Economics
The home of the SEEDS economic model – Tim Morgan



#217. Pas d'atterrissage en douceur

Tim Morgan Publié le 10 décembre 2021



MODÉLISER LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE

"L'étude appropriée de l'humanité est l'homme", a écrit le poète Alexander Pope dans *An Essay on Man*. Nous pouvons utilement le paraphraser en disant que "l'étude appropriée de l'homme économique est la prospérité".

Correctement comprise, la prospérité matérielle est une fonction de l'utilisation de l'énergie.

Nous savons, après tout, que rien de ce qui a une quelconque utilité économique ne peut être fourni sans l'utilisation d'énergie. Nous savons également que, chaque fois que nous avons accès à l'énergie pour notre usage, une partie de cette énergie est toujours consommée dans le processus d'accès, et n'est donc pas disponible pour un autre usage économique.

De cette compréhension découle une équation, simple en principe, qui permet de calibrer la prospérité matérielle.

La proportion de l'approvisionnement en énergie "consommée lors de l'accès" est connue ici sous le nom de coût énergétique de l'énergie, ou ECoE.

Si nous déduisons l'ECoE de l'énergie totale disponible, il nous reste un excédent d'énergie, qui est le corrélat matériel direct de la prospérité.

Si l'on divise ensuite cette prospérité énergétique excédentaire globale par le nombre d'habitants, on obtient la prospérité par habitant.

Mesurer la prospérité

Le modèle économique SEEDS (Surplus Energy Economics Data System) a été conçu pour interpréter l'économie de cette manière. Exprimée (par commodité) en termes financiers, la prospérité globale mondiale a augmenté d'un peu moins de 1,4 % par an entre 2000 et 2020, ce qui signifie qu'elle a augmenté de 31 % au total entre ces années.

Au cours de cette même période, la population mondiale a augmenté de 25 %. Cela signifie qu'en 2020, la situation d'une personne moyenne s'est améliorée d'un peu moins de 5 % par rapport à celle de l'an 2000.

Il s'agit, bien entendu, de moyennes mondiales, combinant des performances qui varient selon les régions et les pays. **Le citoyen occidental moyen s'appauvrit depuis bien avant la crise financière mondiale (CFM) de 2008-09.** La prospérité par personne a continué de s'améliorer, bien qu'à un rythme ralenti, dans les économies de marché émergentes.

Pour l'avenir, nous savons que l'ECOE des économies qui restent dépendantes de l'énergie provenant du pétrole, du gaz et du charbon continue d'augmenter. Il existe des raisons environnementales et économiques impérieuses pour tenter de passer des combustibles fossiles à des alternatives, principalement des sources **d'énergie renouvelables (ER) telles que l'énergie éolienne et solaire.**

La question ici n'est pas la faisabilité d'une conversion quantitative aux ERs. **Ce qu'il faut plutôt savoir, c'est si cette transition va faire redescendre les ECOE.** La hiérarchie des défis impliqués dans la transition rend cela **improbable.** Même si les ERs peuvent inaugurer une ère de baisse des ECOEs, elles ne peuvent certainement pas le faire maintenant.

Cette interprétation indique sans équivoque **une nouvelle détérioration de la prospérité.** L'Occidental moyen continuera à s'appauvrir, tandis que la croissance antérieure de la prospérité par habitant dans les pays émergents s'inversera.

Dans le cadre de cette projection générale d'érosion de la prospérité, nous savons également que le coût réel des produits de première nécessité continuera d'augmenter, notamment parce que la plupart de ces produits sont à forte intensité énergétique.

Il en résulte une équation à effet de levier dans laquelle la prospérité nette des produits de première nécessité diminue plus rapidement que la prospérité elle-même. Cela signifie que les produits de première nécessité représenteront une proportion de plus en plus grande de la prospérité totale.

Il s'ensuit que l'investissement en capital et la possibilité de consommer des biens et services discrétionnaires (non essentiels) seront réduits.

Rien de tout cela ne constitue une prophétie d'"effondrement".

Il s'agit plutôt du défi de l'adaptation à une moindre prospérité après plus de deux siècles au cours desquels, grâce à la fourniture d'énergie fossile à faible coût et finalement limitée, la prospérité mondiale a augmenté très rapidement.

Un processus de déni

Les interprétations conventionnelles de l'économie ne reconnaissent pas l'analyse esquissée ici. L'économie est présentée, non pas comme une dynamique énergétique, mais comme un système entièrement financier.

Les contraintes liées à l'énergie et à d'autres ressources sont écartées par l'idée que la demande [financière] produit l'offre [matérielle].

Cette rengaine peut être décrite comme l'erreur systémique de l'économie conventionnelle. La réalité, bien

sûr, est qu'aucune demande monétaire ne peut créer des ressources (telles que l'énergie à faible coût) qui n'existent pas dans la nature.

De même, nous ne pouvons **pas** "stimuler" notre chemin vers une plus grande prospérité matérielle, "sortir de la croissance" de la dette et d'autres engagements financiers pour l'avenir, emprunter notre chemin vers la solvabilité financière ou "investir" (c'est-à-dire monétiser) notre chemin vers la durabilité économique et environnementale.

Mais, pour paraphraser à nouveau le pape, "la hype est éternelle dans la poitrine humaine". La dernière version du battage médiatique cornucopien est que la croissance à perpétuité peut être assurée par l'alchimie de la "technologie". C'est ignorer la réalité gênante que **le potentiel de la technologie est limité par les lois de la physique**.

Les choses étant ce qu'elles sont, l'interprétation économique classique continue d'insister sur le fait qu'une croissance économique infinie reste une issue plausible sur une planète qui, en définitive, est finie. Vous ne trouverez nulle part dans l'économie classique la moindre reconnaissance du concept d'ECOE. Le mot "prospérité" est parfois employé, mais pas dans le sens précis et matériel dans lequel il est utilisé ici.

Ce sophisme du "tout argent" s'applique non seulement aux projections pour l'avenir, mais aussi à l'interprétation du passé récent. Pour la période comprise entre 2000 et 2020, par exemple, on nous dit que l'économie a connu une "croissance" de 3,4 % par an en moyenne, et qu'elle a progressé de 94 % sur l'ensemble de cette période.

En quête de réconciliation

Voici donc deux déclarations contradictoires. La première est que l'économie a connu une "croissance annuelle de 3,4 %" entre 2000 et 2020.

La seconde est que la prospérité "a augmenté de moins de 1,4 % par an" au cours de cette même période. Nous pourrions réconcilier ces deux déclarations en affirmant que **le taux d'inflation utilisé pour mesurer le PIB "réel" (hors inflation) a été sous-estimé**.

Le modèle SEEDS effectue ce calcul en calibrant le RRCI (taux d'inflation global réalisé). Si l'on supprime l'inflation officielle (de 1,5 %) entre 2000 et 2020 et que l'on utilise à la place un taux RRCI de 3,5 %, la croissance déclarée du PIB réel s'alignerait sur la croissance de la prospérité réelle, telle que calculée sur une base énergétique.

Il ne fait guère de doute que l'inflation a été sous-estimée - de manière régulière et significative - dans les chiffres officiels. Cela suggère que l'analyse basée sur l'énergie peut améliorer notre compréhension de l'économie grâce à la mesure de l'ICRE.

Cette base alternative d'étalonnage fournirait également un calcul rebasé et plus significatif de la vitesse monétaire. Par convention, celle-ci exprime l'offre de monnaie divisée par le PIB. Ainsi, si la masse monétaire est, disons, de 2 000 milliards de dollars, et le PIB de 1 000 milliards de dollars, la vitesse est de 2,0. Si, au lieu d'un PIB de 1000 milliards de dollars, nous utilisons une prospérité de 500 milliards de dollars, la vitesse passerait à 4,0.

De plus, un processus d'élargissement de la divergence entre le PIB et la prospérité révélerait une augmentation de la vitesse qui ne peut être vue dans les données conventionnelles.

Tout comme l'inflation sous-estimée, l'accélération de la vitesse s'accorde avec les tendances observables de l'économie.

Elle est, en somme, cohérente avec la financiarisation croissante du système.

Mesurer la différence

Pour le moment, cependant, la meilleure solution consiste à accepter que le PIB et la prospérité sont des mesures de deux choses différentes.

La prospérité mesure la production économique matérielle en relation avec l'offre de biens et de services. Le PIB, quant à lui, est une mesure de l'activité économique, faisant référence aux transactions financières par lesquelles ces biens et services changent de mains.

Cela nous impose une exigence différente en matière de réconciliation. L'implication est que la valeur financière attribuée à l'activité s'est développée beaucoup plus rapidement que le taux d'augmentation beaucoup plus pédestre de la production de biens et services matériels.

Il existe de nombreuses preuves, tant quantitatives que qualitatives, à l'appui de cette proposition. Sur le plan quantitatif, la dette a augmenté de 216 000 milliards de dollars (190 %) entre 2000 et 2020, période au cours de laquelle le PIB n'a augmenté que de 64 000 milliards de dollars (94 %). Les dettes financières au sens large, qui incluent le système bancaire parallèle non réglementé, ont augmenté encore plus rapidement. Il en va de même pour les engagements de retraite non financés, pour lesquels nous avons assisté à l'émergence d'énormes "lacunes" dans l'adéquation des provisions.

En langage familier, nous savons que des millions d'Américains ont été décrits, de manière convaincante, comme des "esclaves de la dette" et que des millions de personnes en Grande-Bretagne utilisent maintenant diverses formes de "BNPL" (ce qui signifie "acheter maintenant, payer plus tard"), même si les formes plus traditionnelles de consommation financée par le crédit ont continué à se développer.

Une proportion croissante du secteur des entreprises a évolué vers un modèle basé sur les flux de revenus, dans lequel la "signature" de clients est considérée comme plus importante que les niveaux réels des ventes actuelles. La preuve de la financiarisation de l'économie se trouve, bien sûr, dans la prévalence des taux d'intérêt réels négatifs, produit de politiques qui, lorsqu'elles ont été introduites il y a plus d'une douzaine d'années, ont été présentées comme des expédients "temporaires".

Le coût réel négatif du capital a gonflé les prix des actifs à des niveaux bien supérieurs à tout ce qui peut être justifié par les mesures traditionnelles de la valeur.

À partir de là, où allons-nous ?

En tant qu'observateurs objectifs, nous devons nous concentrer sur les résultats prévisibles. Nous disposons de preuves convaincantes que l'activité économique a été gonflée à des niveaux bien supérieurs à la prospérité matérielle sous-jacente. Nous pouvons en conclure que ce processus a engendré des taux d'augmentation insoutenables des engagements financiers, qui comprennent la dette formelle, l'endettement informel, les promesses de pension et les attentes en matière d'avenir.

Nous savons également que ces processus ont fait grimper les prix des actifs à des niveaux insoutenables.

Maintenant que la croissance de la prospérité est devenue négative, il semble difficile d'éviter de conclure que ce qui nous attend est un rétablissement forcé de l'équilibre entre l'économie "financière" de la monnaie et du crédit et l'économie "réelle" des biens et des services (et, finalement, de l'énergie excédentaire).

Nous devons maintenant nous pencher sur **les mécanismes qui permettront de rétablir l'équilibre.**

Un récent projet SEEDS a impliqué le calibrage d'un potentiel "atterrissage en douceur", par lequel nous gérons

le rétablissement de l'équilibre financier et économique.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que l'ingénierie d'un "atterrissage en douceur" est à la fois (a) mathématiquement faisable et (b) politiquement presque impossible.

Essentiellement, les économies devraient accepter maintenant des ajustements qui, de toute façon, leur seront imposés ultérieurement par les tendances économiques, matérielles, politiques et environnementales.

Le mot clé ici est "plus tard". Lorsqu'il s'agit de réalités désagréables, "n'acceptez jamais aujourd'hui ce que vous pouvez remettre à demain" est un axiome, non seulement en politique, mais aussi dans la société en général.

En outre, il existe des facteurs structurels - surtout en Amérique, en Grande-Bretagne et dans la zone euro - qui rendent l'adoption de politiques d'"atterrissage en douceur" pratiquement impensable.

En l'absence d'un atterrissage en douceur, ce qui nous attend est un scénario dans lequel nous sommes contraints de nous adapter à la "réalité de la prospérité". Le mécanisme le plus probable est l'inflation et, plus précisément, l'escalade du coût des produits de première nécessité.

À mesure que ce que l'on appelle familièrement "le coût de la vie" s'accélère et dépasse les moyens de millions de personnes, les autorités risquent d'être entraînées, avec la plus grande réticence, dans une situation où l'inflation doit être maîtrisée.

C'est à ce moment-là - et ce sera probablement très bientôt - que l'équilibre sera rétabli entre un système financier gonflé et une économie sous-jacente qui s'érode.

La modélisation de ce à quoi ressemblerait un atterrissage en douceur présente un intérêt analytique, même si nous savons que ce plan d'action ne sera pas adopté.

Essentiellement, un atterrissage en douceur conceptuel nous donne un modèle par rapport auquel mesurer ce qui se passe réellement, tout comme la mesure de la prospérité fournit un point de référence qui peut être utilisé pour quantifier la différence entre l'économie telle qu'elle apparaît et l'économie telle qu'elle est.



.Prévisions concernant le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis : Trop beau pour être vrai ?

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 8 décembre 2021



resilience



Le géologue **David Hughes** - qui vient de publier un nouveau rapport sceptique sur l'avenir du pétrole et du gaz de schiste aux États-Unis - a deux points communs très importants avec Michael Burry. Burry est l'investisseur rendu célèbre par *The Big Short*, le livre qui a ensuite été adapté en film du même nom sur le krach immobilier de 2008.

Les deux hommes ont fait des choix qui allaient à l'encontre d'un consensus quasi unanime, et ils l'ont fait après une recherche minutieuse et acharnée.

Tout d'abord, examinons le dernier rapport de M. Hughes, une mise à jour sur l'industrie américaine du pétrole et du gaz de schiste intitulée "Shale Reality Check 2021". Ensuite, nous reviendrons sur son précédent appel prémonitoire.

Le rapport "Shale Reality Check 2021" met sérieusement à mal les prévisions optimistes à long terme de l'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) concernant le pétrole et le gaz naturel provenant des gisements de schiste aux États-Unis. C'est important parce que les prévisions de l'EIA tablent sur le schiste pour 69 % de toute la production américaine de pétrole entre 2020 et 2050 et 77 % de toute la production américaine de gaz naturel au cours de la même période. Et c'est important pour le monde entier, car entre 2008 et 2018, la croissance de la production pétrolière américaine a représenté 73 % de la croissance totale de l'offre mondiale. (Le pétrole provenant des gisements de schiste est appelé à juste titre "pétrole de réservoir étanche", un type de pétrole que l'on trouve également dans d'autres types de roches. Le gaz naturel provenant de gisements de schiste est généralement appelé "gaz de schiste").

Les conclusions de Hughes sont basées sur les données de forage et de production disponibles dans le commerce. **Voici ses conclusions générales :**

- Sur les 13 principales zones pétrolières qu'il a évaluées, Hughes estime que les prévisions de production de l'EIA sont "modérément optimistes" pour cinq d'entre elles, "très optimistes" pour cinq autres et "extrêmement optimistes" pour trois autres. Les prévisions de l'EIA pour la Wolfcamp Play, la plus grande zone de pétrole étanche, sont jugées "très optimistes". Les prévisions pour la zone Marcellus, la plus importante zone de gaz de schiste, sont jugées "modérément optimistes".
- La production future sera probablement beaucoup plus faible que ce que prévoit l'EIA, en particulier dans la dernière partie de la période 2020-2050, lorsque les zones d'ombre responsables de la majeure partie de la production actuelle seront saturées de puits.
- La politique énergétique américaine et la planification dans des secteurs clés tels que les transports, les services publics et les produits chimiques sont basées sur les prévisions excessivement optimistes de l'EIA. Étant donné que le pétrole et le gaz constituent 71 % de l'approvisionnement énergétique actuel des États-Unis, si la production future de pétrole et de gaz déçoit, comme le prévoit M. Hughes, attendez-vous à de sérieux problèmes.

L'appel prémonitoire de Hughes

Alors, pourquoi devrions-nous prêter attention aux dernières prévisions de M. Hughes concernant le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis ?

Parce que, dans une démarche similaire à l'appel prémonitoire de Michael Burry avant le crash immobilier, Hughes a publié une analyse prémonitoire et accablante du schiste de Monterey. Le schiste de Monterey est une formation souterraine en Californie que l'EIA a présentée comme contenant 15,4 milliards de barils de pétrole récupérable. Hughes a écrit que l'estimation de l'EIA était susceptible d'être "**fortement surévaluée**" pour des

raisons qu'il a détaillées dans un rapport de 2013.

L'année suivante, l'EIA a stupéfié l'industrie, les investisseurs et les responsables californiens en réduisant de 96 % les ressources estimées en pétrole de réservoirs étanches pour Monterey - un véritable coup de balai. Avant la révision à la baisse, Monterey représentait 60 % de toutes les ressources américaines de pétrole de réservoirs étanches.

Alors, comment Michael Burry et David Hughes ont-ils pu faire preuve d'autant de prescience ? Il s'avère qu'ils ont simplement pris la peine de regarder.

Burry a examiné des milliers d'hypothèques individuelles rangées dans des obligations hypothécaires. Il est arrivé à la conclusion qu'une grande partie de ces hypothèques étaient de mauvaise qualité et qu'elles feraient défaut en cas de crise immobilière, ce qu'il prévoyait. Burry a ensuite vendu à découvert ces obligations et a fait fortune.

M. Hughes - qui a évalué les ressources en charbon et en gaz naturel non conventionnel du Canada au cours des 32 années qu'il a passées à la Commission géologique du Canada - a analysé les données de milliers de puits individuels de pétrole et de gaz de schiste pour voir comment l'industrie américaine s'est réellement comportée. L'histoire que son analyse a générée en 2013 et les tendances qu'elle révèle aujourd'hui racontent une histoire bien différente de celle que l'industrie et le gouvernement communiquent au public.

Grandement surestimé

Alors, pourquoi Hughes pense-t-il que l'EIA a largement surestimé les ressources récupérables de pétrole de réservoir étanche et de gaz de schiste aux États-Unis ? Comptons les raisons :

1. Les "sweet spots" hautement productifs ne représentent qu'une petite proportion de ce qui est souvent décrit comme de très grandes zones. Dans son rapport, Hughes trace les emplacements des puits existants et examine les taux de production initiaux de ces puits, taux qui annoncent les totaux de récupération finale. La concentration géographique des puits présentant des taux de production initiaux élevés montre clairement que seuls 20 % ou moins des différentes zones de schiste constituent les "zones centrales" ou les "points forts". En dehors de ces zones centrales, les taux de production et de récupération sont nettement inférieurs.

Dans ses prévisions, l'EIA fait une estimation de la récupération moyenne par puits sur l'ensemble de la zone ou, dans certains cas, sur de larges sous-zones au sein d'une zone. En réponse à des questions envoyées par courriel, Hughes a écrit : *"Supposer que tous les puits produiront la même chose sur de larges zones, comme le fait l'EIA, ne reflète pas la géologie réelle des zones typiques."*

2. L'aggravation de la géologie l'emporte en fin de compte sur la technologie. Le taux moyen de production de pétrole et de gaz pour les nouveaux puits a commencé à baisser dans tout ou partie de plusieurs zones de schiste. Hughes a déclaré que *"la productivité moyenne des nouveaux puits finit par chuter dans toutes les zones, même avec une meilleure technologie, car tous les emplacements de puits dans les "points favorables" ont été forés et les nouveaux puits se déplacent dans une géologie de moins bonne qualité"*.

Il s'agit là d'un point essentiel. Les nouvelles technologies ne permettent pas de surmonter la "géologie de moins bonne qualité" et le défi sera de plus en plus grand à mesure que les forages se déplacent vers des zones de moins en moins bonnes dans les différentes zones. À un moment donné, l'industrie abandonnera. M. Hughes a fait remarquer que *"l'industrie n'a aucun intérêt à forer des roches de faible qualité et qu'elle est très douée pour éviter de le faire, sinon elle fait faillite"*.

3. Les puits ne peuvent pas être si proches les uns des autres. La densité des puits atteint le niveau de saturation dans de nombreuses zones centrales. Ajouter des puits ne fera que provoquer des interférences et réduire la production par puits sans augmenter les récupérations finales.

Les gains impressionnants de productivité des puits sont le résultat d'une technologie qui permet à un puits de pétrole de réservoirs étanches d'accéder à un volume de réservoir trois fois supérieur à celui d'un puits de pétrole de réservoirs étanches foré en 2012. Un puits de gaz de schiste peut désormais accéder à 2,2 fois le volume du réservoir d'un puits de gaz de schiste foré en 2012. (Ces chiffres ont été calculés pour un précédent rapport rédigé par Hughes).

Cependant, comme les nouveaux puits drainent une zone beaucoup plus grande que les puits forés il y a même quelques années, ces nouveaux puits nécessitent un espacement considérablement plus important pour ne pas interférer les uns avec les autres. Cela réduit considérablement les emplacements de forage disponibles, ce que l'EIA n'a pas pris en compte dans ses prévisions jusqu'à présent. En d'autres termes, l'EIA ne devrait pas multiplier son estimation actuelle du nombre total d'emplacements de puits possibles par les récupérations de ces nouveaux puits sans ajuster radicalement à la baisse le nombre d'emplacements de puits pour tenir compte de l'espacement accru des puits requis.

Le rapport 2021 indique que " *[b]ien que cette [nouvelle technologie] ait augmenté la productivité des puits et donc leur rentabilité, elle a réduit plus rapidement les emplacements de forage disponibles, ce qui soulève de sérieuses questions quant aux prévisions de l'EIA concernant la production jusqu'en 2050, si ce n'est beaucoup plus tôt* ".

4. Le rythme des améliorations technologiques ralentit. L'EIA pense que la technologie de récupération s'améliorera au même rythme qu'elle semble s'être améliorée dans le passé. L'agence ne reconnaît pas que l'amélioration de la technologie ne peut pas compenser la détérioration de la géologie alors que les nouveaux forages s'éloignent des zones les plus intéressantes.

Les limites techniques et économiques semblent avoir été atteintes en ce qui concerne l'augmentation des longueurs latérales (extensions horizontales des puits) et des volumes d'eau injectée et d'agent de soutènement (sable et additifs spécialisés qui favorisent l'ouverture des fractures créées par l'eau injectée dans le réservoir et qui facilitent ainsi l'écoulement du pétrole et du gaz - un processus connu sous le nom de fracturation hydraulique ou "fracking"). Les gains observés en matière de productivité des puits sont aujourd'hui largement dus au high-grading, la pratique consistant à exploiter en premier les zones les plus productives d'un réservoir. Si l'on ne reconnaît pas cette pratique, l'exploitation des zones les plus productives est détournée du progrès technologique.

5. Les taux de déclin élevés l'emporteront inévitablement sur les taux de forage accrus et la production chutera. Au fur et à mesure que le forage s'éloigne des zones propices pour se diriger vers des parties du réservoir de qualité progressivement inférieure, la productivité des puits diminue. En supposant que des emplacements de forage soient disponibles, cela signifie qu'il faut davantage de nouveaux puits qu'auparavant pour compenser un déclin donné de la production. Finalement, la productivité des nouveaux puits tombe en dessous du niveau qui rend le forage de nouveaux puits rentable. Le forage s'arrête et la zone entre en phase de déclin terminal.

La mise à jour de 2021 indique : "*La nature des zones de pétrole de réservoir étanche et de gaz de schiste [...] est qu'elles déclinent rapidement, de sorte que **la production des puits individuels chute de 75 à 90 % au cours des trois premières années**, et que les taux de déclin de la zone au cours de la première année sans nouveau forage varient généralement de 25 à 50 % par an.*"

La mise à jour ajoute ensuite : "*Au fur et à mesure de l'épuisement des zones de qualité, le forage devra, par nécessité, se déplacer vers des parties de moindre qualité des zones, ce qui signifie que des prix plus élevés seront nécessaires pour atteindre le seuil de rentabilité. Les taux de forage devront également augmenter pour maintenir la production, ce qui consommera plus rapidement les emplacements forables....*"

Mêmes données, conclusions différentes

Si l'EIA et Hughes s'appuient sur les mêmes données pour leurs analyses, ils arrivent à des conclusions très différentes. Hughes a déclaré que l'EIA "*est quelque peu politique et les bonnes nouvelles font vendre, donc ils sont généralement très optimistes sur la production à long terme.*"

M. Hughes a ajouté : "**[L'EIA] ne rend pas service au peuple américain en publiant des prévisions trop optimistes. La planification de la sécurité énergétique future nécessite les meilleures estimations possibles.**"

Pour avoir une idée de ce que l'avenir réserve au pétrole et au gaz de schiste américains, M. Hughes a suggéré de regarder le Barnett Shale au Texas, où la révolution du schiste a commencé.

Il explique : Le schiste de Barnett est le lieu où le "fracking" a été développé par [George] Mitchell dans les années 1990. Il a connu un cycle complet : le forage de zones propices, l'extension à des zones de moindre qualité avec **un déclin de la productivité des nouveaux puits à des niveaux non rentables**, et une chute progressive de la production globale de la zone à des taux de déclin terminaux, car très peu de nouveaux puits étaient forés. La production a diminué de 60 % depuis le pic de la zone en 2011."

Hughes pense que nous nous dirigeons vers un avenir prédit par le schiste de Barnett **bien plus tôt** que l'EIA ne veut l'admettre et que les décideurs et le public ne le réalisent. **Nous ne sommes pas prêts pour cet avenir.**



.La réalité énergétique des États-Unis

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 9 décembre 2021



resilience



Alors que les dirigeants mondiaux s'efforcent de s'attaquer à la crise climatique et que les gens ordinaires du monde entier sont de plus en plus secoués par le coût élevé des carburants, le gouvernement américain promet aux décideurs, aux industriels et aux investisseurs qu'il y aura des décennies d'approvisionnement croissant en pétrole et en gaz naturel fracturés. Cependant, un géologue indépendant ayant 32 ans d'expérience au Service géologique du Canada utilise les propres données de l'industrie et du gouvernement pour montrer pourquoi il s'agit d'une

dangereuse erreur.

Au cours de la dernière décennie, le Post Carbon Institute a publié une série de rapports du **géologue J. David Hughes** sur l'état des ressources et de la production de gaz de schiste et de pétrole de réservoir étanche aux États-Unis (c'est-à-dire le gaz naturel et le pétrole extraits par fracturation hydraulique, également appelée "fracking"). Ces rapports sont remarquables par leur profondeur technique et leur exhaustivité, et sont fréquemment cités en référence par les militants du climat, les investisseurs en énergie et les initiés de l'industrie. Hughes a fourni un contrepoids nécessaire aux projections généralement trop optimistes de l'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA), qui reprend souvent les affirmations hyperboliques de l'industrie. En effet, les rapports de M. Hughes, qui traitent des prévisions contenues dans le rapport annuel de l'EIA sur les perspectives énergétiques, largement cité, pourraient justifier qu'on l'appelle "l'ombre de l'EIA". M. Hughes vient de publier son dernier rapport, **Shale Reality Check 2021**, qui offre une vue inestimable, complète et détaillée du passé, du présent et de l'avenir du pétrole et du gaz de schiste.

Devons-nous croire les compteurs de barils du gouvernement lorsqu'ils nous disent que les États-Unis disposeront d'une abondance de pétrole et de gaz pour les décennies à venir ? Beaucoup de choses dépendent de cette question, notamment la politique climatique, l'économie et le sort de toute une série d'industries. **N'oublions pas que**

l'énergie est essentielle à tout ce que nous faisons, et que les combustibles fossiles fournissent plus de 80 % de l'énergie utilisée actuellement dans le monde. L'état de nos réserves énergétiques est une priorité absolue, tant au niveau national que mondial.

À l'échelle mondiale, le taux de production de pétrole et de gaz conventionnels a largement stagné depuis 2005, à l'exception d'un point lumineux. La production florissante de gaz de schiste et de pétrole de réservoirs étanches non conventionnels aux États-Unis a fait la différence entre la pénurie et la suffisance, le pétrole de réservoirs étanches ayant représenté environ 90 % de la croissance de la production mondiale de pétrole au cours de la dernière décennie ; dans le même temps, en tant que premier producteur et consommateur mondial de gaz naturel, les États-Unis ont été en mesure d'accroître leur approvisionnement au point de devenir un exportateur net de ce combustible, à la fois par gazoduc (vers le Mexique) et par méthanier vers l'Europe.

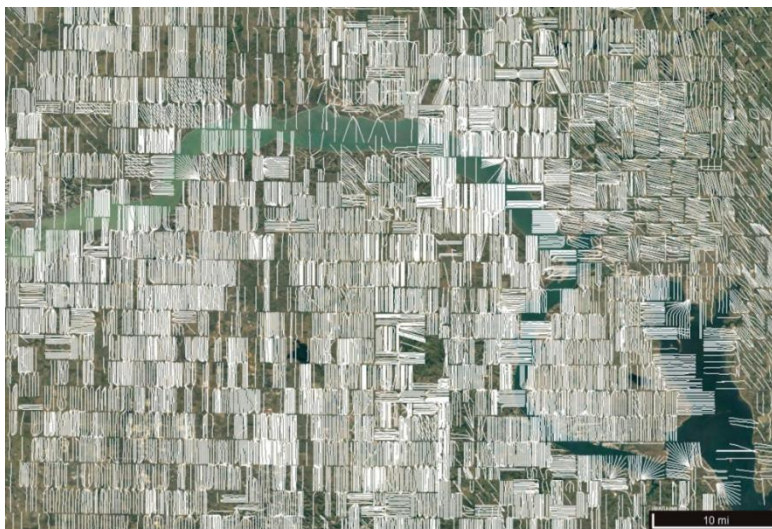
Mais, comme Hughes l'a noté dans chacun de ses rapports, le pétrole de réservoirs étanches et le gaz de schiste sont des produits à forte intensité de forage, étant donné les taux élevés de déclin de la production des nouveaux puits. Pour récupérer l'abondance de ces combustibles qui, selon l'EIA, seront disponibles, l'industrie devra forer, d'ici à 2050, quelque 700 000 nouveaux puits pour un coût total de plus de 5 000 milliards de dollars. (Hughes a calculé que 643 105 puits, pour un coût de 4 360 milliards de dollars, devraient être forés pour répondre aux prévisions de l'EIA pour 2050 en ce qui concerne le pétrole et le gaz de schiste dans les zones qu'il a analysées dans son rapport ; une partie de la production supplémentaire proviendrait d'autres zones, ailleurs aux États-Unis).

Cela se produira-t-il ? Pour des raisons purement géologiques, c'est extrêmement improbable (voir le rapport pour plus de détails) ; mais, même si c'était possible, les obstacles financiers et les impacts environnementaux seraient redoutables et effrayants. En moyenne, chacun de ces puits mesurerait plusieurs milliers de pieds à la verticale et plus d'un mile à l'horizontale, utiliserait jusqu'à 20 millions de gallons d'eau et 20 millions de livres de proppant (un puits en Louisiane a utilisé 50 millions de livres de proppant), et produirait une pollution localisée ainsi que des émissions massives de carbone.

En attendant, n'y a-t-il pas quelque chose de mieux à faire avec **5 000 milliards de dollars** ? À titre d'exemple, c'est assez d'argent pour payer 25 panneaux solaires et une pompe à chaleur (pour le chauffage et la climatisation intérieurs) pour chaque unité de logement aux États-Unis, avec des centaines de milliards de dollars restants pour d'autres programmes sociaux ou environnementaux.

Examinons un peu plus en détail certaines des dernières conclusions de Hughes. En ce qui concerne le pétrole de réservoirs étanches, six des sept principales zones ont atteint un pic de production et, sans une augmentation significative des taux de forage, sont en déclin permanent. En juillet 2021, la production de cinq d'entre elles était inférieure de 15,7 % à 40,6 % aux niveaux maximaux. Cette situation résulte en partie d'une réduction des taux de forage due à la pandémie de COVID-19, mais dans certaines zones (comme la Bakken dans le Dakota du Nord), elle est surtout due à l'épuisement, la production future ne dépassant probablement jamais le pic déjà atteint.

Densité des puits horizontaux de Bakken



Horizontal well density in the Bakken core area, August 2021

Jetez un coup d'œil à cette carte des traces de puits de pétrole horizontaux dans la zone centrale du Bakken. Voyez-vous de la place pour de nombreux autres puits de ce type ? Apparemment, l'industrie ne le voit pas. Les taux de forage et les investissements étaient déjà en baisse avant la pandémie. Pourtant, l'EIA est persuadée que la région de Bakken recèle encore de vastes ressources inexploitées qui pourront être produites au cours des 30 prochaines années, et bien plus encore.

Il y a quelques années, on s'attendait largement (et pas seulement l'EIA) à ce que les sept principales zones de pétrole étanche du pays produisent généreusement pendant longtemps. Mais aujourd'hui, l'essentiel de l'action se limite à la grande région du bassin permien, au nord-ouest du Texas et au sud-est du Nouveau-Mexique. Cette région englobe un ensemble spectaculaire de zones. Mais même dans cette région, si l'on examine attentivement les statistiques relatives aux zones de Spraberry, Wolfcamp et Bone Spring, qui représentent ensemble la part du lion de la production permienne, M. Hughes estime que les prévisions de l'EIA pour l'avenir sont "optimistes à très optimistes".

Globalement, la production de pétrole de réservoirs étanches a baissé de plus de 12 % depuis le début de la pandémie. Avec des prix du pétrole toujours élevés, beaucoup d'investissements et un rythme de forage féroce, les niveaux de production pourraient à nouveau augmenter. Mais affirmer, comme le fait l'EIA, que le boom va se poursuivre pendant trente ans ou plus à des niveaux de production plus élevés qu'aujourd'hui, est, pour reprendre les termes soigneusement choisis par Hughes, "très optimiste".

En ce qui concerne le gaz de schiste, l'histoire est similaire. Cinq des six principales zones ont atteint leur pic et produisaient, en août 2021, à des niveaux inférieurs de 12 % à 66 % aux niveaux maximaux. Deux d'entre elles, Barnett et Fayetteville, ont atteint leur pic en 2011 et 2012, respectivement, et sont en phase terminale de déclin avec une production inférieure de plus de 60 % aux taux de pointe. Hughes écrit : "Il reste à voir si les trois autres, où la production est en baisse de 11,9 % à 20,3 %, peuvent ou non dépasser leur taux de production maximal avec plus de forage, comme le prévoit l'EIA."

Encore une fois, avec des prix élevés, des investissements et des taux de forage plus élevés, la production de gaz de schiste peut encore augmenter dans certaines régions, comme la zone de Marcellus dans le nord-est de l'Amérique. Mais les prévisions de l'EIA sont qualifiées de "modérément à très optimistes" sur une base individuelle.

M. Hughes utilise un langage poli et scientifique et laisse les chiffres parler d'eux-mêmes. Mais ces chiffres racontent une histoire que tout le monde devrait trouver passionnante.

Nos choix collectifs en matière d'investissements énergétiques sont, dans une perspective à long terme,

complètement insensés. Nous avons parié le destin de notre civilisation - et la vie de nos enfants et petits-enfants - sur des ressources énergétiques qui s'épuisent et polluent. Et nos agences publiques, chargées de surveiller ces ressources, ont choisi de proposer, pour reprendre les termes de Greta Thunberg, "des contes de fées de croissance économique" au lieu d'une évaluation sobre de ce qui nous attend. Ils n'ont pas réussi à préparer notre société à la fin de l'énergie fossile bon marché, et de nombreuses personnes en souffriront.

David Hughes, qui travaille depuis une dizaine d'années dans une modeste maison située sur une magnifique île au large de la Colombie-Britannique, a fait ce que des dizaines d'analystes bien payés des agences de Washington n'ont pas réussi à faire : nous dire la vérité sur le dernier hurra de l'Amérique en matière d'énergie fossile. Il a présenté des chiffres clairs aux politiciens et au public, sans autre motif que le faible espoir que la rationalité puisse prévaloir. M. Hughes mérite d'être chaleureusement remercié par tous ceux qui ont bénéficié de son travail généreux et spécialisé.

👉 **RETOUR** 👈

.Le problème du nucléaire

Didier Mermin 9 décembre 2021



Le problème du nucléaire n'est pas le nucléaire mais l'énergie.

Yves Cochet vient de publier une tribune dans *Le Monde*, sobrement intitulée « [L'échec du nucléaire](#) », où il réitère les critiques habituelles avancées par les écologistes : coûts exorbitants et non rentabilité, problème des déchets à long terme, démantèlement et imbrication avec le nucléaire militaire. Il ne manque que le risque de catastrophes. Ces sujets ne nous intéressent pas du tout, car on les discute en vain depuis l'apparition du [mouvement antinucléaire](#) un demi-siècle plus tôt, et cette tribune montre que les termes du débat n'ont pas pris une ride.

Comme les autres critiques avant lui, il n'aborde pas le côté positif et **tangible**, à savoir que le nucléaire permet de produire une énergie pilotable et abondante, concentrée, bon marché et décarbonée. Aujourd'hui encore, sa part dans le [mix électrique français](#) oscille entre 60 et 70%, mais c'est un « échec » selon cet ancien ministre. Le choix de ce terme, et la conclusion philosophique de son texte, nous font dire que les écologistes ont toujours du mal avec **le principe de réalité**. Rappelons qu'en psychanalyse ce principe consiste, selon [Wikipédia](#) :

« (...) à **prendre en compte les exigences du monde réel**, et les conséquences de ses actes. [Il] désigne avant tout la possibilité de s'extraire de l'hallucination, du rêve, dans lesquels triomphe le principe de plaisir, et d'**admettre l'existence d'une réalité insatisfaisante ou non conforme à son idéalisation**. »

Nous sommes dans un monde qui consomme beaucoup d'énergie et produit beaucoup de dégâts sur la nature : c'est sans doute très insatisfaisant, et **très loin d'un idéal de sobriété comme celui des Amish**, mais **l'Histoire n'a pas voulu qu'il en aille ainsi**. Un grand tournant a été pris **il y a trois siècles**, quand aristocratie et bourgeoisie firent main basse sur le pouvoir économique en instaurant les premières usines textiles. Depuis lors, **rien n'a jamais pu arrêter le progrès technique**, et bien des innovations, (dont le **coup d'éclat d'Eddie Bernays**), sont venues jalonner le chemin qui nous a conduit à l'ère de la Grande Consommation, désormais assistée de smartphones et d'IA.¹ C'est ça la réalité. Elle est **frustrante** à bien des égards, mais le principe de réalité dit qu'il faut l'admettre, sinon on en reste au principe de plaisir : plaisir d'avoir raison dans sa critique, ou plaisir d'imaginer n'importe quel avenir pour se faire plaisir.

C'est bien sûr le rôle des militants de résister aux tendances les plus néfastes, mais l'exercice a ses limites. Tant qu'il s'agit de faits socio-économiques amendables par une législation appropriée, il est normal de ne pas accepter la réalité, c'est la condition *sine qua non* pour faire progresser de nobles causes. **Mais s'agissant de l'énergie ? Celle-ci n'obéit pas à des lois et comportements humains qu'il est toujours possible de changer, (avec beaucoup d'efforts et de persévérance), mais aux lois de la physique qui sont immuables. Et ces lois disent que, pour produire l'électricité dont on a besoin, il faut certains moyens, des centrales nucléaires ou des éoliennes, qu'importe, mais il les faut impérativement. Les lois de la physique ne nous laissent pas le choix : on ne produit pas de l'électricité avec des miracles.**

Et l'on ne peut pas jouer des besoins comme d'un piano : ils sont dictés par le système, l'artefact le plus gigantesque jamais produit par l'espèce humaine,² et qui trouve son origine dans la concurrence effrénée à laquelle se livrent les pays développés. Il en résulte que chacun tire la couverture à lui, et que les besoins en énergie ne font que grandir. Aussi exécrable que soit cette réalité, il faut l'admettre comme une fatalité : on n'aura besoin de moins d'énergie qu'après qu'on se sera adapté au fait d'en **manquer**, ce qui suppose **une transition impossible à provoquer délibérément**, car le manque est ce que l'on veut éviter à tout prix.³ (C'est manifeste avec l'eau qu'on ne commence à rationner qu'à partir du moment où elle manque.) **La décroissance**, qui prétend pouvoir réduire les besoins sans provoquer de manques, n'est qu'une vue de l'esprit, un idéal qui refuse de voir en face ce qu'est la réalité du système. *Last but not least*, le réchauffement climatique impose de produire de l'électricité non carbonée, mais Yves Cochet tient ce facteur pour négligeable puisque sa tribune n'en fait pas mention : là encore, c'est le principe de réalité qui se trouve malmené.

L'incontournable réalité étant ainsi décrite, comment comprendre « *l'échec du nucléaire* » ? C'est un point de vue purement philosophique fondé sur une « *vision* » à long terme que notre ancien ministre justifie ainsi :

« (...) les penseurs et acteurs du nucléaire de masse sont des **idéalistes irresponsables** qui tentent d'annihiler l'histoire en construisant un **empire industriel pour mille ans**, sans considérer les conditions sociales et anthropologiques impossibles à réunir pour réussir ce **pari fou**. »

Vieille rengaine contre les experts qui jouent avec le feu, et du « *ça ne pourra que mal finir* ». Nous sommes bien d'accord que le système ne tiendra pas « *mille ans* », mais **la réalité exige** que l'on réponde à une autre question : comment produire *hic et nunc* l'électricité dont on a besoin ? Et c'est à cette question que des « *idéalistes irresponsables* » ont répondu à une époque où les ENR n'existaient pas, et où le charbon était encore la cause d'une pollution insupportable. (Et le tout dans **un contexte de compétition internationale sans merci, où les « amis » politiques sont des ennemis économiques.**) Ils ont **pris la responsabilité** de développer cette énergie : peut-on leur en tenir grief et les traiter d'irresponsables ? Si le nucléaire avait cumulé autant de morts prématurés que les énergies fossiles, cela se comprendrait, mais ce n'est pas le cas.

Sans doute eût-il été préférable, à l'époque où les pays occidentaux étaient en plein boum des Trente Glorieuses, que les responsables décidassent de mettre un terme au cercle vicieux de la croissance, et ce au nom d'un futur idéal à atteindre. Certes, mais pour vivre aujourd'hui en fonction de ce que l'on veut pour dans cent ans, il n'y a qu'une solution : l'immobilisme des traditions qui consiste à ne jamais changer sa façon de vivre. Seules en sont capables de rares tribus, (les peuples non contactés), mais pour nous ce mode de fonctionnement est impossible. Nous sommes obligés de répondre *hic et nunc* aux problèmes, et nous devons le faire, non pas avec tel ou tel moyen technique, mais **avec le système**, car c'est lui qui décide de ce qui est faisable et souhaitable en fonction de l'état de l'art et des rapports de forces.⁴ Dans ces conditions, être responsable ne consiste pas à dire : « *attention, on fonce dans le mur* », cela consiste à concevoir des **solutions réalisables** et à les mettre **effectivement** en pratique.

Les vrais irresponsables sont ceux qui n'ont pas de décisions à prendre, en particulier ces écologistes claironnant que le nucléaire est un échec. Ils n'admettent pas la réalité, à savoir qu'**il faut** produire de l'énergie, d'une façon ou d'une autre, et que ne pas pouvoir le faire est un **malheur**, non la victoire des mauvais augures. Admettre la réalité n'empêche pas de se montrer critique, (c'est l'exercice préféré de votre serviteur), mais interdit de prendre la posture revancharde du : « *on vous l'avait bien dit mais vous n'avez pas voulu écouter* », une posture tacitement réitérée au moindre pépin. Ce genre de critique d'ordre philosophique est stérile. L'on n'ignore rien de ce que la technologie peut avoir de détestable, de grands esprits se sont penchés sur son cas, (Heidegger, Hans Jonas, Günther Anders, Paul Virilio, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Lewis Mumford, et bien d'autres), mais leurs brillantes analyses n'ont jamais eu la moindre incidence sur la réalité.

Les écologistes diront qu'Angela Merkel a choisi une sortie du nucléaire immédiate, rapide et radicale, que l'on peut dire inspirée de la philosophie. C'est exact, mais l'on ne sait rien des conséquences à long terme, et c'est bien le diable si, d'ici une décennie ou deux, l'on ne découvre pas que c'était un « *pari fou* ». Le nucléaire a beau être une technologie dangereuse et difficile à gérer, il n'en a pas moins de **gros avantages** sur les ENR. En conséquence, et du fait que ce choix n'empêchera nullement les besoins d'augmenter, l'Allemagne s'est condamnée à devoir produire toujours plus d'électricité **sans lesdits avantages**, donc **avec des moyens matériels encore plus conséquents**. Ces moyens étant unitairement plus petits, ils semblent moins risqués et plus faciles à contrôler, mais les apparences sont trompeuses : le plus gros n'est pas le plus dangereux. Yves Cochet et les *antinucs* sont victimes d'un biais de sélection qui, depuis Hiroshima et Nagasaki, leur font imputer le plus grand danger à la puissance physique unitaire des objets. Il serait temps qu'ils changent de focale, **car les dangers du nucléaire, plus potentiels que réels hors accidents graves, sont dépassés à plates coutures par ceux du plastique. Et pourtant, quoi de plus inoffensif qu'un bout de plastique ? Même les vêtements et les biberons en sont farcis...**

Un gigawatt à la sortie d'un réacteur, c'est donc énorme si l'on veut, (Yves Cochet parle de « *force hallucinante* »), mais pas plus que 100 éoliennes de 10 mégawatts, et c'est beaucoup moins intensif en matières de toutes natures qui finiront par diffuser et polluer. Quoiqu'il en soit, toutes les solutions promettent d'être mauvaises pour l'environnement, car l'énergie à produire est gigantesque. C'est ça le problème, ce n'est pas le nucléaire, mais il faut accepter la réalité pour en prendre conscience.

Paris, le 9 décembre 2021

NOTES :

¹ A propos de l'IA : saviez-vous qu'un tout nouveau smartphone pas cher, (170 euros), dispose d'une IA qui « *apprend de vos habitudes de sommeil pour faire en sorte que [sa] recharge (...) se termine juste avant que vous sortiez de votre lit* » ? A lire [ici](#).

2 A propos du plus grand artefact, Yves Cocher écrit : « *Au cours de l'évolution, l'espèce humaine n'a jamais construit un artefact de cette amplitude-là, au point que l'on peut qualifier le phénomène nucléaire de « supraliminaire », c'est-à-dire qui dépasse les capacités cognitives du cerveau humain, notamment dans ses conséquences funestes.* » Il devrait mettre à jour ses données, car les plus grands artefacts connus sont « le système » occidental mondialisé et Internet. Et il n'y a pas que le nucléaire qui soit « hallucinant », bien d'autres technologies le sont tout autant. En effet, si le nucléaire joue au niveau de l'atome, c'est avec ses gros sabots qui ne permettent que de les casser. Depuis lors, on a fait beaucoup mieux : on les observe un par un, et l'on va de prouesse en prouesse au niveau nanométrique. Tout cela semble inoffensif, (comme le plastique), parce que les puissances unitaires en jeu sont très faibles, mais ces objets sont reproduits à des milliards d'exemplaires et leur **évolution est hors de contrôle.**

3 Nécessité fait loi dit le proverbe, c'est pourquoi on peut toujours s'adapter à un manque, mais avec quelles conséquences sur la population et l'environnement ? L'incertitude est totale, l'on n'a aucune raison d'être rassuré.

4 A propos des rapports de forces : un pays moderne peut-il choisir de décroître dans un contexte international de croissance ? La réponse est résolument non. Comme cela est arrivé à la Grèce, il passerait immédiatement sous contrôle d'agents économiques étrangers, et sa population serait lésée sans que le système n'en soit affecté.

Illustration : « [Énergie éolienne : le vent tourne](#) » (billet de blog anti-éolien). Ce choix reflète un parti pris, mais c'est pour montrer que l'éolien est aussi critiquable que le nucléaire.

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

ANNEXE : texte intégral de la tribune « [Yves Cochet : l'échec du nucléaire](#) »

👉 **RETOUR** 👈

En bref : Cambo crunch, Economic headwinds

Tim Watkins 3 décembre 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



La crise de Cambo

La décision de Shell de se retirer du projet de forage du champ pétrolifère de Cambo a des ramifications que les médias de l'establishment refusent même de reconnaître. Le fait que Big Oil était même prêt à envisager

l'ouverture de Cambo montre à quel point la situation est devenue désespérée. Le champ pétrolifère - que l'industrie et les médias qualifient mensongèrement de mer du Nord - se trouve sous l'Atlantique Nord-Est, directement sur la trajectoire du Gulf Stream, et est régulièrement battu par des vents violents et des vagues de 12 mètres. Plus important encore, le champ est un tiddler <minuscule, petit poisson> par rapport aux normes de la mer du Nord - contenant seulement 170 millions de barils d'équivalent pétrole et 53,5 milliards de pieds cubes de gaz. Les gisements de pétrole - sous un fond marin de plus de 1 000 mètres de profondeur - se présentent sous forme de petits dépôts non reliés entre eux au sein de formations géologiques torturées.

Les prix du pétrole ayant doublé et ceux du gaz ayant été multipliés par quatre en 2021, et les économistes prévoyant un baril à 100 dollars en 2022, le champ - qui ne sera probablement jamais foré - a pu brièvement sembler viable. Mais Shell - comme Chevron avant elle - voudra des prix du pétrole stables et bien supérieurs au pic de 86 dollars atteint en octobre avant de s'engager dans une entreprise aussi risquée.

Alors que les groupes "verts" ont salué la décision de Shell, les Amis de la Terre d'Écosse la présentant de façon ridicule comme une victoire du "pouvoir populaire", la réalité est que **nous atteignons désormais les limites économiques de l'extraction pétrolière**. En d'autres termes, l'extraction du pétrole du champ de Cambo **coûtera plus cher que sa valeur**, surtout si l'on tient compte du coût du déclassement.

Il y a à peu près autant de pétrole - y compris la roche mère - sous la Terre que ce que l'homme a extrait au cours de la révolution industrielle. Mais la quasi-totalité de ce qui reste est hors de portée géologique et technologique. Cela dit, il existe encore suffisamment de réserves supposées prouvées pour nous permettre d'augmenter la température mondiale de quelques degrés supplémentaires avant d'en finir. Le problème, c'est que ces calculs - inclus dans les pires scénarios de changement climatique du GIEC - ignorent les limites économiques - énergétiques - de l'extraction du pétrole. Une grande partie du pétrole considéré comme récupérable est enfermée dans de petits gisements difficiles à exploiter, comme celui de Cambo, qui sont tout simplement trop chers et trop risqués pour être un jour récupérés. **Cela signifie que l'ensemble de l'économie mondiale dépend désormais de gisements de pétrole plus grands, moins chers, plus anciens et en voie d'épuisement. Cela nous indique que nous allons effectivement passer à une économie "nette zéro"... mais pas de la manière dont le Forum économique mondial et la foule verte brillante l'ont imaginé.**

Les vents contraires de l'économie

L'optimisme actuel du gouvernement concernant l'économie est déplacé. La raison pour laquelle de nombreux chiffres phares semblent bons est qu'il s'agit de comparaisons d'une année sur l'autre avec novembre 2020, lorsque l'économie était sous assistance respiratoire, que les cas de Covid, les hospitalisations et les décès étaient à leur maximum et que l'économie entrait tout juste dans son deuxième verrouillage. Sauf effondrement immédiat de la civilisation occidentale, un certain rebondissement était inévitable. Malgré cela, personne ne croit sérieusement à l'affirmation du Chancelier selon laquelle nous pouvons nous attendre à des taux de croissance que l'on n'avait plus vus depuis les années 1960. En effet, la forte augmentation des prix de l'énergie et des carburants laisse présager un avenir économique plus proche de la stagflation des années 1970.

Présider à une nouvelle crise économique est, bien sûr, la seule chose qui pourrait faire tomber le gouvernement conservateur britannique. C'est l'incapacité à lutter contre l'inflation dans les années 1970 qui a eu raison des gouvernements de Jim Callaghan. Le gouvernement de John Major ne s'est jamais remis du mercredi noir de 1992, et Gordon Brown était un homme mort au lendemain de la crise de 2008. L'électorat tolère beaucoup de choses et préfère généralement le diable qu'il connaît. Mais si on les frappe dans la poche, ils se retournent contre vous.

Les augmentations des prix de l'énergie sont désormais intégrées. Les entreprises sont déjà touchées. Cependant, le plafonnement des prix de l'énergie signifie que les ménages n'en ressentiront pas tous les effets avant avril 2022. Les prix des carburants sont également restés élevés malgré une baisse de 16 £ du prix du pétrole par rapport à son pic d'octobre. La récente baisse des prix de gros pourrait n'être que temporaire, car elle semble être

une réponse à une fermeture anticipée de Covid, qui pourrait ne pas se produire si la dernière variante reste aussi douce que les premiers rapports le suggèrent.

Les prix des denrées alimentaires augmentent également, et les coûts du logement ne montrent aucun signe de ralentissement. Pendant ce temps, les emplois dans le secteur des voyages et de l'hôtellerie sont une fois de plus menacés, car une population coronaphobe évite à nouveau les espaces bondés. Le commerce de détail de la rue principale pourrait également faire un nouveau pas vers l'oubli si la dernière variante incite suffisamment de personnes à faire leurs achats de Noël en ligne et, en effet, si la hausse des prix se traduit par une diminution des achats.

Dans l'ensemble, l'économie est donc dans un état bien pire que ce que suggèrent les grands chiffres. Dans sept mois, lorsque les chiffres annuels compareront le flot d'optimisme post-vaccinale de juillet 2021 avec un juillet 2022 de plus en plus stagflationniste, les choses pourraient sembler bien pires. Et d'ici là, une série de nouvelles taxes nationales et locales seront venues s'ajouter à nos difficultés économiques.

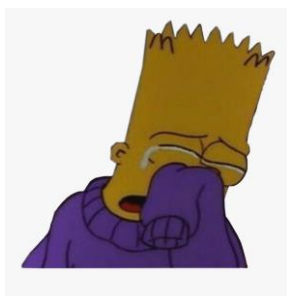
Alors que nous pouvons facilement imaginer que les stratèges conservateurs prévoient un budget de départ en novembre 2022, suivi d'une élection anticipée en mai - ou peut-être en mars - 2023, une série de chocs économiques au cours du premier semestre 2022 - **qui pourrait inclure une hausse des taux d'intérêt** par la Banque d'Angleterre et déclencher une vague de faillites d'entreprises - pourrait bien mettre Johnson dans une position similaire à celle de Brown et Major avant lui. Dans ce cas, le gouvernement actuel est susceptible de se maintenir jusqu'en décembre 2024, alors même que l'économie s'effondre.

La question politique la plus importante est de savoir si un parti travailliste qui cherche à ressusciter le néolibéralisme de la fin des années 1990 sera capable de construire un récit économique dans lequel les travaillistes apparaissent comme nos sauveurs économiques. Sans un réexamen sérieux de ses hypothèses économiques, on peut en douter. Tout au long de la pandémie, la politique des travaillistes a consisté à approuver tout ce que le gouvernement a fait, tout en affirmant qu'il aurait dû en faire plus, plus vite et mieux. Comparez cela avec leur ancien leader canonisé au milieu des années 1990, qui avait déjà présenté sa mythique "troisième voie", alternative à "18 ans de mauvaise gestion des Tories". Alors que le gouvernement Major s'effondrait, l'opposition de Blair était largement considérée comme un gouvernement en attente. Aujourd'hui, l'opposition travailliste est à peine visible.



.En bref : surcharge dépressive, atténuation (2), plus de sécurité échangée pour la tranquillité d'esprit, nationalisation à tout sauf le nom

Tim Watkins 25 novembre 2021



Une dépression incurable

La santé mentale a été une victime tacitement acceptée des restrictions et des blocages liés à la pandémie. Outre l'anxiété suscitée par le virus lui-même, la menace qui pèse sur les moyens de subsistance des gens et les périodes prolongées d'isolement social - y compris la "distanciation sociale" dans des réunions auparavant intimes - ont fait des ravages. À tel point qu'en plus de la personne sur sept qui prend actuellement des antidépresseurs, on craint de plus en plus que des dizaines de milliers d'autres personnes soient aux prises avec une dépression non diagnostiquée.

Ces craintes ont ouvert un vieux débat sur la meilleure façon de répondre aux personnes atteintes de maladies mentales courantes comme la dépression, qui, historiquement, n'a pas été diagnostiquée en partie à cause de la stigmatisation de la maladie mentale, et en partie parce qu'aucun traitement réaliste n'était proposé tant que la dépression n'était pas si grave que des médicaments et une thérapie électroconvulsive pouvaient être administrés.

Tout cela a changé à la fin des années 1980 avec le développement des premiers inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (ISRS). Non pas parce que ces médicaments étaient plus efficaces que les anciens antidépresseurs tricycliques, mais parce qu'ils étaient beaucoup moins toxiques, même en cas de fortes surdoses. Cela signifie que là où, auparavant, les antidépresseurs étaient administrés sous la surveillance étroite de psychiatres, les nouveaux ISRS pouvaient être prescrits par des médecins généralistes.

Comme c'est le cas pour Big Pharma, des sociétés comme Eli Lilly (Prozac) et GlaxoSmithKline (Seroxat) ont commencé à distribuer de l'argent aux médecins généralistes et aux diverses organisations caritatives de santé mentale pour "sensibiliser" à la dépression et encourager les gens à chercher un traitement précoce (ISRS). L'argent a eu un certain impact positif - la campagne britannique "Defeat Depression" des années 1990 a sans aucun doute sensibilisé les gens à la dépression et a probablement sauvé la vie de personnes qui, autrement, n'auraient pas été traitées et auraient été extrêmement vulnérables au suicide. Les grandes entreprises pharmaceutiques ont toutefois été les principales gagnantes, bénéficiant de l'utilisation massive de médicaments dont elles avaient encore le monopole. Les patients, quant à eux, recevaient souvent leur ordonnance mensuelle et étaient ensuite abandonnés à leur sort.

Quelques années plus tard, le scandale du Seroxat a éclaté. Pour les utilisateurs d'antidépresseurs en général, les ISRS s'accompagnent d'effets secondaires désagréables et de symptômes de sevrage souvent graves à la fin du traitement. Pour les jeunes en particulier, il existait également un lien avec le suicide et l'automutilation. Mais bien que les autorités de réglementation aient retiré le Seroxat comme traitement de première ligne, elles ont continué à recommander d'autres ISRS, le Prozac étant le médicament de choix pour les jeunes.

Le réexamen des données relatives aux antidépresseurs à la suite du scandale du Seroxat a débouché sur une approche plus nuancée du traitement et de la gestion de la dépression. Si les antidépresseurs sont généralement efficaces dans les cas les plus graves, il s'avère qu'ils le sont beaucoup moins dans les cas de dépression légère ou modérée. En effet, de nombreux cliniciens ont affirmé que les bénéfices mineurs dans la dépression légère sont uniquement le résultat de l'effet placebo.

Le problème est que les antidépresseurs - surtout maintenant que les brevets ont expiré - sont peu coûteux à administrer et n'accaparent pas le temps des médecins. Une fois le diagnostic de dépression posé, il suffit au médecin généraliste d'imprimer une ordonnance et la consultation peut prendre fin. Le tout dans le délai imparti de cinq minutes. Et même si le patient ne reçoit qu'un effet placebo... c'est toujours mieux que rien. Et qui sait, il se peut que le patient aille mieux tout seul.

Pour les personnes souffrant d'une dépression plus durable, cependant, attendre simplement dans l'espoir qu'une amélioration se produise spontanément n'était pas une option privilégiée. Au début des années 2000, des groupes de patients ont commencé à s'associer à une industrie émergente du conseil et de la psychologie pour promouvoir les "traitements par la parole", souvent plus efficaces que les antidépresseurs pour traiter les dépressions légères et modérées.

L'inconvénient des thérapies par la parole était toutefois leur coût. Les psychologues cliniciens qualifiés ne sont pas bon marché, et la plupart des écoles de psychologie sont à durée indéterminée - un traitement dure aussi longtemps qu'il faut pour que le patient aille mieux. Inévitablement, le NHS a donc opté pour deux approches parlantes - le conseil et la thérapie cognitivo-comportementale (TCC) - car elles pouvaient être limitées dans le temps. En effet, la TCC était considérée comme une sorte de solution miracle puisque son fondateur - Aaron T Beck, récemment décédé - l'avait conçue comme un moyen d'apprendre aux patients déprimés et anxieux à devenir leurs propres thérapeutes. Pendant un certain temps, le NHS a proposé des TCC à distance - par téléphone ou par ordinateur - avec des résultats mitigés.

Le problème, qui remonte à plusieurs dizaines d'années, est que les thérapies psychologiques faisaient partie des services de santé mentale spécialisés et que l'on ne pouvait y accéder qu'en s'adressant à une équipe de santé mentale. Et comme il n'y a jamais eu assez de spécialistes pour tout le monde, les personnes souffrant de dépression se sont généralement retrouvées sur un rond-point où leur dépression est considérée comme trop grave pour être traitée en médecine générale, mais pas assez grave pour bénéficier de services spécialisés comme la TCC. **Et au lendemain des restrictions liées à la pandémie, il y a tellement de personnes touchées par la dépression** qu'elles pourraient, à elles seules, utiliser tous les fonds dont dispose le NHS.

Les appels à davantage de thérapies par la parole sont sans aucun doute bien intentionnés, mais la triste vérité est que tout financement supplémentaire - à un moment où le NHS est submergé par des personnes souffrant de maladies cardiaques, de diabète et de cancers diagnostiqués tardivement - effleurera à peine la surface de la dépression qui s'est accumulée tout au long de la pandémie.

Atténuation du climat

Tant que le changement climatique était loin dans le futur, nous n'avions aucune raison de faire plus que des signaux de vertu et de prétendre que le seul problème était la sensibilisation. Mais au fur et à mesure que le phénomène s'accélère et que les coûts des tentatives inévitablement vouées à l'échec pour atteindre le niveau zéro commencent à écraser les dépenses discrétionnaires des ménages, les mesures que nous aurions pu prendre au cours des cinq dernières décennies, bien qu'elles soient encore théoriquement possibles, vont s'avérer hors de portée.

Le passage à des énergies prétendument "vertes" dans le but d'alimenter une économie avancée sans combustibles fossiles, par exemple, consommera lui-même plus que le budget carbone restant. En effet, étant donné que personne n'a encore trouvé comment stocker l'énergie à grande échelle et compte tenu du coût exorbitant du nucléaire existant, la réalité est que l'éolien et le solaire à grande échelle doivent de toute façon être compensés par du gaz naturel - ce qui fait actuellement grimper les prix du gaz européen à la stratosphère à mesure que les gisements de la mer du Nord s'épuisent.

Ces flambées de prix - qui se répercuteront sur les entreprises et les ménages européens au cours de l'hiver - ont finalement mis en lumière les prétentions exagérées de l'énergie verte, qui s'est avérée insuffisante. Les gens veulent peut-être agir sur le changement climatique, mais ils veulent aussi des solutions qui fonctionnent dans le monde réel plutôt que dans la tête d'universitaires qui, on s'en doute, ont inhalé quelque chose d'un peu plus fort que l'air frais lorsqu'ils ont rédigé leurs documents de recherche.

Il y a cinq ans, j'avais prévenu qu'en refusant de reconnaître qu'un passage aux énergies renouvelables signifierait un mode de vie plus pauvre et beaucoup moins matériel, les groupes environnementaux se préparaient à porter la responsabilité de l'inévitable pénurie d'énergie qui commence à se manifester :

*"De cette façon, la pénurie à venir de combustibles fossiles carbonés abordables est déguisée en une attaque contre les écologistes pour avoir promu des politiques climatiques qui semblent choisir les énergies renouvelables plutôt que le charbon... Il est probable que **lorsque les lumières s'éteindront**, les militants anti-fracking devront faire face à des accusations similaires. Bien que la fracturation à une échelle sérieuse soit une chimère*

inabordable, plutôt que de comprendre que son échec est dû à la géologie torturée de la Grande-Bretagne et au coût inabordable de l'extraction du peu de gaz techniquement récupérable, les compagnies d'énergie voudront accuser les manifestants de faire obstacle à l'industrie de la fracturation."

Certains commentateurs appellent déjà à un réexamen de la fracturation comme solution potentielle à la crise énergétique de la Grande-Bretagne. Pendant ce temps, le gouvernement se tourne vers les petits réacteurs nucléaires modulaires, qu'il considère comme la meilleure option non fossile sur la table. Mais il s'agit moins d'une menace pour le projet "net zéro" que d'un argument de plus en plus plausible - en termes économiques - selon lequel, puisque nous avons dépassé le point où nous aurions pu éviter un réchauffement de deux degrés, des États comme le Royaume-Uni devraient investir dans l'adaptation plutôt que de gaspiller davantage d'argent dans des tentatives de prévention vouées à l'échec. Un tel argument est avancé par Aris Roussinos à UnHerd :

Le problème est que la Grande-Bretagne est responsable d'à peine 1 % des émissions mondiales de carbone, de sorte que même si nous atteignons demain le niveau "net zéro", rien ne changerait en termes d'arrêt du changement climatique. L'augmentation de la production de charbon de la Chine cet automne seulement est déjà plus importante que les émissions totales de carbone de la Grande-Bretagne : arrêter ce processus est, dans le monde réel, presque entièrement hors de notre portée.

"Mais si nous ne pouvons pas changer ce qui est sur le point de se produire, nous pouvons au moins nous y préparer... Je vis en Grande-Bretagne, et pour la Grande-Bretagne, avoir un climat similaire à celui du centre de la France ne sera pas la fin du monde - mais nous devrions commencer à nous y préparer dès maintenant..."

Nous pourrions ne pas être d'accord avec l'évaluation de Roussinos sur les conséquences probables d'un réchauffement de deux degrés - notamment en raison de notre dépendance alimentaire vis-à-vis du monde extérieur. Néanmoins, étant donné que le coût de la lutte contre le changement climatique se traduit par l'éco-austérité des conservateurs pour ceux qui se trouvent dans la moitié inférieure de la distribution des revenus, nous pouvons nous attendre à ce que ces sentiments se renforcent. Alors même que les îles du Pacifique disparaissent sous la montée des océans, les politiciens britanniques seront de plus en plus pressés d'investir l'argent dont ils disposent dans la construction d'ouvrages de protection contre les inondations au lieu de construire encore plus d'éoliennes qui ne font qu'effleurer les émissions de carbone dans le monde.

Échanger la sécurité contre la tranquillité d'esprit

L'analyste pétrolier **Art Berman** a présenté l'idée de la "théorie du réservoir". En effet, une fois que l'on a compris qu'un gisement de pétrole - et le pétrole total dans le monde - est une ressource finie, alors, dans un sens, ce que nous faisons est l'équivalent de vider un réservoir. Nous pourrions le faire lentement, en n'utilisant une ressource aussi précieuse que pour les besoins les plus importants. Ou nous pouvons vider le réservoir aussi vite que possible afin de gagner de l'argent rapidement tout en brûlant frivolement cette ressource.

Dans les premières décennies de l'ère pétrolière, personne ne savait combien de pétrole il y avait. Les premiers gisements ont été découverts à quelques dizaines de mètres sous terre en Pennsylvanie et en Oklahoma. Et des gisements encore plus importants ont été découverts assez rapidement dans tous les États-Unis. Cela semblait indiquer que le pétrole était abondant et relativement facile à extraire. Mais la pénurie de pétrole dans le reste du monde industrialisé n'était pas de bon augure. Néanmoins, avec la découverte du croissant pétrolier - qui s'étend de la péninsule arabe jusqu'aux deux côtés de la mer Caspienne - l'avenir pétrolier du monde semblait assuré.

C'était à l'époque. Aujourd'hui, nous savons qu'il y a un décalage d'environ 40 ans entre la découverte d'un gisement de pétrole et son pic de production. Nous savons également que ce même décalage de 40 ans s'applique aux gisements de pétrole dans leur ensemble. Et comme le pic de découverte du pétrole a eu lieu en 1964, le pic de production mondial devrait se situer de part et d'autre de 2004.

En fait, l'extraction de pétrole conventionnel a atteint son pic en 2005, ce qui a directement conduit au krach

financier de 2008 et à la dépression qui a suivi. Mais il s'est avéré que le pic des découvertes de 1964 ne tenait pas compte du pétrole enfermé dans la roche mère ou dans les sables bitumineux. Ainsi, l'ouverture des sables bitumineux canadiens et vénézuéliens ainsi que le pétrole de schiste américain ont fourni au monde une dizaine d'années supplémentaires d'approvisionnement en pétrole, bien que plus cher. Le pic de production semble s'être produit en 2018. Bien que l'impact de la pandémie sur l'offre et la demande nous empêche d'affirmer avec certitude que le monde est désormais confronté à un épuisement continu et imparable.

L'épuisement n'est pas non plus le seul facteur que nous devons prendre en compte. Lorsque l'ère du pétrole a commencé, les États-Unis, l'Europe et le Japon étaient les seules économies industrialisées capables de passer du charbon au pétrole. Mais une fois que l'ère du pétrole a vraiment démarré après la Seconde Guerre mondiale, un processus de développement combiné et inégal a permis à de nombreux autres États de sauter l'âge du charbon et de passer directement au pétrole. Mais les États dont l'économie s'est construite sur le pétrole se retrouvent aujourd'hui à avoir besoin de toujours plus de pétrole pour maintenir leur croissance économique. Et pour les États de l'OPEP et les États de l'ancienne Union soviétique, cela signifie qu'une proportion croissante de leur pétrole restant sert à alimenter leurs économies nationales.

Ainsi, le réservoir se vide à la fois par l'épuisement et par la diminution des exportations du pétrole. C'est dans cette optique que nous devons considérer la décision de l'administration Biden de libérer du pétrole de la réserve stratégique des États-Unis pour maintenir le prix de l'essence à un niveau bas. La première chose qu'elle signale - confirmant la politique énergétique observée lors de la COP26 du mois dernier - est que **le monde entier ne danse plus au rythme de l'Amérique**. La demande antérieure de M. Biden, qui souhaitait que l'OPEP et la Russie augmentent leur production afin que les propriétaires américains de SUV puissent continuer à rouler tranquillement, est tombée dans l'oreille d'un sourd. Il semble qu'il n'existe aucune loi de la nature qui stipule que les États producteurs de pétrole restants doivent détourner le pétrole de leurs économies nationales afin d'alimenter le rêve américain. En effet, les États producteurs de pétrole restants bénéficient actuellement de prix du pétrole juste assez élevés pour financer les dépenses de l'État pour la première fois depuis 2015. Ils sont donc peu incités à augmenter leur production pour faire baisser les prix.

Compte tenu de la différence entre les prix des carburants européens et américains - due aux taxes supplémentaires prélevées de ce côté-ci de l'Atlantique - il est difficile de compatir avec les automobilistes américains qui ont récolté les avantages d'un pétrole bon marché pendant des décennies. Il est toutefois utile de rappeler que les prix élevés du pétrole se traduisent par une baisse de la demande des consommateurs. Et comme l'Europe exporte beaucoup de produits vers les États-Unis, cette perte de demande nous reviendra en pleine figure.

Le problème plus profond - qui est plus aigu en Europe - est que le réservoir de pétrole se vide maintenant et ne peut être rempli à nouveau. Faire pression pour obtenir des prix plus bas signifie simplement consommer plus rapidement ce qui reste et pour des activités plus frivoles. Cela peut nous apporter une certaine tranquillité d'esprit. Mais notre sécurité à long terme dépend de la manière dont nous allons maintenir un semblant de civilisation lorsque le réservoir de pétrole sera à sec.

Une nationalisation à contrecœur

Les entreprises britanniques d'approvisionnement en énergie ont été nombreuses à faire faillite cet automne. Mais la manière officielle de traiter le problème est arrivée en bout de course. Jusqu'à cette semaine, lorsqu'une entreprise faisait faillite, ses clients étaient transférés à une ou plusieurs des entreprises d'approvisionnement restantes, et généralement placés à leur tarif standard - plus élevé. Cela fonctionnait dans une certaine mesure lorsque les entreprises en faillite étaient de petite taille, bien que la répercussion des coûts sur les clients des entreprises mieux gérées - y compris ceux qui sont le moins en mesure de payer - ait été un point de discorde. Cependant, lorsque Bulb Energy s'est effondrée, laissant quelque 1,7 million de clients sans fournisseur, il s'est avéré impossible pour l'autorité de régulation de se débarrasser des clients en difficulté sur les fournisseurs restants.

Le gouvernement Cameron - sans doute le plus incompetent et le plus catastrophique de l'histoire britannique moderne - n'aurait jamais dû permettre que le marché de la fourniture d'énergie soit inondé d'entreprises sous-capitalisées en premier lieu. Mais au nom de la concurrence, toute personne disposant d'un ordinateur et de 35 000 £ a pu s'inscrire en tant que société d'énergie. Et beaucoup l'ont fait, y compris plusieurs incursions désastreuses sur le marché de l'énergie par des autorités locales telles que Robin Hood Energy, à Nottingham, dont la gestion est épouvantable.

Cet échec s'explique en partie par l'acceptation sans critique de l'affirmation centrale de l'industrie de l'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables, à savoir que les prix de l'électricité allaient forcément baisser. Le problème est que plus on ajoutait de technologies de production d'énergie renouvelable non renouvelable (NRREHT) au système, plus le système devenait dépendant du gaz naturel pour compenser l'intermittence. En conséquence, le coût supérieur de l'électricité correspondait au prix du gaz à un moment où le vent ne soufflait pas, et non au prix de l'énergie éolienne pendant un coup de vent. Mais tant que les gisements de gaz de la mer du Nord continuaient à produire, la différence de prix était suffisamment faible pour ne pas avoir d'importance. La situation a changé en 2021, lorsque l'ensemble du continent européen a manqué de gaz et que les prix ont augmenté de plus de 400 %.

Le problème a été aggravé en 2017 par l'introduction d'un plafond sur les tarifs variables standard. Cette politique a toujours été malavisée, comme je l'ai écrit à l'époque :

*"La solution proposée par le gouvernement actuel est d'imposer un plafond sur le coût des SVT. Cela fonctionnera en limitant la différence de taux entre le SVT d'une entreprise et son tarif le plus bas. Cependant, même cela prendra des mois (voire des années) pour légiférer en raison du chaos administratif causé par le Brexit. Dans tous les cas, cela ne fonctionnera pas simplement parce qu'il s'agit d'une **solution classique de personne aisée à un type de pauvreté qu'elle n'a jamais connue**. Il profitera surtout à la petite proportion de clients du SVT qui sont aisés, en leur permettant de réaliser les plus grandes économies sur les consommations d'énergie les plus élevées. Mais pour les millions de ménages britanniques qui réagissent à la hausse des prix en éteignant les lumières et le chauffage, le plafond réduira leurs factures annuelles de quelques pence plutôt que de quelques livres, et ne contribuera donc guère à atténuer leurs problèmes d'argent.*

"Le plafonnement de la consommation d'énergie finira par contrarier tout le monde et ne résoudra rien. En effet, si les accords de quasi-marché qui ont échoué constituent un irritant, ils ne sont pas la véritable cause du problème. Les mêmes dispositions étaient en place avant 2008, lorsque les plaintes concernant la surfacturation et le changement de fournisseur étaient limitées aux classes aisées. Ce n'est pas le système qui a changé, mais l'environnement opérationnel plus large.

"La dure réalité est la suivante : le coût de l'énergie augmente inexorablement. Le gaz bon marché de la mer du Nord, sur lequel la Grande-Bretagne a construit son infrastructure énergétique actuelle, a disparu. À sa place, on trouve des importations de gaz de plus en plus coûteuses - une situation que la fracturation des gisements de schiste britanniques, dont le coût est exorbitant, ne va pas changer (en supposant qu'il y ait du gaz à récupérer)."

Alors que les entreprises britanniques ont été frappées par d'énormes augmentations des prix de l'énergie cet automne, le plafond a maintenu les prix des ménages à environ 1 000 £ par an en dessous du coût d'équilibre du gaz et de l'électricité fournis. C'est pourquoi aucune des entreprises survivantes n'était prête à reprendre les 1,7 million de clients de Bulb Energy - ce qui représente une perte de quelque 1,7 milliard de livres sterling ! L'autorité de régulation ne pouvait pas non plus les forcer à le faire. C'est ainsi qu'une forme de nationalisation déguisée, similaire à celle du secteur ferroviaire, a été utilisée pour gérer le cadavre de Bulb Energy comme une entreprise publique. Comme l'explique Nils Pratley du Guardian :

"Le régime d'administration spéciale n'a pas été testé sur le marché de l'énergie, mais des arrangements similaires ont fonctionné pour des entreprises plus complexes dans le passé - Railtrack en 2001, par exemple. L'ingrédient critique nécessaire est le capital pour garantir les contrats d'achat d'énergie et de couverture. Ce

capital est fourni par le Trésor, qui devra assumer les pertes de Bulb jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée.

"Donc, en fait, le coût financier est pris par le biais des fonds publics plutôt que d'être réparti sur les factures d'énergie de tout le monde par le biais du système de prélèvement à l'échelle du secteur. Étant donné l'ampleur de l'augmentation des factures en avril prochain, lorsque l'Ofgem ajustera le plafond des prix - 500 £, peut-être, si la méthodologie est appliquée à la lettre - enterrer Bulb parmi les dépenses publiques représente probablement une bonne politique à court terme.

Puisque nous pouvons nous attendre à ce que plusieurs autres fournisseurs d'énergie s'effondrent pendant les mois d'hiver, comme cela s'est produit dans l'industrie ferroviaire, nous pouvons nous attendre à ce qu'ils soient également nationalisés. Mais même cette "solution" dépend de la baisse du prix de l'énergie, et il n'y a aucune raison de croire que cela se produira bientôt. Les NRREHT servent à augmenter le prix de l'électricité pour l'utilisateur final, et le taux d'augmentation augmentera si le gouvernement britannique continue à insister sur cette voie vers **son nirvana net zéro**. Jusqu'à ce que quelqu'un puisse inventer une technologie de stockage à l'échelle du réseau, plus de NRREHT signifie simplement plus d'exposition à un gaz de plus en plus cher pour équilibrer l'approvisionnement. Et comme le coût de l'énergie monte en flèche, la nationalisation ne peut que retarder l'inévitable :

"Comme pour le réseau ferroviaire britannique, l'État peut mettre la main à la poche de tout le monde et fournir des subventions directes aux entreprises énergétiques. Cependant, lorsqu'il le fait, il retire simultanément cette monnaie d'autres secteurs de l'économie. La baisse de l'activité économique qui en résulte - comme on le voit, par exemple, dans l'apocalypse du commerce de détail qui s'annonce - se traduit également par une baisse de la demande de transport ferroviaire et de la consommation d'énergie. **En bref, les manipulations financières peuvent retarder notre rendez-vous avec le destin, mais elles ne peuvent nous en préserver. Et lorsque le moment sera venu, nous devons tous faire beaucoup plus de marche, de vélo et de frissons dans le noir.**"

👉 **RETOUR** 👈

.En bref : Derrière les chiffres de l'emploi, la foi aveugle

Tim Watkins 18 novembre 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Pas si rose que ça

Les médias de l'establishment ont dépeint les derniers chiffres de l'emploi au Royaume-Uni en termes élogieux. Et pour être honnête, les choses auraient pu être bien pires. Néanmoins, l'Office for National Statistics émet plusieurs mises en garde qui ne sont pas relayées par les médias grand public. Par exemple :

"Il est possible que les personnes licenciées à la fin du programme d'indemnités de licenciement soient incluses dans les données RTI pendant quelques mois supplémentaires, le temps de calculer leur période de préavis".

Les personnes qui perçoivent des indemnités de licenciement peuvent également ne pas apparaître dans les chiffres du chômage pendant quelques mois encore. Mais le plus gros problème est qu'il s'agit de chiffres d'une année sur l'autre qui ne reflètent que les changements entre aujourd'hui et le pic des restrictions de la pandémie il y a un an. Une évaluation plus réaliste de la situation du marché de l'emploi au Royaume-Uni ne tiendrait pas compte de 2020 et comparerait plutôt avec 2019. Le problème, c'est que lorsque nous faisons cela, les choses n'apparaissent pas aussi roses. Par exemple :

"Le total des heures hebdomadaires effectives travaillées a augmenté sur le trimestre, reflétant la diminution des restrictions liées au coronavirus, mais reste inférieur aux niveaux pré-pandémiques."

Dans une analyse plus détaillée de l'ONS, nous trouvons un tableau un peu plus sombre. L'emploi a chuté de 550 000 depuis décembre-février 2019-20. Le chômage a augmenté de 84 000 personnes. L'inactivité économique a augmenté de 364 000. Et le nombre d'heures hebdomadaires travaillées a diminué de 25 600 000.

À l'heure où les voyants économiques clignotent au rouge sur le tableau de bord, l'établissement aurait sans doute besoin de bonnes nouvelles. **Et comparer à peu près tout avec la même période de l'année dernière va sembler positif.** Mais la réalité est que l'économie britannique n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie, qui étaient eux-mêmes à la limite de la récession. **De plus, avec la hausse spectaculaire des prix des produits de première nécessité comme l'énergie, le carburant et les denrées alimentaires, et avec les pénuries de la chaîne d'approvisionnement qui commencent à peine à perturber la circulation des marchandises, un fort ralentissement en 2022** reste un pari plus sûr qu'un boom.

Une foi aveugle

La croyance insensée selon laquelle il suffit de souhaiter qu'une chose soit vraie pour qu'elle devienne réalité est tissée dans le tissu de l'actuelle ère de la stupidité. C'est ainsi que des personnes prétendument intelligentes peuvent adhérer à l'idée du "net zéro", qui dépend d'un ensemble de nouvelles technologies inexistantes - et souvent impossibles - à mettre en œuvre dans les 28 prochaines années.

Cela s'est avéré très lucratif pour les pourvoyeurs de technologies vertes inefficaces et impossibles, qui se sont engraisés grâce aux subventions publiques tout en détournant l'attention **des changements nécessaires - mais désagréables - que les économies industrielles avancées vont devoir subir.** **Pour ne donner qu'un seul exemple, voyez comment le lobby de la fusion nucléaire a trompé les gouvernements du monde entier** en leur faisant croire qu'ils finançaient la première centrale à fusion, alors qu'en fait, ils ne font que financer une expérience de physique de plusieurs milliards de dollars qui, même si elle réussit, laisse le rêve de l'énergie de fusion à des décennies dans le futur... à supposer qu'il puisse être réalisé.

Mais le trucage de la confiance ne consiste pas seulement à vendre de fausses technologies de pointe à des politiciens crédules. Il ne se passe pratiquement pas un mois sans que quelqu'un suggère que, puisque nous disposons désormais de camions poubelles alimentés par des batteries et de bus fonctionnant à l'hydrogène, nous pouvons sans risque éliminer progressivement les camions fonctionnant au diesel. Et quand il s'agit de crédulité, il faut aller loin pour battre les politiciens et les fonctionnaires britanniques. C'est pourquoi le Business News Wales d'hier pouvait annoncer que :

"Le Royaume-Uni deviendra le premier pays au monde à s'engager à éliminer progressivement les nouveaux poids lourds de 26 tonnes et moins à émissions non nulles d'ici 2035, tous les nouveaux poids lourds vendus au Royaume-Uni devant être à émissions nulles d'ici 2040."

Il existe déjà, bien sûr, des camions électriques plus petits effectuant des livraisons multiples dans des zones locales. Mais c'est en partie parce que le poids des batteries ne rend pas prohibitif le coût de la diminution du poids de la charge. De plus, comme c'est le cas pour les camions-poubelles et les taxis électriques, les vitesses plus lentes et l'électricité récupérée par le freinage par récupération permettent une autonomie beaucoup plus grande que celle qui serait autrement possible.

Les poids lourds, en revanche, appartiennent à une toute autre catégorie. Ils doivent fonctionner à des vitesses constantes relativement élevées sur des distances beaucoup plus grandes. Et pour y parvenir avec les batteries de pointe actuelles, il faut soit construire des camions si lourds que toute l'infrastructure routière doit être renforcée, soit faire en sorte que les batteries prennent tellement de place que les chargements sont trop petits pour être rentables.

Pour que ce rêve devienne réalité, il faut donc inventer une batterie à haute densité énergétique, qui soit également beaucoup plus légère que les batteries lithium-ion utilisées dans les voitures électriques. Pour l'instant, la recherche sur les batteries va dans l'autre sens : elle vise à mettre au point des batteries plus lourdes mais plus denses en énergie, à intégrer dans les réseaux nationaux. C'est peut-être la raison pour laquelle la dernière idée du ministère britannique des transports est d'étudier la possibilité d'alimenter les camions en électricité à partir de câbles aériens. Malheureusement, le coût - à la fois financier et en ressources - pour couvrir les 247 500 miles de routes, ou même les 31 800 miles de routes principales au Royaume-Uni, exclut cette possibilité.

Apparemment, le gouvernement est également intéressé par l'installation d'une nouvelle technologie sans conducteur - et potentiellement catastrophique - dans les camions électriques, de sorte qu'un convoi entier pourrait être contrôlé par un seul conducteur dans la cabine du camion avant. Et si cela vous semble un peu familier, c'est parce que ce que les conseillers du gouvernement poussent là est une version très coûteuse d'une technologie connue dans le monde entier sous le nom de train ! En effet, la seule chose sensée que le gouvernement pourrait faire maintenant que les réserves mondiales de pétrole s'épuisent, c'est d'abandonner complètement le transport routier lourd et d'utiliser les fonds qui lui restent pour électrifier le reste des chemins de fer britanniques.



.En bref : le résultat inévitable, le coût de l'atténuation.

Tim Watkins novembre 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Une issue inévitable

Parmi les facteurs à l'origine de l'accord de Paris de 2015 figurait, ironiquement, la hausse de la production de pétrole issue de la fracturation pétrolière aux États-Unis. Après une période prolongée de prix élevés suite au krach de 2008, le prix du Brent était tombé de 115 dollars le baril en juin 2014 à 47 dollars le baril en janvier 2015. Et après une brève remontée, le prix est tombé à 42 dollars en août, pour terminer l'année à 28 dollars. Après des années d'austérité, cette chute des prix allait finalement permettre une petite croissance non financière anémique dans les économies développées. Mais son véritable impact sur le débat sur le changement climatique est qu'elle a fait disparaître le "pic pétrolier".

Pour les militants du climat, cela signifiait que la nécessité de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles était encore plus pressante. Nous ne pouvions plus compter sur Mère Nature pour mettre un terme à notre consommation de carbone fossile ; nous devons le faire nous-mêmes. Pour les élites dirigeantes, en revanche, cela signifiait que le temps et les ressources seraient disponibles pour créer un nouveau monde hi-tech (ou "nouvelle donne verte", comme leurs chargés de relations publiques insistent pour l'appeler). Une série de nouvelles sources d'énergie "propres" pourraient être développées, tandis que de nouvelles technologies nous permettraient d'aspirer l'excès de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Pendant ce temps, des milliards de personnes passeraient de "l'économie des choses" à un nouveau métavers dans lequel nous utiliserions des monnaies numériques pour payer des services numériques. **Il semblerait que nous ne posséderions rien et que nous serions heureux !**

C'était une absurdité, bien sûr.

Vous ne pouvez pas nourrir près de huit milliards d'humains avec des aliments numériques. Et vous ne pouvez pas le faire sans machines agricoles fonctionnant au diesel ou sans engrais, herbicides et pesticides à base de gaz et de pétrole. Il n'est pas non plus possible d'acheminer la vraie nourriture de l'endroit où elle est cultivée à l'endroit où elle est consommée sans bateaux, avions et camions. Et personne ne sait comment fabriquer une batterie suffisamment légère pour permettre aux navires, aux avions et aux camions de fonctionner autrement qu'avec du pétrole. En effet, même les technologies énergétiques qui étaient censées nous libérer de notre dépendance au carbone fossile se sont avérées nécessiter du carbone fossile à chaque étape de leur fabrication, transport, déploiement et maintenance. La triste vérité est qu'à peu près tout ce dont des milliards d'êtres humains dépendent aujourd'hui pour vivre est fabriqué ou transporté à partir de carbone fossile. Et malgré l'optimisme de la COP21 de Paris, cela n'était pas prêt de changer.

On pouvait cependant l'ignorer en parlant de "pic de demande de pétrole". Ce n'était qu'une question de temps, promettaient-ils, avant que les nouvelles technologies vertes ne réduisent considérablement notre demande collective de carbone fossile. Mais les technologies promises ne se sont pas matérialisées. Des pays comme le Royaume-Uni, qui ont ingéré un peu trop de l'espoir colporté par **le lobby de l'écologie, ont découvert que l'énergie éolienne était tout sauf bon marché. En outre, à mesure que la proportion d'intermittents dans le système augmentait, il devenait de plus en plus difficile d'éviter que les lumières ne s'éteignent.**

Avance rapide jusqu'en 2021, et les difficultés potentielles ont énormément augmenté. Le gaz que le Royaume-Uni avait utilisé pour éliminer progressivement ses centrales au charbon n'est plus disponible. Les gisements de la mer du Nord s'épuisent, la Russie tient à reconstituer ses propres stocks avant de vendre des quantités supplémentaires à l'Europe, tandis que le GNL comprimé provenant de régions plus éloignées est trop cher pour être autre chose qu'un palliatif d'urgence. Après une crise du carburant inspirée par les médias qui, bien que fausse, a servi à nous rappeler à quel point nous sommes dépendants du pétrole malgré des années de mesures politiques prétendument vertes, la crise du gaz a servi à souligner un aspect clé de la politique environnementale... ce ne sera pas bon marché !

Le Royaume-Uni n'a pas été le seul pays à le remarquer. Alors que Biden et Kerry prononçaient des paroles vertes sirupeuses devant les caméras lors de la COP26 à Glasgow, le chef de la majorité du Sénat démocrate Chuck Schumer répétait l'appel lancé par Biden à l'OPEP+Russie pour qu'elle augmente sa production de pétrole

afin d'éviter que les Américains n'aient à payer leur essence au prix européen. Le bloc Chine-Inde-Iran-Russie-Arabie saoudite, qui a fini par couper l'herbe sous le pied de tout accord sérieux lors de la COP26, était plus mercenaire : leurs économies sont basées sur le carbone fossile. Et à moins que quelqu'un ne propose une alternative réaliste - ce en quoi la Chine est souvent en tête - ils ne sont pas prêts à laisser leurs populations grelotter dans l'obscurité.

La seule chose que la COP26 a prouvé sans l'ombre d'un doute est la loi d'airain de la politique climatique de Pielke :

La "loi d'airain" stipule simplement que si les gens sont souvent prêts à payer un certain prix pour atteindre des objectifs environnementaux, cette volonté a ses limites. Ces limites peuvent se situer à des seuils différents selon les endroits et les moments. La loi d'airain semble tellement pleine de bon sens que je suis toujours surpris lorsque j'entends des objections à son encontre."

Alors que le coût de la lutte contre le changement climatique s'envole et que les solutions technologiques ne sont pas à la hauteur, la meilleure chose que les organisateurs de la COP puissent faire pour la lutte contre le changement climatique - surtout compte tenu de leur propre empreinte carbone - est peut-être d'annuler toute autre conférence.

N'oubliez pas l'atténuation du changement climatique

N'ayant rien fait pour stopper l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère au cours des trois décennies qui ont suivi la signature du protocole de Kyoto, nous assistons aujourd'hui aux premiers stades du changement climatique, sous la forme d'une bizarrerie mondiale. Les ouragans ne suivent plus leur trajectoire historique, mais peuvent désormais se déplacer vers le haut pour faire des ravages en Nouvelle-Angleterre ou de l'autre côté de l'Atlantique en Europe. La Californie s'assèche. L'État du Texas, habituellement chaud, peut soudainement être plongé dans un blizzard féroce suivi d'un grand gel. Les villes de Grande-Bretagne sont régulièrement inondées par des pluies massives provenant de nuages qui se déplacent inhabituellement lentement. Le Pays de Galles enregistre des températures nocturnes record à la mi-septembre, tandis que la Tasmanie frissonne sous la neige un mois seulement avant le milieu de l'été. Les sécheresses, les incendies de forêt et les inondations extrêmes sont des menaces de plus en plus courantes pour la vie humaine sur la planète. Et il n'y a apparemment rien que nous puissions faire, si ce n'est nous asseoir et attendre que des gens intelligents, ailleurs, trouvent une solution technologique.

Un petit nombre de courageux ont déjà choisi de ne pas le faire, bien sûr. Mais tenter de nourrir et d'habiller une population à l'aide de techniques agricoles durables sans importer certains des éléments d'une économie fondée sur le carbone fossile est pratiquement impossible. Et pour la majorité des quelque huit milliards d'êtres humains qui résident actuellement sur la planète Terre, il n'est tout simplement pas possible de se désengager - nous sommes liés à des chaînes d'approvisionnement mondialisées sans lesquelles des produits de première nécessité comme la nourriture et l'eau potable disparaissent rapidement.

Malheureusement, l'évolution du climat, conjuguée à l'épuisement des ressources, à l'augmentation des coûts énergétiques et aux difficultés économiques croissantes, commence déjà à saper ces systèmes de survie. C'est pourquoi la demande de compensation des États du Sud à la COP26 était peut-être la plus pragmatique de toutes... si l'élite mondiale ne fait rien pour arrêter les inondations, les sécheresses et les incendies, elle peut au moins déboursier l'argent nécessaire pour payer les digues, l'irrigation et les coupe-feu.

En réalité, il est peu probable que les pays développés honorent cette promesse, pas plus qu'ils ne l'ont fait auparavant. Notamment parce que les pays développés sont eux-mêmes confrontés à une énorme facture pour leurs propres mesures d'atténuation du changement climatique. Au Royaume-Uni, par exemple, un bâtiment sur six se trouve sur une plaine inondable ou un marais salant. Et si quelques-uns d'entre eux - comme ceux de Fairbourne, dans le nord du pays de Galles - seront tout simplement abandonnés à la mer, la majorité sera traitée

comme des biens à sauver. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de défendre des infrastructures critiques telles que les pipelines de carburant, les installations du réseau électrique, les chemins de fer, les routes principales, les installations portuaires et les aéroports. Cela signifie que le gouvernement britannique doit trouver des milliards de livres supplémentaires pour construire des défenses, élever le niveau des sols et détourner les rivières et les marées.

Le point essentiel est que, n'ayant pas réussi à dépenser pour la réduction du carbone il y a plusieurs décennies alors qu'il aurait été beaucoup plus facile de réduire la consommation, les États seront moins à même de le faire à l'avenir en raison de l'augmentation inévitable du coût de l'atténuation des effets du changement climatique. En effet, si n'importe quel imbécile peut créer une nouvelle monnaie, personne ne peut empêcher les pénuries de ressources d'augmenter le prix réel de tout ce que nous pourrions vouloir faire.



RETOUR

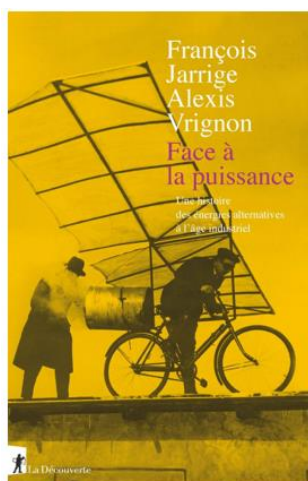
.Une contre-histoire de l'énergie

Sylvestre Huet Publié le 9 décembre 2021

{Sciences²}

Le blog de Sylvestre Huet, journaliste,
spécialisé en sciences depuis 1986

Jean-Pierre : excellent article de Sylvestre Huet. Critique très instructive.



Ré-écrire l'histoire du côté des vaincus est toujours révélateur, passionnant, source de réflexions inédites. D'abord parce que, dominé, ce côté est systématiquement sous-traité par l'historiographie. Ensuite parce qu'il débouche souvent sur une histoire plus « vraie » en éclairant des pans entiers restés dans l'ombre. Cette ré-écriture n'est pas un processus récent, il possède déjà de nombreux succès à son actif, comme celui de peuples colonisés, les biographies de militants ouvriers du Maïtron, ou l'émergence historiographique d'une moitié du genre humain, le féminin. Le thème traité par l'ouvrage collectif [Face à la puissance dirigé par François Jarrige et Alexis Vrignon \(1\)](#) en constitue un nouvel exemple.

Le thème ? Que s'est-il passé du côté des vaincus – les technologies utilisant l'énergie de l'eau, du vent, du Soleil, de la biomasse... – du couple charbon/machines à vapeur entre 1750 et 1918. Comment ont-ils été marginalisés lors du déploiement des hydrocarbures jusqu'à la première crise du pétrole en 1973 ? Et que sont-ils aujourd'hui

alors qu'ils sont pressentis par de nombreux acteurs et discours officiels comme une solution majeure à la crise climato-énergétique ? Le tout présenté comme *une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel* précise le sous-titre. Voire une « contre-histoire ».

Lignée victorieuse

Lire ce livre permet d'accéder sous une forme aisée et synthétique aux recherches menées sur ces thèmes par des historiens s'étant tournés vers les sources qui révèlent cette histoire non cachée mais longtemps marginalisée. Comme souvent en sciences et technologies, l'historiographie, surtout celle écrite par les scientifiques et ingénieurs eux-mêmes, s'est focalisée sur la lignée victorieuse. Et s'est donc concentrée sur les étapes gagnantes du succès final, laissant de côté les échecs, les lenteurs, les impasses du vainqueur... et les succès réels mais sans lendemains des concurrents finalement écartés. Ce livre comble donc avec bonheur les « creux » de cette historiographie. Il se découpe en quatre parties (1750-1860, 1860-1918, 1918-1973, 1973 à nos jours), chaque fois constituée d'une synthèse rédigée par les deux co-directeurs et d'études de cas sous la plume d'une vingtaine d'historiens.

Ces creux sont multiples et ont pu donner une vision faussée de l'évolution réelle des usages énergétiques durant cette période. Il n'est pas évident, par exemple, que les aficionados des machines à vapeur aient perçu que les moulins à vent européens ont connu leur extension maximale et leur meilleure efficacité dans les premières décennies du 19^{ème} siècle, au moment où le charbon prend son essor. Que les amoureux de l'antracite aient noté que l'énergie hydraulique est, durant presque tout le 19^{ème} siècle, perçue et utilisée comme une alternative au charbon pour actionner des machines d'usine, beaucoup plus propre de surcroît. Une remarque qui s'étend dans le temps aux énergies animales si l'on songe aux perfectionnements de l'usage du cheval en agriculture, ultra majoritaire en Europe de l'Ouest jusqu'en 1950, avant l'arrivée de la motorisation à pétrole.

Alertes précoces

Les creux de cette histoire de la rupture constituée par l'usage massif des énergies fossiles ne sont pas limités à l'histoire matérielle, mais concernent également celle des idées relatives à l'énergie. Les critiques des conséquences négatives pour l'environnement et la santé humaine sont aussi anciennes que les premières machines à vapeur, montrent les auteurs. De même que les craintes liées à la perception d'une limite géologique inéluctable à des ressources par définition non renouvelables à l'échelle temporelle de leur exploitation. Les auteurs soulignent ainsi plusieurs alertes précoces, dont cet avertissement de Louis Simonin en 1867 sur l'épuisement des mines de charbon avec une perspective de « *cinq à six cents ans* ». En 1900, l'étude la plus pessimiste pour les ressources britanniques aboutit à une durée d'exploitation de 300 ans au rythme de l'époque.

Les auteurs s'attachent également à souligner les rapports sociaux de production ou les intérêts économiques, financiers, d'États qui sont en cause dans l'histoire des énergies, la mobilisation croissante des énergies fossiles, les choix technologiques et de sources d'énergies opérées, le rôle d'accélérateur des conflits militaires lorsque ces derniers orientent les choix vers l'énergie la plus performante pour cet usage (pétrole versus charbon par exemple). Ces mises en lumière nécessaires des détours réels de l'histoire de la mobilisation des énergies fossiles au services d'objectifs privés, de la colonisation et lors des conflits militaires, sont indispensables pour corriger une écriture de l'histoire qui négligerait tout autre élément que les sciences et l'ingénierie.

La vraie modernité

L'intérêt de l'ouvrage est donc indéniable. Il est toutefois altéré par des points de vue, voire des postures, déterminées par deux convictions fortes.

La première repose sur une lecture quasi exclusivement « noire » des conséquences sociétales de l'usage massif des énergies fossiles. La réponse à la question « à quoi servent-elles ? » se réduit bien souvent à leur usage militaire ou comme moyen de concentration des richesses. Comme si la lucidité historique devait effacer les effets de ces énergies sur la production alimentaire, la construction de logements plus confortables, l'accès au contrôle thermique de ces logements (selon l'historien Fernand Braudel la vraie « *modernité* » se signale par le chauffage des pièces autres que la cuisine, donc pas avant 1950 en Europe de l'ouest), le développement des transports, la réfrigération utile à la conservation des aliments et des médicaments... et bien d'autres transformations radicales des conditions de vie.

Une phrase du postfacier, Alain Gras, hisse ce point de vue « noir » à un sommet lorsqu'il donne sa **définition de l'électricité** : « *Pseudo-énergie qui se fait passer pour propre, alors qu'à 80 % elle est produite par du fossile (dont l'uranium), et support essentiel des nouveaux macro-systèmes électroniques, pieuvres monstrueuses qui recouvrent le monde de leurs tentacules.* » Le tout écrit, probablement, sur un ordinateur. Faut-il vraiment opposer à cette vision le différentiel de mortalité infantile et maternelle dans les pays où l'on accouche sans électricité relativement à ceux où elle est présente ? En outre, il est assez étonnant de voir un spécialiste de l'histoire de l'énergie utiliser le terme « *fossile* » pour désigner le minéral qu'est l'uranium, reprenant ainsi une confusion qui relève habituellement d'une propagande écologiste simpliste. De même, apparaît comme ayant peu sa place dans un ouvrage de niveau universitaire sa formule désignant le « *nucléaire civil* » (d'ailleurs réduit à

l'électronucléaire) comme « *l'enfant d'Hiroshima* », alors que la relation de parenté entre les deux technologies est celle qui unit deux demi-frères (même père, la physique nucléaire, deux mères différentes, la guerre pour la bombe, le besoin d'électricité des populations pour un réacteur électrogène).

Portée heuristique

La deuxième conviction forte est que la solution des problèmes climato-énergétiques se trouve dans la production d'électricité et de chaleur par des énergies renouvelables, mais en outre qu'elle doit échapper à l'emprise et la logique industrielle et capitaliste pour se limiter à l'éolienne ou au panneau photo-voltaïque « près de chez soi ».

Ces deux convictions sont à l'œuvre dans tout l'ouvrage et, c'est regrettable, en diminuant la portée heuristique.

L'effort des historiens pour retracer les difficultés du charbon à s'imposer face aux autres sources d'énergie aux débuts de la Révolution industrielle, pour souligner une vision « non fataliste » de l'histoire des énergies, aboutit au résultat inverse de celui poursuivi. Si le charbon a triomphé aussi totalement de cette concurrence, c'est bien en raison de la synergie entre ses caractéristiques physico-chimiques, sa disponibilité, son coût d'extraction et de transport d'un côté, et de l'autre les techniques de plus en plus efficaces des machines à vapeur. La durée de cette évolution résulte donc de celle qui a été nécessaire pour hisser les performances du système charbon/machines à un niveau qui lui a permis d'écraser la concurrence. Et c'est parce que cette performance répondait à l'appétit de puissance et de richesse des acteurs socialement dominants qu'ils s'y sont ralliés. Pour le dire autrement, si les éoliennes et les machines hydrauliques avaient permis aux capitalistes britanniques d'amasser autant de richesses et de capacités à coloniser le monde que le charbon et la machine à vapeur, nul doute qu'ils en auraient fait le choix et écrit la saga. Plus encore : en soulignant que cette période – qui s'étend jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle en France où co-existent machines à vapeur et charbon d'un côté et de l'autre moulins hydrauliques, éoliennes, machines à traction ou « animation » animale – voit l'apogée technique et l'extension maximale de ces techniques « alternatives », les auteurs mettent en évidence, à rebours de leur récit, que c'est bien l'incapacité de ces énergies à suivre la courbe de performance du couple charbon/machines à vapeur, lorsque ce dernier les distance irrémédiablement, qui va provoquer leur chute finale.

Sympathie bienvenue

Les auteurs sont souvent victimes de leur sympathie pour une vision de la société valorisant l'autonomie des individus, la sobriété volontaire, l'attention aux écosystèmes, la perception des limites physiques des ressources naturelles minérales comme vivantes. Cette sympathie bienvenue les conduit par exemple à promouvoir les visions de systèmes énergétiques de petites tailles, utilisant uniquement les flux naturels (vent et soleil surtout), localisés proches des utilisateurs (*usagers*, écrivent-il parfois, alors qu'un usager est une définition relative à l'usage d'un service public par opposition au client d'une entreprise privée). Ce faisant, ils négligent totalement des réalités incontournables : pour alimenter une agglomération de 20 millions d'habitants, avec les activités économiques et les infrastructures qu'une telle concentration sous-tend, l'énergie éolienne à mobiliser dépasse nécessairement de très loin la surface occupée par cette agglomération. Dure loi de la physique.

Pourtant, lorsqu'il faut expliquer l'échec, jusqu'aujourd'hui, du grand rêve de manipulation génétique des plantes cultivées pour les rendre capables d'utiliser directement (ou par une symbiose avec une bactérie) l'azote de l'air, l'un des auteurs, Christophe Bonneuil, identifie très bien dans la biologie végétale l'origine de cet échec, à l'exclusion de toute cause socio-politique. De même, lorsque les raisons de la substitution du pétrole au charbon dans les transports sont évoquées, notamment pour la marine militaire (Churchill), ce sont bien les caractéristiques physico-chimiques du premier et les performances qu'elles permettent qui sont mises en avant pour justifier un choix énergétique.

Une chimère

Le « rêve » des quelques éoliennes proches du consommateur suffisantes pour répondre à ses besoins est une chimère, pas une réalité technique (2). Lorsque les auteurs évoquent l'évaporation de ce rêve, ils citent fort justement le nœud du problème : « *L'essor et l'institutionnalisation du discours sur les énergies «renouvelables» peuvent en effet se lire comme des moyens de détourner l'attention des enjeux les plus urgents en faisant croire qu'il existerait des solutions techniques pour sortir de notre dépendance aux combustibles fossiles sans modifier radicalement nos modes de vie, nos systèmes économiques et nos imaginaires consuméristes.* » Mais ils échouent à le traiter correctement en esquivant sa quantification. Or, seule cette quantification permet de sortir d'une vision purement idéologique du sujet pour en aborder une vision opérationnelle au plan politique.

Le débat public sur l'énergie, notamment après la parution des scénarios pour 2050 de RTE et dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022, éclaire d'une lumière crue cet aspect. Ayant pris au sérieux la promesse de décarbonation profonde de l'économie et de la vie quotidienne, RTE envisage désormais des consommations d'électricité en forte hausse, malgré de très gros progrès d'efficacité et d'économies. Le système de production nécessaire pour y faire face est donc perçu en augmentation sensible, quelques soient les technologies et sources d'énergie retenues.

La conclusion du postfacier Alain Gras indique bien l'impasse de cette voie de réflexion. Il y écrit en toute fin : « *Pour échapper à l'épuisement de la démesure, il suffirait pourtant de s'arrêter au bord du chemin et de laisser la puissance devenir vaine.* » La solution miracle proposée par Alain Gras à la crise climato-énergétique serait-elle capable de nourrir les bientôt 8 milliards d'êtres humains, d'assurer des conditions de vie décente à cette Humanité dont la majorité vit dans des villes et qui compte encore 800 millions de personnes souffrant de la faim, un peu moins de 900 millions n'ayant aucun accès à l'électricité et beaucoup plus dont cet accès est sporadique, coûteux ou insuffisant ? Il est permis d'en douter.

Sylvestre Huet



Cette recension est également parue dans le numéro 674 de la revue *Les Cahiers Rationalistes* de [l'Union Rationaliste](#).

1. [Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel.](#) Collectif sous la direction d'Alexis Vignion et François Jarrige. *La Découverte*, 2020, 400 p, 25euros. Dans l'ensemble le travail d'édition est d'excellente qualité et les références nombreuses et précises. Il demeure quelques scories à corriger pour une nouvelle impression, comme « l'infrastructure » de la page 210 ou les « sept holdings »... (seize d'entre elles...) » de la page 211. On peut aussi noter quelques rares confusions comme cet étrange « production installée » pour le photovoltaïque mondial pour désigner une puissance installée à la page 307.

2. Il est étonnant de lire que l'une des caractéristiques spécifiques des énergies « naturelles » serait leur « gratuité ». Les énergies fossiles ou l'uranium sont tout aussi gratuits, leur formation n'a nécessité aucune intervention humaine. Ce qui coûte, c'est leur usage (extraction, transformation, machines)... exactement comme pour le vent ou les photons du Soleil, certes gratuits eux aussi, mais dont l'usage coûte la fabrication des éoliennes ou des panneaux photo-voltaïques.

👆 RETOUR 👆



<https://www.youtube.com/watch?v=AOJzHwhvWnQ>

👆 RETOUR 👆

Les engagements des pays en matière de climat reposent sur des données erronées

Par Chris Mooney, Juliet Eilperin, Desmond Butler, John Muyskens, Anu Narayanswamy et Naema Ahmed 6 décembre 2021

Traduction d'un article du Washington Post par DeepL, relue par Alexis Dumoulin et Cyrus Farhangi



Les engagements des pays en matière de climat reposent sur des données erronées, selon une enquête du Washington Post

Le dernier catalogue des émissions de gaz à effet de serre de la Malaisie présenté aux Nations unies ressemble à un rapport issu d'un univers parallèle. Le document de 285 pages suggère que les arbres de Malaisie absorbent le carbone 4 fois plus vite que les forêts similaires de l'Indonésie voisine.

Cette affirmation surprenante a permis au pays de soustraire plus de 243 millions de tonnes de dioxyde de carbone de son inventaire de 2016, ce qui représente une réduction de 73 % de ses émissions.

Dans le monde entier, de nombreux pays sous-déclarent leurs émissions de gaz à effet de serre dans leurs rapports aux Nations unies, selon une enquête du Washington Post. L'examen de 196 rapports nationaux révèle un écart considérable entre les émissions déclarées par les pays et les gaz à effet de serre qu'ils rejettent dans l'atmosphère. L'écart va d'au moins 8,5 milliards de tonnes à 13,3 milliards de tonnes par an d'émissions non déclarées, ce qui est suffisant pour modifier l'ampleur du réchauffement de la Terre.

Le plan visant à sauver le monde des pires effets du changement climatique repose sur des données. Mais les données sur lesquelles le monde s'appuie sont inexactes.

« Si nous ne connaissons pas l'état des émissions aujourd'hui, nous ne savons pas si nous réduisons les émissions de manière significative et substantielle », a déclaré Rob Jackson, professeur à l'université de Stanford et président du Global Carbon Project, une collaboration de centaines de chercheurs. « En fin de compte, c'est l'atmosphère qui est la vérité. C'est l'atmosphère qui nous intéresse. La concentration de méthane et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère est ce qui affecte le climat. »

À l'extrémité inférieure, l'écart est plus important que les émissions annuelles des États-Unis. À l'extrémité supérieure, il se rapproche des émissions de la Chine et représente 23 % de la contribution totale de l'humanité au réchauffement de la planète, selon le Post.

Alors que des dizaines de milliers de personnes se réunissent à Glasgow pour ce qui pourrait être la plus grande réunion jamais organisée dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), également connue sous le nom de COP26, les chiffres qu'elles utilisent pour orienter les efforts mondiaux de réduction des gaz à effet de serre constituent une feuille de route défectueuse.

Cela signifie que le défi est encore plus grand que ce que les dirigeants mondiaux ont reconnu.

« Au final, tout devient un peu fantaisiste », a déclaré Philippe Ciais, un scientifique du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (France) qui suit les émissions à partir de données satellitaires. « Parce qu'entre le monde de la déclaration et le monde réel des émissions, vous commencez à avoir de grandes divergences ».

La CCNUCC collecte les rapports des pays et supervise l'accord de Paris, qui a rassemblé le monde pour réduire progressivement les émissions en 2015. L'agence onusienne a attribué l'écart identifié par The Post à *« l'application de différents formats de rapport et à l'incohérence de la portée et de l'opportunité des rapports (par exemple entre les pays développés et en développement, ou entre les pays en développement). »*

Lorsqu'on lui a demandé si les Nations unies prévoyaient de combler cette lacune, le porte-parole Alexander Sajer a répondu dans un courriel qu'elles poursuivaient leurs efforts pour renforcer le processus d'établissement des rapports : *« Cependant, nous reconnaissons qu'il faut faire davantage, notamment trouver des moyens de fournir un soutien aux pays en développement pour améliorer leurs capacités institutionnelles et techniques. »*

Le fossé comprend de vastes quantités d'émissions manquantes de dioxyde de carbone et de méthane, ainsi que de plus petits volumes de puissants gaz de synthèse. Il est le résultat de règles douteuses, de rapports incomplets dans certains pays et d'erreurs apparemment délibérées dans d'autres – et du fait que, dans certains cas, il n'est même pas obligatoire de déclarer l'ensemble des impacts de l'humanité sur la planète.

L'analyse du Post se fonde sur un ensemble de données constituées à partir des données d'émissions communiquées par les pays aux Nations unies sous divers formats. Pour surmonter le problème des années de données manquantes, les journalistes ont utilisé un modèle statistique pour estimer les émissions que chaque pays aurait déclarées en 2019, puis ont comparé ce total à d'autres ensembles de données scientifiques mesurant les gaz à effet de serre dans le monde.

L'analyse a révélé qu'au moins 59 % de l'écart provient de la manière dont les pays comptabilisent les émissions provenant des terres, un secteur unique dans la mesure où il peut à la fois aider et nuire au climat. Les terres peuvent absorber du carbone à mesure que les plantes poussent et que les sols le stockent – ou tout cela peut retourner dans l'atmosphère lorsque les forêts sont exploitées ou brûlées et que les tourbières riches en tourbe sont drainées et commencent à émettre d'énormes quantités de dioxyde de carbone.

L'un des principaux sujets de controverse est le fait que de nombreux pays tentent de compenser les émissions dues à la combustion d'énergies fossiles en affirmant que le carbone est absorbé par les terres situées sur leur territoire. Les règles de l'ONU permettent à des pays comme la Chine, la Russie et les États-Unis de soustraire chacun plus d'un demi-milliard de tonnes d'émissions annuelles de cette manière, et pourraient à l'avenir permettre à ces pays et à d'autres de continuer à rejeter des émissions importantes tout en prétendant être « **net zéro** ».

En d'autres termes, une grande partie de l'écart est due aux soustractions que les pays ont effectuées dans leurs bilans. De nombreux scientifiques estiment que les pays ne devraient revendiquer ces réductions de gaz à effet de serre que lorsqu'ils prennent des mesures claires, contrairement à ce qui se passe lorsqu'ils revendiquent la repousse naturelle des forêts sans lien avec les politiques nationales.

Et une partie de cette absorption de carbone ne se produit même pas – ou du moins pas à l'échelle que les pays affirment.

La Malaisie, par exemple, a rejeté 422 millions de tonnes de gaz à effet de serre en 2016, ce qui la place parmi les 25 premiers émetteurs mondiaux cette année-là, selon les données compilées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Mais comme la Malaisie affirme que ses arbres consomment de grandes quantités de CO₂, ses émissions déclarées aux Nations unies ne sont que de 81 millions de tonnes, soit moins que celles de la Belgique.

Le Post a découvert que les émissions de méthane constituent une deuxième grande partie des gaz à effet de serre manquants dans la base de données des Nations unies. Des ensembles de données scientifiques indépendantes montrent qu'entre 57 et 76 millions de tonnes supplémentaires d'émissions de méthane d'origine humaine sont rejetées dans l'atmosphère par rapport aux rapports des pays de l'ONU. Cela équivaut à entre 1,6 et 2,1 milliards de tonnes d'émissions équivalentes de dioxyde de carbone.

La recherche scientifique indique que les pays sous-estiment le méthane provenant de sources de toutes sortes : dans le secteur pétrolier et gazier, où il s'échappe des pipelines et d'autres sources ; dans l'agriculture, où il s'échappe des rots et des déchets des vaches et d'autres animaux ruminants ; et dans les déchets humains, dont les décharges sont une source majeure.

Les responsables de l'Union européenne estiment qu'une réduction rapide du méthane permettrait de diminuer d'au moins 0,2 degré Celsius l'augmentation globale de la température mondiale d'ici à 2050. Plus de 100 nations ont maintenant signé le Global Methane Pledge, une initiative lancée par les États-Unis et l'Union européenne, qui vise à réduire les émissions de 30 % d'ici à la fin de la décennie. Mais certains des plus grands émetteurs de méthane au monde, dont la Chine et la Russie, n'ont pas encore adhéré au pacte.

Le président Biden a déclaré aux délégués réunis à Glasgow que la réduction des émissions de méthane est essentielle pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius (2,7 degrés Fahrenheit).

« L'une des choses les plus importantes que nous puissions faire au cours de cette décennie décisive – pour garder la limite de 1,5 degré à portée de main – est de réduire nos émissions de méthane aussi rapidement que possible », a déclaré M. Biden.

Une nouvelle génération de satellites sophistiqués capables de mesurer les gaz à effet de serre sont désormais en orbite autour de la Terre, et peuvent détecter les fuites massives de méthane. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Russie est le premier émetteur mondial de méthane issu du pétrole et du gaz, or ce n'est pas ce que la Russie déclare aux Nations unies. Ses chiffres officiels sont inférieurs de plusieurs millions de tonnes à ce que montrent les analyses scientifiques indépendantes, selon une enquête du Post. De nombreux producteurs de pétrole et de gaz dans la région du golfe Persique, comme les Émirats arabes unis et le Qatar, font également état de très faibles niveaux d'émissions de méthane provenant du pétrole et du gaz, qui ne correspondent pas à d'autres ensembles de données scientifiques.

« Il est difficile d'imaginer comment les décideurs politiques vont poursuivre des actions ambitieuses en matière de climat s'ils n'obtiennent pas les bonnes données des gouvernements nationaux sur l'ampleur du problème », a déclaré Glenn Hurowitz, directeur général de Mighty Earth, un groupe de défense de l'environnement.

Par ailleurs, les gaz fluorés, qui sont exclusivement d'origine humaine, sont également sous-déclarés. Connus sous le nom de « gaz F », ils sont utilisés dans la climatisation, la réfrigération et l'industrie électrique. Mais le Post a découvert que des dizaines de pays ne déclarent pas du tout ces émissions, ce qui constitue une lacune importante, car certains de ces puissants gaz à effet de serre contribuent de plus en plus au problème climatique mondial.

Le Vietnam, par exemple, a déclaré que ses émissions de gaz fluorés ont plongé entre 2013 et 2016, à 23 000 tonnes d'équivalent CO₂. Interrogés sur l'estimation de 2016 – qui est inférieure de 99,8 % à ce qui est indiqué dans un ensemble de données scientifiques clés sur les émissions utilisé par The Post – les responsables vietnamiens ont déclaré que les rapports plus récents supposent que les gaz fluorés ne s'échappent pas des systèmes de climatisation et de réfrigération. Mais ils le font : Les supermarchés américains perdent en moyenne 25 % de leurs réfrigérants fluorés chaque année.

De nombreux problèmes à l'origine de l'écart entre les statistiques sur les émissions proviennent du système de déclaration des Nations unies. Les pays développés disposent d'un ensemble de normes, tandis que les pays en développement en ont un autre, avec une grande latitude pour décider de la manière, du contenu et du moment de leur déclaration. Cette différence reflète le fait que les pays développés sont historiquement responsables de la plupart des gaz à effet de serre qui se sont accumulés dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle et qu'ils disposent de plus de moyens techniques pour analyser leurs émissions que les pays plus pauvres.

Même lorsque les pays déclarent leurs émissions, les données de l'ONU peuvent être entachées d'inexactitudes. L'ensemble des données, par exemple, montre qu'en 2010, les terres de la République centrafricaine ont absorbé 1,8 milliard de tonnes de dioxyde de carbone, une quantité immense et improbable qui compenserait efficacement les émissions annuelles de la Russie.

Lorsque le Post a signalé le chiffre de la République centrafricaine à la CCNUCC, l'agence a reconnu que *« les données déclarées peuvent nécessiter des éclaircissements supplémentaires, et nous allons contacter la partie pour obtenir des informations complémentaires et mettre à jour les données dans l'interface de données sur les GES (gaz à effet de serre) en conséquence »*. La République centrafricaine n'a pas répondu aux demandes de clarification du Post.

« Les engagements de l'accord de Paris sans mesures des émissions atmosphériques réelles sont comme si les parties se mettaient au régime sans jamais avoir à se peser », a déclaré Ray Weiss, spécialiste de l'atmosphère à la Scripps Institution of Oceanography de San Diego.

Au bord de l'abîme

Les rapports sur les émissions sont si peu maniables que les Nations unies ne disposent pas d'une base de

données complète pour suivre les émissions des pays. 45 pays n'ont pas communiqué de nouveaux chiffres sur les gaz à effet de serre depuis 2009.

L'Algérie, un important producteur de pétrole et de gaz, n'a pas présenté de rapport depuis 2000. La Libye, déchirée par la guerre et autre grand exportateur d'énergie, ne déclare pas du tout ses émissions. La nation d'Asie centrale du Turkménistan, dont l'économie est alimentée par le pétrole et le gaz, n'a pas déclaré d'inventaire depuis 2010 – bien qu'elle ait été mise en cause à plusieurs reprises ces dernières années pour des fuites importantes de méthane.

L'Australie supprime de ses totaux annuels les importantes émissions de dioxyde de carbone dues aux mégaincendies, qui se sont aggravées en raison du changement climatique. Une étude de Ciais et de ses collègues a révélé que le pays a également sous-déclaré ses émissions de protoxyde d'azote en 2016, un puissant agent de réchauffement qui provient principalement de l'agriculture, par un facteur de quatre à sept.

En s'appuyant sur les données relatives aux émissions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, The Post a constaté un écart similaire : trois fois plus de protoxyde d'azote que ce que l'Australie déclare aux Nations unies.

Le département australien de l'industrie, des sciences, de l'énergie et des ressources a contesté l'idée qu'il n'incluait pas les émissions de carbone dues aux incendies de forêt, déclarant dans un communiqué qu'il utilisait « un processus de lissage ... conçu pour dégager les tendances des émissions nettes anthropiques » de ses forêts au fil du temps.

Le travail de Ciais et de ses collègues, a écrit le service de presse du ministère australien dans un courriel, « *est une exploration de nouvelles techniques de modélisation émergentes* » et « *il y a une incertitude considérable sur la façon dont ces résultats doivent être interprétés.* »

Le plus important des inventaires extérieurs pris en compte dans l'analyse du Post – l'estimation d'une équipe de recherche basée sur la base de données des émissions pour la recherche atmosphérique mondiale – fait état de 57,4 milliards de tonnes d'émissions annuelles de gaz à effet de serre. D'autres inventaires scientifiques majeurs présentent des totaux similaires. Pourtant, les rapports nationaux les plus récents des Nations unies ne s'élèvent qu'à 41,3 milliards de tonnes lorsque les revendications territoriales et forestières sont prises en compte.

L'écart ne s'élève toutefois pas à 16 milliards de tonnes, car de nombreux rapports nationaux sont obsolètes, certaines informations de l'ONU sont incorrectes et aucun pays ne prend en charge les émissions provenant des voyages aériens et des transports maritimes internationaux. L'analyse du Post tient compte de ces problèmes et révèle un écart entre 8,5 et 13,3 milliards de tonnes.

Les négociateurs climatiques savent depuis des décennies que ce processus de collecte de données est défectueux, mais ils se sont plutôt attachés à persuader les dirigeants mondiaux de s'engager dans des discussions sérieuses et de prendre des mesures réelles pour freiner les émissions.

« *Je ne suis pas du tout surpris que l'on trouve toutes sortes de divergences ou que les pays jouent à certains jeux* », a déclaré Dan Reifsnnyder, un ancien fonctionnaire américain qui a coprésidé les négociations de l'accord de Paris. « *Si vous voulez penser à renforcer l'ensemble du processus, l'ensemble du processus climatique, c'est un domaine très, très fertile à explorer.* »

Alors que l'accord de Paris prévoit la mise en place d'un système plus transparent d'ici à la fin de 2024, il pourrait falloir attendre 2030 pour parvenir à des rapports robustes – une éternité par rapport au délai serré dont le monde a besoin pour bien faire les choses. Le monde s'est déjà réchauffé d'au moins 1,1 degré Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, ce qui laisse un chemin très étroit pour éviter de franchir les seuils de réchauffement dangereux de 1,5 et 2 degrés Celsius.

Selon les scientifiques, les émissions, qui continuent d'augmenter, doivent être réduites de moitié au cours de cette décennie et pas après, dans ce qui devra être la plus grande action collective entre les pays du monde dans l'histoire de l'humanité. En fin de compte, ce ne sont pas les politiques, la comptabilité ou les promesses qui détermineront l'ampleur du réchauffement de la planète, mais les chiffres exacts de la science atmosphérique : les parties par million de gaz à effet de serre dans l'air.

Dans une récente interview, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré qu'il espérait que les nations reconnaîtraient les conséquences de leurs actions.

« On prend de plus en plus conscience que nous sommes vraiment au bord de l'abîme », a-t-il déclaré. « Et lorsque vous êtes au bord de l'abîme, vous devez être très prudent quant à votre prochaine étape ».

Un fossé énorme

Au début de l'année 2020, Ciais, l'expert français en matière d'émissions, n'a pas pu accéder à son laboratoire à l'Université de Paris-Saclay, un pôle de recherche situé en dehors de la capitale française. Le laboratoire étant resté inactif pendant que la pandémie de coronavirus faisait rage, M. Ciais s'est retranché chez lui et a fait ce qu'il fait toujours : une quantité prodigieuse de recherches.

Rien que cette année-là, plus de 100 articles scientifiques portant son nom ont été publiés, la plupart consacrés à la résolution de certains des problèmes les plus difficiles de la science du climat : Quelles sont les émissions réelles de la planète ? Et dans quelle mesure la planète – sous la forme de ses terres, forêts et sols – contribue-t-elle à atténuer la force de la pollution mondiale ?

Au printemps 2020, le verrouillage a fait chuter les émissions de dioxyde de carbone, ainsi que les prix du pétrole. Philippe Ciais a réalisé que c'était un moment unique pour étudier les émissions des pays.

1. Ciais a commencé à additionner les rapports des Nations unies sur les émissions et à les comparer aux mesures satellitaires et atmosphériques de la croissance des forêts et des émissions de méthane et d'oxyde nitreux des principaux émetteurs mondiaux.

Il s'attendait à un écart et se demandait à quoi il ressemblerait. Mais lorsqu'il a vu ce qui était plutôt un gouffre, il a immédiatement compris les implications pour la politique de l'accord de Paris.

« Il est déjà difficile de donner un sens aux engagements pris », a-t-il déclaré. « Si la base de référence est sous-déclarée, le pourcentage de réduction des émissions que vous obtenez sera faussé ».

L'étude de Ciais pour 2021, menée avec Zhu Deng de l'université Tsinghua à Pékin et 31 autres chercheurs, est toujours en cours d'examen par les pairs, mais elle est accessible au public, de même que son ensemble de données.

Les données utilisent certains des rapports nationaux analysés par le Post, ainsi que les ensembles de données atmosphériques déjà publiés par le Global Carbon Project. Mais elles ne portent que sur des pays individuels, et non sur le monde entier comme l'a fait le Post. Elle révèle néanmoins des écarts importants entre la manière dont ces pays déclarent leurs émissions et ce qui se trouve réellement dans l'atmosphère. En particulier, le Ciais a constaté que certains des principaux émetteurs mondiaux, y compris des pays riches et en développement – la Russie et l'Indonésie, l'Union européenne et le Brésil – sous-estiment les émissions de gaz clés.

Dans l'un des cas les plus frappants, l'étude de Ciais a révélé que les fuites de méthane provenant de l'exploitation de combustibles fossiles dans les États pétroliers du golfe Persique pourraient être jusqu'à sept fois supérieures à ce qu'ils déclarent officiellement.

Les recherches de Ciais ont également révélé que les « **puits de carbone** » – les terres qui absorbent le CO₂ – que les pays prétendent soustraire de leurs émissions totales ne représentent en fait qu'une fraction de la quantité absorbée par les forêts de la planète. Mais, pour le Ciais, cette découverte est une bénédiction mitigée. D'une part, la Terre s'efforce de réduire la pollution par le carbone plus que nous ne le pensons. D'autre part, les sécheresses, les incendies de forêt et autres perturbations majeures liées au changement climatique peuvent rapidement libérer à nouveau une grande partie de ce carbone.

Les gaz à effet de serre libérés par l'activité incessante de l'humanité sont difficiles à cataloguer : Ils sont invisibles, et ils sont produits par presque tous les aspects de nos vies. Les maisons que nous habitons, les véhicules que nous conduisons, les aliments que nous mangeons, les produits que nous achetons contribuent tous, directement ou indirectement, à la charge en gaz à effet de serre de l'atmosphère.

La majeure partie des émissions provient des combustibles fossiles, qui peut être comptabilisée avec une précision raisonnable. Mais plus d'un tiers d'entre elles ne sont pas faciles à suivre, notamment les émissions qui résultent de l'abattage des forêts ou des incendies, de l'assèchement des tourbières ou de l'épandage d'un excès d'engrais sur les champs agricoles.

Pour Philippe Ciais, il n'est pas étonnant que les dirigeants du monde aient du mal à comptabiliser les échanges complexes de carbone et d'azote entre la Terre et son atmosphère. Mais le système mis en place par les Nations unies pour comptabiliser ces émissions rend les choses encore plus difficiles.

L'un des principaux problèmes réside dans le fait que les directives de l'ONU en matière de rapports ne requièrent actuellement aucune mesure atmosphérique ou satellitaire, ce que l'on appelle une approche « descendante ». Elles demandent plutôt aux comptables scientifiques de chaque pays de quantifier les niveaux d'une activité particulière. Il peut s'agir du nombre de vaches, dont les rots représentent 4 % du total des gaz à effet de serre, de la quantité d'engrais utilisée ou de la superficie de tourbières converties en terres cultivées au cours d'une année donnée. Ensuite, les pays multiplient ces unités par un « facteur d'émission » – une estimation de la quantité de gaz produite par chaque activité – afin de déterminer un total pour tout, des rots des vaches aux émissions des pots d'échappement.

Mais ces chiffres peuvent facilement être erronés, tout comme les facteurs d'émission. Lorsque cela se produit, la déclaration des émissions n'est guère plus qu'une conjecture, un cas de « *garbage in, garbage out* ».

Sous-sols et salles de bal

Les données faussées de la Malaisie illustrent de manière frappante les enjeux élevés auxquels les pays sont confrontés lorsqu'ils doivent faire face à la pression croissante pour réduire les émissions tout en gérant les conséquences économiques très réelles que ce processus déclenche.

Au cours de la dernière décennie, certains habitants de ce pays d'Asie du Sud-Est ont déployé des efforts considérables pour contrer les conclusions scientifiques selon lesquelles l'industrie du palmier à huile libère d'énormes quantités de carbone. L'Union européenne a restreint les biocarburants à base d'huile de palme au motif qu'elle contribue à la déforestation, et le service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a interdit les importations d'huile de palme de deux des plus grands producteurs malaisiens au cours des 18 derniers mois après avoir conclu que les travailleurs de leurs plantations étaient soumis à des conditions de travail abusives.

En 2016, dernière année où la Malaisie a communiqué ses chiffres aux Nations unies, les experts mondiaux des tourbières se sont réunis à Kuching, la capitale de l'État malaisien du Sarawak, pour le 15^e Congrès international de la tourbe, sur la vaste île tropicale de Bornéo.

Jenny Goldstein, alors nouveau membre de la faculté de l'université de Cornell, est entrée dans l'hôtel cinq étoiles Pullman Kuching et s'est retrouvée au milieu d'une guerre de propagande visant à donner une bonne image de l'industrie controversée de l'huile de palme.

Il y avait plus de participants de l'industrie de l'huile de palme que de scientifiques à cette conférence académique. Les réunions de l'industrie se tenaient dans une salle de bal géante de l'hôtel, tandis que les présentations scientifiques avaient lieu au sous-sol – des salles si petites que certains scientifiques devaient s'asseoir par terre.

Par curiosité, Goldstein s'est aventuré à l'étage.

« Il n'y avait presque que des hommes assis dans ces salles de bal pour écouter des présentations sur la façon dont les superbes tourbières de Malaisie ont été gérées pour l'huile de palme », se souvient M. Goldstein, aujourd'hui professeur de développement mondial à Cornell. Au sous-sol, des experts mondiaux de la tourbe présentaient des recherches de pointe sur les énormes bombes de carbone que contiennent les tourbières.

Le Sarawak peut s'enorgueillir d'un riche écosystème de forêts de marécages tourbeux qui abritent des orangs-outans, des crocodiles et des raminiers de 30 mètres de haut jaillissant de la terre détrempée. Mais à travers le Sarawak et d'autres régions de Malaisie, 4 000 miles carrés de ces forêts, soit près de la taille du Connecticut, ont été drainés au cours des dernières décennies. Une grande partie de ces terres est consacrée aux plantations d'huile de palme, couramment utilisée dans des produits allant des biocarburants aux aliments transformés, en passant par les savons et le maquillage.

Lorsque la tourbière est drainée, elle libère rapidement du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre, car les restes des plantes autrefois gorgées d'eau se dégradent en raison de leur exposition soudaine à l'air. Les émissions se poursuivent ensuite pendant des décennies, jusqu'à ce que la tourbe ait disparu.

La conférence était un événement historique, organisé sous les tropiques pour la première fois en 62 ans d'existence, et accueilli par la Malaysian Peat Society avec le soutien du gouvernement du Sarawak.

La responsable de la conférence, la directrice de l'Institut de recherche sur les tourbières tropicales du Sarawak, Lulie Melling, a affirmé que les promoteurs de palmiers à huile peuvent planter sur les tourbières sans libérer d'énormes quantités de carbone. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences environnementales de l'université japonaise d'Hokkaido.

Mme Melling a déclaré dans une interview accordée au Post que les autres scientifiques qui ont étudié la tourbe dans d'autres parties du monde ne comprennent pas les qualités uniques de la tourbe de sa région.

« C'est comme comparer un cheesecake au fromage suisse », a-t-elle déclaré.

Elle a souvent présenté le débat scientifique en termes nationalistes ou anticolonialistes. Au début de l'année, elle a déclaré au New Sarawak Tribune, un journal anglophone, que l'Institut de recherche sur les tourbières tropicales était en *« première ligne au nom de l'État pour informer le public que les pratiques agricoles sur les tourbières ont un impact minimal sur leur rôle de source de carbone »*.

« À moi seule, avec le soutien de mon petit laboratoire, j'ai lancé et publié des travaux de recherche novateurs sur l'utilisation de la tourbe et les émissions [de gaz à effet de serre] afin de réfuter les détracteurs occidentaux de l'utilisation de la tourbe comme terre arable », a-t-elle déclaré.

Selon M. Goldstein, la position pro-industrie de Mme Melling a surpris les scientifiques présents à la conférence, tout comme son utilisation d'un langage vulgaire dans ses remarques publiques.

Mme Melling a déclaré qu'elle utilisait un langage suggestif pour rendre sa science mémorable.

« *J'ai commencé à utiliser l'humour pour faire passer mon message en 2007, lorsque j'ai organisé un séminaire sur la science du sol intitulé « Big hole, small hole & KY Jelly »* », a-t-elle déclaré dans une interview d'avril 2016 avec TTG Associations, un groupe commercial de la région Asie-Pacifique.

Au lendemain de la conférence, certains scientifiques ont été stupéfaits de lire dans des reportages que l'événement avait présenté de nouvelles preuves que le développement de l'huile de palme pouvait se faire sans perturbation majeure de l'environnement. « La Malaisie défie le monde sur les tourbières à huile de palme », a déclaré le Jakarta Post en anglais.

En réponse, 139 scientifiques – dont Goldstein – se sont opposés à ces articles, soulignant l'abondance d'études évaluées par des pairs sur les émissions des tourbières. La lettre a été publiée par la revue scientifique *Global Change Biology*.

« *L'industrie des palmiers à huile est essentiellement un bras du gouvernement* », a déclaré M. Goldstein.

Une chaleur mordante

Nicholas Mujah Ason a vu à la fois la cause et l'effet du réchauffement climatique : la mer de plantations de palmiers à huile qui l'entoure et la forêt tropicale qui ne se refroidit jamais.

Mujah, qui a vécu dans l'État du Sarawak la majeure partie de sa vie, lutte contre le développement depuis le début des années 1980, lorsqu'il a été emprisonné pour avoir protesté contre l'empiètement des bûcherons.

« *Ce n'est pas que nous détestons l'huile de palme* », a-t-il déclaré. « *Nous détestons la façon dont l'huile de palme a été plantée sur nos terres* ».

Sa famille vit au plus profond de la forêt tropicale depuis huit générations, et cet homme de 62 ans a été impliqué dans de multiples actions en justice en tant que secrétaire général de l'association Sarawak Dayak Iban, un groupe de défense des droits des autochtones.

Plus récemment, le village natal de Mujah a été victime d'inondations soudaines parce que la tourbière qui absorbait autrefois les pluies a été drainée. Il est désormais difficile de dire quand l'été commence, car il fait chaud toute l'année – et la chaleur pique.

« *Ce n'est pas une chaleur normale comme celle que nous avons connue auparavant* », dit-il. « *Vous allez sentir la chaleur mordante, et votre peau sera brûlée* ».

Le gouvernement malaisien a minimisé l'impact climatique de l'industrie de l'huile de palme dans plusieurs catégories dans ses rapports de l'ONU.

En 2016, la Malaisie a affirmé qu'elle n'avait pas converti une seule acre en terres cultivées.

« *C'est manifestement faux* », a déclaré Susan Page, experte des tourbières à l'Université de Leicester, qui a également signé la lettre s'opposant aux présentations du Congrès international des tourbières de 2016.

En fait, dans une étude revue par des pairs et financée par le gouvernement malaisien lui-même, des scientifiques ont documenté l'expansion d'une plantation de palmiers à huile au sommet d'une tourbière riche en carbone au Sarawak, la même année que le dernier rapport de la Malaisie. L'étude a estimé que 138 tonnes de dioxyde de carbone étaient libérées par hectare – une unité équivalente à 2,47 acres – dans les zones converties. En d'autres

termes, une impulsion géante d'émissions s'est produite en raison de la conversion des terres. À la demande du Post, la société d'intelligence géospatiale Esri a mesuré l'expansion totale à 494 acres.

Cela s'est produit dans tout le pays cette année-là. En s'appuyant sur un ensemble de données satellitaires fournies par le Ciais et ses collègues, dont Wei Li de l'université Tsinghua en Chine, Esri a constaté un ajout net d'environ 410 000 acres de plantations de palmiers à huile en 2016, sans que l'on sache exactement combien d'entre elles se trouvaient sur des tourbières.

Les preuves scientifiques suggèrent que le pays sous-estime également les émissions provenant des tourbières drainées, qui se produisent dans les années suivant la conversion des terres. En utilisant une estimation dépassée de la quantité d'émissions des tourbières, la nation a calculé que ses terres cultivées au sommet des tourbières drainées n'ont émis que 29 millions de tonnes de CO₂ en 2016.

John Couwenberg, un expert des tourbières de l'université de Greifswald en Allemagne, a déclaré que l'estimation de la Malaisie était « beaucoup trop basse ». Il a retravaillé les chiffres pour The Post et a obtenu un total de 111 millions de tonnes d'émissions équivalentes de dioxyde de carbone. Une étude de 2017 est allée dans le même sens, trouvant un chiffre de près de 100 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an pour l'ensemble de la Malaisie. En d'autres termes, les émissions des tourbières de Malaisie pourraient facilement être environ trois fois plus élevées que ce que le pays prétend.

Et puis vient le plus gros problème de tous.

La Malaisie revendique un puits de carbone forestier annuel de plus de 243 millions de tonnes pour une superficie forestière de seulement 68 000 miles carrés. Ce n'est pas loin de ce que l'Indonésie voisine prétend pour une forêt plus de cinq fois plus grande.

Les examinateurs techniques de l'ONU ont mis en doute ce qu'ils ont appelé le « chiffre inhabituellement élevé » de la Malaisie pour le stockage du carbone forestier et ont déclaré qu'ils étaient incapables de le reproduire malgré l'utilisation de trois méthodes différentes. Plusieurs scientifiques ont déclaré au Post que ces chiffres n'auraient de sens que si toutes les forêts de Malaisie se développaient à un rythme similaire à celui des jeunes pousses, ce qui n'est pas le cas.

« Il semble qu'il y ait une erreur, car il est totalement impossible de penser que l'ensemble des forêts de Malaisie accumulent l'équivalent de jeunes forêts tropicales », a déclaré Jérôme Chave, directeur de recherche au Centre national français de la recherche scientifique, qui a publié des données sur le stockage du carbone dans les forêts malaisiennes.

Le gouvernement malaisien a déclaré que ses rapports étaient conformes aux directives de l'ONU et faisaient l'objet d'un examen rigoureux, mais il n'a pas répondu aux questions détaillées concernant les rapports du pays sur le secteur terrestre.

« Les informations, y compris celles que vous demandez, ont toutes été soumises à un processus d'examen intense (cela nous a pris sept mois) mené par les experts de la CCNUCC eux-mêmes, qui sont des membres du monde entier », a déclaré par courriel Mohamad Firdaus Nawawi, un fonctionnaire du ministère malaisien de l'Environnement et de l'Eau, qui prépare les documents.

« Lorsque vous marchez sur des tourbières, vos pieds s'enfoncent dans des milliers d'années de carbone », a déclaré Hurowitz, le directeur général de Mighty Earth. *« Le Sarawak a envoyé ses défenseurs de la destruction des tourbières à des événements scientifiques, gouvernementaux et d'entreprises pendant des années pour présenter une image follement déformée de la destruction de ces écosystèmes ultrariches en carbone. »*

Dans le cadre de l'accord de Paris, la Malaisie s'est engagée à réduire, d'ici à la fin de la décennie, l'intensité de carbone de son économie de 45 % par rapport à ce qu'elle était en 2005. Jusqu'à présent, le pays affirme que c'est le secteur forestier qui contribue le plus à la réduction de ses émissions, ce qui souligne à quel point les chiffres du pays sont vraiment problématiques.

« Je ne suis pas surpris que les gouvernements essaient de cacher la pollution », a déclaré M. Hurowitz, « mais il est honteux qu'ils s'en tirent à bon compte. »

Tolérer le désordre

Jackson, le professeur de Stanford, est animé par le sentiment que les données peuvent sauver la planète du péril. Il préside le Global Carbon Project, l'effort scientifique le plus ambitieux au monde pour rassembler les données qui expliquent le cycle mondial du carbone, c'est-à-dire la façon dont la planète absorbe et libère le dioxyde de carbone. Les scientifiques analysent le même type de données que celles que les pays sont censés communiquer aux Nations unies, mais ils apportent leur scepticisme et un outil que l'organisme mondial n'applique pas : les mesures directes des gaz dans l'atmosphère.

1. Jackson estime que l'atmosphère est l'ultime moyen de vérifier ce que les pays déclarent – et ce qu'ils promettent. Le manque de données est un problème urgent.

Au début de cette année, les Nations unies ont publié un « rapport de synthèse », qui prévoit l'effet des promesses climatiques des pays sur les émissions futures et la température de la planète.

Selon le rapport, ces promesses « couvrent » la grande majorité des émissions mondiales, avec des chiffres supérieurs de plus de 10 milliards de tonnes à ce que les pays déclarent réellement lorsque tous les secteurs sont inclus, selon les calculs du Post. Les Nations unies ont refusé de fournir leur ensemble de données pour étayer ce chiffre, mais ont expliqué un certain nombre d'étapes par lesquelles les « chiffres » des pays avaient été ajustés.

« Il est surprenant de voir que les auteurs du rapport de l'ONU n'ont pas utilisé les données originales rapportées par chaque pays », a déclaré M. Ciais, qui contribue également au Global Carbon Project.

1. Saier, le porte-parole de la CCNUCC, a défendu cette approche dans un courriel, affirmant qu'« il y a effectivement une petite mise à l'échelle. »

Dans un sens, la CCNUCC a ajusté les chiffres des pays pour qu'ils correspondent à ce que la science dit être émis : cela a comblé l'écart constaté par le Post.

D'un point de vue politique, il n'y a peut-être pas d'autre option. Si l'on n'exige pas de mesures satellitaires ou atmosphériques, les pays riches comme les pays pauvres risquent de ne pas déclarer tous leurs émissions pendant des années.

Après tout, il n'y a finalement aucun moyen de rendre obligatoires l'accord de Paris, les réductions d'émissions ou les rapports précis sur les émissions. Chaque pays déclare ce qu'il déclare et promet ce qu'il promet.

« Je pense que c'est en partie la raison pour laquelle tout cela est toléré, c'est le sentiment qu'au moins les pays fournissent quelque chose, participent et y réfléchissent », a déclaré M. Jackson.

« C'est pourquoi les gens tolèrent ce désarroi, parce que l'alternative est qu'ils s'en aillent. »

Mais Jackson est un optimiste.

« Je crois que l'information est puissante. Les données et les informations n'ont pas fait bouger le monde du climat aussi rapidement que je l'aurais souhaité », a-t-il déclaré. « Mais j'espère toujours naïvement laisser à mes enfants un monde meilleur que celui que j'ai trouvé. »

Brady Dennis, Nick Trombola, Taylor Telford et Caroline Cliona Boyle ont contribué à ce rapport.



.LA GRENOUILLE GROSSE COMME LE BOEUF...

9 Décembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Visiblement, on prend la grosse tête à l'Elysée et à Matignon, on menace Moscou de "conséquences massives", en cas d'atteinte à l'Ukraine...

Bon, s'il faut réexpliquer, réexpliquons donc. Moscou a le moyen de faire 10 fois plus de mal à l'Europe occidentale (et orientale) que l'inverse.

Effectivement, une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, créerait une menace directe sur la Russie. Une alliance militaire est toujours dirigée contre quelqu'un. Dans le voisinage, à part la Biélorussie, 10 millions d'habitants (et même moins), ne justifie en rien l'existence même de l'OTAN.

Et tout ça pour une alliance qui peut se disloquer en un clin d'oeil, comme s'est disloquée la triplice en 1914, la triple alliance, elle, a tenue parce qu'elle était agressée, mais visiblement, il y avait de gros doutes sur sa simple mise en place. La petite entente de l'entre-deux guerres n'a jamais fonctionné, pour l'alliance Franco-belge-britannique, elle s'est disloquée à Dunkerque, et ensuite, le gouvernement de la troisième république finissante s'est senti bien seul, par l'insignifiance de l'aide anglaise (une division) et le refus d'engager l'aviation. Le 15 juin 1940, dans les faits, l'alliance franco-britannique n'existait plus...

Pour ce qui est des simples manettes de gaz, quelques semaines au piquet de la part de Moscou, et l'économie européenne actuelle a simplement cessé d'exister et s'est reconvertie massivement dans l'agriculture de subsistance.

"Imaginez Haïti déclarer vouloir détruire la Chine, bah non c'est pas un gag, La France, pays africain, l'a fait mais avec la Russie".

Comme visiblement, on ne transpire pas l'intelligence par les pores dans les allées du pouvoir, on peut constater au vu du détenteur de la fonction de préfet de police de Paris, que là aussi, les crises d'intelligence doivent être très, très rares. Chaque fois qu'on se coupe, quoi...

Pour en rajouter une couche, on fête l'avènement de la con-currence pour le gaz russe. Il n'y aura plus seulement Gazprom (russe) il y aura aussi Rosneft (Russe). Bien entendu, les deux ayant un accès direct au Kremlin pour s'y faire remonter les bretelles éventuellement, bien que ces remontées soient très rares, les patrons de ces entreprises ayant une certaine tendance à demander le feu vert du Kremlin pour toute décision, y compris celle de pouvoir aller pisser.

Le ridicule est atteint aussi par le nouveau chancelier allemand qui menace Moscou de "con-séquences". Il va faire pipi par terre et s'y rouler dedans ? Deuxième explication, il en est resté au niveau calendrier à 1941 ?

Ou alors, il faut dire à Macron et Scholz : "Garcimore, sort de ce corps !"

« Vaccin Pfizer 40 fois moins efficace contre Omicron, pas grave, faisons 40 vaccinations en plus ! »

par [Charles Sannat](#) | 9 Déc 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vaccinez-vous, suivez les consignes officielles blablabla... une fois les précautions d'usage prises, mettons nous à penser un peu.

Juste un peu.

Dans toutes propositions médicales, je dis bien toutes, il y a des bénéfices et des risques. Ces bénéfices et ces risques sont très différents (toujours) en fonction des différentes catégories du type, atteint d'un cancer, ou cardiaque, ou femme enceinte, ou diabétique, bref, chaque pathologie implique des risques différents. C'est très logique et c'est ainsi depuis le début de la médecine.

Un vaccin jusqu'à 40 fois moins efficace !

Je vous traduis l'article de Sky News.com ci-dessous, mais avant raisonnons.

Je ne sais pas si ce que dit cet article est vrai, un peu, beaucoup ou passionnément. En fait si, ce que dit cet article est vrai puisqu'il reprend une étude scientifique sud-africaine. Ce que nous ne savons pas véritablement c'est si cette étude dit vrai. Est-ce une baisse d'efficacité de 41 fois ? De 32.3 fois, ou de seulement 25.8 fois ? Bref, vous m'avez compris. En gros l'efficacité est en chute libre.

En gros, on pourrait dire à la Macron « *je ne dirais pas que la vaccination est un échec, je dirais que ça n'a pas marché* »...

Et là vous vous dites, normalement, nous devrions cesser le délire vaccinal général et commencer à réfléchir aux bénéfices risques par catégories, car si les bénéfices (**l'efficacité du vaccin qui a toujours été théorique**) s'effondrent, alors, le ratio bénéfices/risques n'est plus le même puisque les risques, eux, restent constants.

La réponse est bien évidemment l'inverse. Si cela ne fonctionne pas, alors refaisons quand même une troisième dose, mais la 3ème dose permet-elle un ratio bénéfices/risques convenable si l'efficacité chute dans des proportions importantes ? Est-ce que la vaccination dans ces cas-là ne devrait pas être réservée aux publics les plus fragiles et encore que cela puisse sans doute également se discuter et ne pas être aussi évident.

Excès de mortalité chez les 14/44 ans ! Plus on vaccine, plus on meurt !!

Le graphique que vous voyez ci-dessous est une capture d'écran du site Euromomo que vous pouvez aller vérifier par [vous-même ici](#).

C'est une base officielle qui calcule la surmortalité en Europe uniquement à partir de sources officielles.

Vous avez ici une comparaison entre les années 2019 (avant la pandémie), l'année 2020 en bleu foncé (année de début de la pandémie) et l'année actuelle 2021 (année de la vaccination pour tous de 1 à 3 doses).

La conclusion est très simple.

Pour les 14 à 44 ans, les 45 à 64 ans et les 65 à 74 ans, nous sommes dans une situation où plus on vaccine plus ça meurt !

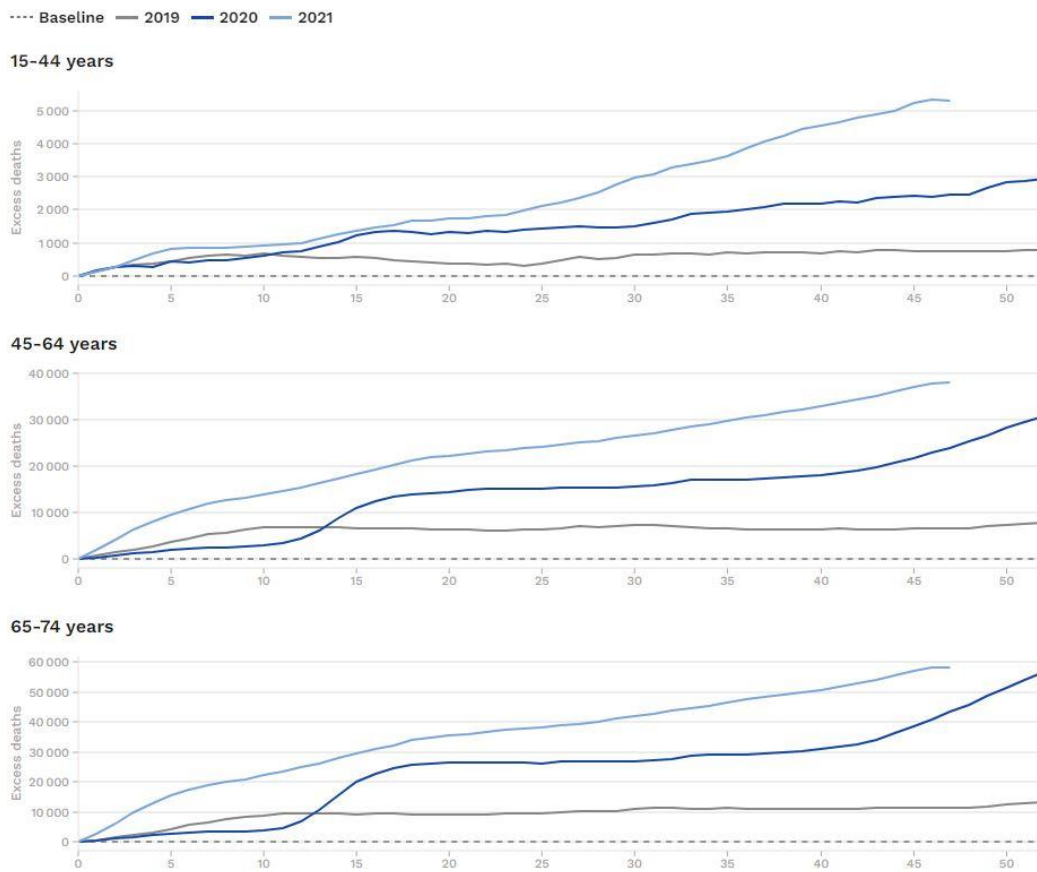
On ne peut pas conclure définitivement de ces chiffres que le vaccin tue.

Mais on ne peut certainement pas en conclure que le vaccin protège puisque la surmortalité est plus forte avec 90 % de la population adulte vaccinée cette année, que l'année dernière avec covid mais sans vaccin.

Il va donc falloir commencer à expliquer cette surmortalité.

Pourquoi meurt-on plus cette année avec le vaccin ?

La question doit être posée, même si elle dérange beaucoup. En fait ce qui dérange ce n'est pas la question à vrai dire, ce sont les réponses que l'on pourrait apporter.



COVID-19 : les anticorps du vaccin Pfizer pourraient être jusqu'à 40 fois moins efficaces contre Omicron, selon les premiers tests de laboratoire

Voici donc l'article de Sky-News qui titre justement « Pfizer jusqu'à 40 fois moins efficace ».

« L'étude était petite mais c'est la première preuve scientifique de la mesure dans laquelle la nouvelle variante peut être capable d'échapper au vaccin.

Les anticorps du vaccin Pfizer peuvent être jusqu'à 40 fois moins efficaces contre Omicron que la souche COVID d'origine, ont montré les premiers tests de laboratoire sur la nouvelle variante en Afrique du Sud.

Mais si sa capacité à échapper aux anticorps vaccinaux est importante, elle n'est pas complète, et c'est une bonne nouvelle, déclare le professeur Alex Sigal, virologue à l'Africa Health Research Institute, qui a dirigé la recherche.

L'étude a révélé que les anticorps de personnes qui avaient été vaccinées ainsi que naturellement infectées par COVID étaient nettement plus efficaces contre Omicron – suggérant que les boosters peuvent apporter un avantage significatif.

Sa capacité à échapper au vaccin était entre cinq et 10 fois meilleure que la variante bêta, qui a également été signalée pour la première fois en Afrique du Sud et avait auparavant la meilleure capacité à échapper au vaccin.

Le professeur Sigal, qui dirige l'équipe effectuant les tests, pense qu'il est probable qu'Omicron ait à la fois une évasion immunitaire et un avantage de transmission par rapport aux autres variants.

L'étude est très limitée, ayant examiné le virus Omicron vivant cultivé en laboratoire et testé sur des échantillons de sang de seulement 12 personnes vaccinées.

En tant que tel, il ne peut pas nous en dire beaucoup sur l'efficacité des vaccins contre la prévention de l'infection ou la transmission ultérieure d'Omicron dans le monde réel ».

Donc vous voyez pourquoi au tout début je prenais des précautions sur ce chiffre de 40 fois moins. Ce sera peut-être moins, peut-être plus, car un échantillon de 12 personnes est insignifiant statistiquement mais cela donne une première indication et Sky News précise à la fois la taille de l'échantillon (12 personnes), les limites de l'étude, et le chiffre de diminution de la performance (théorique) du vaccin (40 fois moins).

Ci-dessous vous avez le traitement de la même information et de la même étude par la presse française et le site [20 minutes source ici](#).

The screenshot shows the 20 minutes website interface. At the top, there's a navigation bar with categories like Actualité, Locales, Sport, etc. Below that, a search bar and a row of topic tags including 'Immeuble effondré à Sanary-sur-Mer', 'Variant Omicron', and 'Coronavirus'. The main article headline is 'Coronavirus : Le variant Omicron résiste au vaccin de Pfizer mais ne lui échappe pas complètement, selon une étude'. Below the headline, it says 'SCIENCES Ces premiers résultats suggèrent qu'une troisième dose de vaccin devrait encore offrir une solide protection contre les effets les plus graves du virus'. There's a sub-header 'P.B. avec AFP' and a timestamp 'Publié le 08/12/21 à 09h11'. Below the text, there are social media sharing icons and a count of '2,2k PARTAGES'. At the bottom of the article preview, there's a microscopic image of cells with blue and red fluorescence. To the right of the image, there's a section titled 'A LIRE AUSSI' with a placeholder for another article.

Je cite « pour le chercheur qui a supervisé cette première étude en urgence, le verre est à moitié plein. Des résultats préliminaires publiés mardi (archive zip [ici](#)) suggèrent que si le variant Omicron est bien plus résistant aux anticorps neutralisants que la souche originelle du sars-CoV-2 ou que le variant Delta, il

n'échappe pas complètement à l'action du vaccin de Pfizer. Cela signifie que les vaccins à ARN messenger, avec trois doses, devraient encore offrir une protection efficace pour prévenir les décès et les effets les plus graves du Covid-19 ».

Vaccinez-vous donc à trois doses ! Ça marche ! C'est même magique la troisième dose. En réalité personne n'en sait strictement rien. Il n'y a aucun chiffre, aucune étude sérieuse concernant ET l'efficacité par catégorie ET le bénéfices/risques par catégorie. Rien de scientifique là-dedans. Personne n'a étudié les impacts d'une 3ème dose de protéine Spike sur l'organisme et chaque dose aura évidemment de nouveaux impacts (potentiellement positifs ou négatifs mais encore faut-il que cela soit étudié en profondeur).

Mais cet article de 20 Minutes n'est rien par rapport aux derniers communiqués qui sortent suite à cette étude sud-africaine et ces communiqués c'est Pfizer qui les sort. Et cela confirme à quel point c'est « magique ».



Le titre de l'article du New York Times lui est carrément génial. « La dose booster (la 3ème) du vaccin Pfizer offre un niveau de protection significatif »... Voilà, fini, terminé, piquez-vous et au suivant !

Sauf que si vous lisez cet article au titre très rassurant, c'est un peu moins le cas.

« Nos premières données préliminaires indiquent qu'une troisième dose pourrait encore offrir un niveau suffisant de protection contre la maladie, quelle que soit sa gravité, causée par la variante Omicron », a déclaré le Dr Ugur Sahin, directeur général de BioNTech, le partenaire allemand de Pfizer.

Selon le DG de Pfizer ce sont des données préliminaires, et cette 3ème dose « pourrait » ce qui est du conditionnel offrir un niveau « suffisant » de protection.

C'est loin d'être une certitude de victoire, mais que voulez-vous, nous sommes dans un monde où « piquez, piquez, piquez encore, il en restera toujours quelque chose » ce qui, vous l'aurez noté, fonctionne également avec la calomnie.

Pour conclure et pour résumer la situation.

Nous avons donc une surmortalité importante statistiquement en Europe l'année où la vaccination est la plus importante, une interrogation sur l'efficacité même des vaccins y compris Pfizer sur les nouveaux variants de type Omicron, des alertes concernant les myocardites et péricardites chez les jeunes avec sur 4 vaccins de départ plus qu'un seul réellement utilisé puisque le Jansen n'est pas efficace, l'Astrazeneca interdit en raison des thromboses, le Moderna interdit aux moins de 30 ans... ce que le Japon réfléchirait également à faire pour le Pfizer. Nous avons une cinquième vague qui démontre, sans conteste possible, que les vaccins ne protègent pas

contre la transmission et la ralentisse à peine. Nous savons aussi que l'efficacité s'érode très rapidement avec le temps et qu'en 5 mois il faut vite un « rappel » ou un booster dont personne ne connaît la durée d'efficacité, Israël se préparant à la 4ème dose. Enfin, si il est de bon ton de dire que le vaccin protège des formes graves, ce dernier dogme pourrait également tomber d'autant plus si on fait ce qui devrait être fait, à savoir, comparer le risque d'une forme grave (bénéfice du vaccin) au risque d'un effet secondaire grave (risque du vaccin).

La conclusion intellectuelle normale serait donc de suspendre la vaccination, sauf, éventuellement pour les personnes à risque, de remplacer le passe sanitaire par un passe de test négatif pour certaines activités pour faire la chasse non pas aux gens mais au virus, et à soigner du mieux que l'on peut et pas uniquement au doliprane.

La conclusion des autorités, de la presse, des médias et de tous les médecins de plateaux, est qu'il faut vite... ma troisième dose ! Vite plus de passe, plus de restrictions, plus de fermetures, plus de masques, plus de surveillance, plus de contrôles de gens, plus de moins de liberté.

Mais, je peux vous le dire, cela n'a pas marché, ne marche pas et ne marchera pas.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

« Les populations les plus riches sont les plus émettrices »



Haaaaaa... « les populations les plus riches sont les plus émettrices »
C'est toujours la faute des riches.
Et bien il n'y a là rien d'anormal !

Même au Moyen-Âge l'empreinte carbone des seigneurs était plus importante que celle de leurs serfs et... ils n'avaient pas de voiture mais roulaient au moins en 4 chevaux ! Mais des vrais !!!

« Les 10 % les plus fortunés de la planète ont pesé à eux seuls près de la moitié de toutes les émissions de dioxyde de carbone en 2019, selon le rapport du Laboratoire sur les inégalités mondiales publié mardi ».

Ici on voit bien donc, que le problème ce n'est pas le NOMBRE d'êtres humains, mais le NOMBRE d'êtres humains avides.

Et vous savez quoi ?

Ceux qui vous dirigent et vous demandent de moins polluer et qui rêveraient de vous voir moins nombreux sont ceux qui polluent le plus avec les jets et bateaux privés de grand luxe.

« Les populations les plus riches sont aussi celles qui portent une « immense responsabilité » dans le réchauffement climatique. Et donc celles qui devraient être le plus mises à contribution pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à commencer par le dioxyde de carbone (CO₂), souligne le Laboratoire sur les inégalités mondiales, rattaché à Paris School of Economics. Or, le personnel politique s'est trop peu attaqué à « l'importante empreinte carbone des très riches », selon le nouveau rapport de ce collectif de chercheurs, publié mardi 7 décembre. »

Derrière ce blabla politiquement correct dégoulinant de moraline puante se cachent les futures interdictions qui vous seront faites de prendre l'avion pour aller à la plage à Bali, d'aller faire du ski et de vous déplacer en voiture.

Vous allez adorer les restrictions pour les « riches », car les vrais riches, eux, mangent dans des restos clandestins en plein confinement à 450 euros le repas...

Charles SANNAT

.2000 \$ de prime pour les Américains pour qu'ils retournent au travail !

Allez les gars, au boulot !!

Si tu retournes bosser je te donne 2000 \$ de prime !

C'est en tous cas ce qui se passe dans certains États qui paient les Américains pour qu'ils retournent au travail.



« Être payé pour retourner bosser, c'est le plan de relance économique venu des États-Unis que personne n'attendait, alors que le variant Omicron commence à se propager. Le gouverneur de l'Arizona a proposé de payer 2 000 dollars, soit plus de 1 700 euros, les personnes qui prendraient à nouveau le chemin en direction du bureau.

Au Kentucky, une proposition similaire a vu le jour. Le gouverneur démocrate Andy Beshear proposait en juin dernier une prime de 1 500 dollars (plus de 1 300 euros) aux personnes qui retourneraient au travail. Pour la toucher, les habitants de l'État devaient avoir été employés entre le 24 juin et le 30 juillet. Même schéma dans le Maine, où la gouverneure Janet Mills (Démocrate) a fait verser une prime de 1 500 dollars pour les travailleurs ayant commencé un boulot entre le 15 et le 30 juin, ou un chèque de 1 000 dollars (886 euros) pour ceux ayant repris leur poste en juillet ».

Alors évidemment, cela me fait penser au « salaire de la peur ». Le problème en réalité n'est pas de verser une prime de retour au travail ! Le problème c'est que le travail doit payer de telle manière que vous puissiez avoir une vie digne, et pas une vie misérable. La question, c'est que vous soyez dans de bonnes conditions de travail et pas que vous alliez travailler la boule au ventre face à une pression inhumaine. Sinon, vous partez à la campagne, vous fuyez les villes et les ambitieux, vous réduisez vos dépenses et vous faites comme font autant autour de moi dans mon coin de Normandie, vous travaillez « un peu quand votre corps est d'accord » comme le dit la chanson « il est libre Max ». Par chez moi ils ont même une expression. « J'ai un peu bouiné ». J'ai un peu bossé, je bricole, de droite de gauche et je vis tranquillement.

Jamais les salariés n'ont autant déprimé et souffert depuis que nous avons des « Chefs Happiness Officers ». Des chefs du bonheur.

Vaste foutaise.

Charles SANNAT

.Le Japon revoit à la baisse son PIB du troisième trimestre



« L'économie japonaise s'est contractée un peu plus rapidement que prévu au troisième trimestre, la forte augmentation des cas de COVID-19 ayant porté un coup dur à la consommation et la pénurie mondiale de puces électroniques ayant affecté le moral des entreprises »...

Enfin pas que le moral des entreprises concernant la pénurie de puces, car quand ça manque, ça manque et l'économie japonaise reste très industrielle, donc dépendante des flux physiques aussi !

« Cette contraction est un revers pour les responsables politiques, qui espéraient que la réduction des pénuries d'approvisionnement et l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie de coronavirus favoriseraient la reprise de la troisième économie mondiale ce trimestre ».

Bon d'accord, c'est un « revers », blablabla mais c'est surtout un recul majeur et une récession car « l'économie japonaise a reculé de 3,6 % en rythme annuel de juillet à septembre, là où les données publiées mercredi par le Bureau du Cabinet anticipaient une contraction de 3,0 % ».

Il ne faudrait pas qu'en France le PIB soit en récession de 4 % au dernier trimestre car même un acquis de croissance peut disparaître si c'est une récession donc du « négatif » qui vient en soustraction de ce qui a déjà été fait.

La récession japonaise n'est pas une bonne nouvelle pour le reste du monde mais un indice de la fragilité de la croissance économique mondiale actuelle.

Charles SANNAT

 [RETOUR](#) 



« L'inflation va-t-elle exploser en 2022 selon BFM ! »

par [Charles Sannat](#) | 10 Déc 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Michel Edouard Leclerc parle sur l'antenne de BFM et cela sème la panique chez les journalistes de la chaîne.

Nous « **sommes déjà à plus de 36 % d'inflation**, c'est déjà énoooooorme » dit l'aimable « journaliste » découvrant horrifiée un taux d'inflation nettement supérieur à la rémunération de son livret A et à son

augmentation de salaire annuelle, car contrairement à ce que vous croyez, les salaires, chez BFM sont plutôt faiblarde...

Ce sera même l'un des thèmes de la campagne électorale prédit Michel Edouard Leclerc qui est abonné aux prévisions de mes poules de cristal. D'ailleurs je vous rappelle qu'il a essayé d'abord de nous dire le michou qu'il allait négocier les prix pour que ses clients ne subissent pas de hausse. Et mes poules, mon chat et moi, on riait bien à cette époque car on voyait bien que le cours du grain allait bon train (contrairement à ceux de la SCNF) !

Du coup vous verrez dans cette petite vidéo, c'est le grand Emmanuel Lechypre, celui qui voulait aller faire chercher les non-vaccinés par les gendarmes pour les faire piquer de force, et qui souffre d'un léger excès pondéral qui semble tendre vers un facteur de comorbidité, tente immédiatement de diminuer la portée des déclarations de Leclerc. « Non il parle juste d'un pic d'inflation », on pourrait dire aussi d'un roc, c'est un pic... Que dis-je, c'est un cap ? ... c'est une péninsule ! Mais ce serait bien théâtral tout cela !

Ensuite après nous avoir dit que ce n'est pas grave ni bien durable, il nous explique pourquoi les prix montent et là c'est drôle de le voir énumérer une liste à la Prévert !

Et de conclure « mais ça ne va pas durer ». Ouf, madame Michu peut souffler et retourner vaquer à sa 4ème dose et se programmer la 5ème et 6ème annoncée par Pfizer qui va sortir un vaccin anti Omicron à 3 doses, oui, trois doses à 19 € c'est plus rentable qu'un seul vaccin qui marcherait. C'est un peu comme de l'inflation mais vaccinale cette fois !

Le plus drôle c'est la question suivante de la journaliste « et on peut faire quoi » ?

Et le manu qui répond « rien », y a « rien à faire » hahahahahahahahahahaha !

Et elle d'insister sur les « petites compensations »...



<https://insolentiae.com/linflation-va-t-elle-exploser-en-2022-selon-bfm-ledito-de-charles-sannat/>

Vous savez, je crois que l'on se fout de notre gueule comme jamais cela n'a été le cas dans l'histoire de l'humanité.

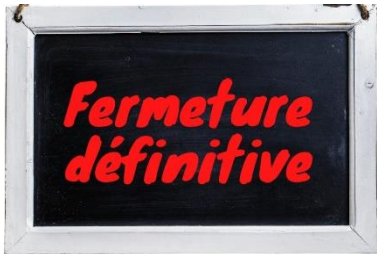
Évidemment que l'on peut se protéger de l'inflation, évidemment qu'il y a des choses à faire, à commencer par expliquer aux gens qu'ils doivent avant tout penser leur employabilité et leurs compétences pour monter en « gamme » et donc en « salaire » et donc en revenu. Si vous avez peur de l'inflation, formez-vous encore et encore. Si vous êtes retraité, achetez un peu d'or ou faites des placements en actions. Ceux qui veulent en savoir

plus peuvent toujours s'[abonner aux lettres et dossiers Stratégies ici](#), car, surtout, n' imaginez pas que vous êtes condamnés à subir et à souffrir. Il n'y a aucune fatalité !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Selon Fitch Evergrande est en défaut de paiement



C'est officiel, Evergrande en défaut de paiement, selon Fitch !

« Deux promoteurs chinois, dont le géant Evergrande, ont fait défaut sur des emprunts totalisant 1,6 milliard de dollars, a estimé jeudi l'agence de notation Fitch, dernier rebondissement de la crise de l'immobilier dans la deuxième économie mondiale. »

L'immobilier et la construction pèsent plus du quart du PIB de la Chine et servent de locomotive à bien d'autres secteurs, comme l'acier ou l'ameublement.

Mais pour réduire l'endettement du secteur, Pékin a durci l'an dernier les conditions d'accès au crédit pour les promoteurs immobiliers.

Depuis, Evergrande, longtemps numéro un du secteur, se retrouve à court de liquidités et sa situation financière s'est considérablement aggravée ces derniers mois. »

Et l'agence Fitch de s'interroger.

« Alors que Pékin n'a toujours pas fait savoir s'il entendait ou non voler au secours d'Evergrande, le gouverneur de la banque centrale, Yi Gang, a laissé entendre que le sort du groupe serait laissé aux lois du marché. »

« Les droits et les intérêts des créanciers et des actionnaires seront entièrement respectés en fonction de leur ancienneté légale », a-t-il déclaré, selon des propos rapportés par la presse chinoise ».

Et vous savez quoi ?

Ce n'est pas un bain de sang sur les marchés, car même si Evergrande fait faillite et ce serait sain, même si les actionnaires sont ruinés, et ce serait sain car c'est ce que l'on appelle **l'aléa moral**, il n'y aura pas de crise systémique car Pékin veillera au grain.

Circulez.

Tout va bien !

Ou presque !!

Charles SANNAT

Amazon condamnée pour abus de position dominante à 1 milliard en Italie !



C'est une belle condamnation que vient de se voir infliger Amazon en Italie, condamnée à une amende d'un milliard d'euros pour abus de position dominante.

« Le gendarme de la concurrence en Italie a infligé à Amazon une amende de plus de 1,128 milliard d'euros pour « abus de position dominante » après avoir discriminé des vendeurs qui n'avaient pas eu recours à son service logistique.

« Amazon a porté atteinte aux opérateurs concurrents dans le service logistique du commerce électronique », a constaté l'autorité italienne dans un communiqué publié jeudi 9 décembre.

Ce comportement est d'autant plus grave aux yeux de l'Antitrust italien qu'au moins 70 % des achats de produits électroniques grand public en Italie se font sur Amazon.

La position dominante d'Amazon sur le marché italien « lui a permis de favoriser son propre service logistique auprès des vendeurs actifs sur la plateforme Amazon.it au détriment des opérateurs concurrents », a jugé l'autorité italienne. Les vendeurs qui n'utilisent pas le service logistique d'Amazon sont exclus d'un « ensemble d'avantages essentiels pour obtenir une visibilité et de meilleures perspectives de vente », poursuit-elle.

Je ne sais pas jusqu'où ira cette amende et si Amazon va réellement payer ou si cela va se négocier discrètement entre les autorités italiennes et américaines au profit du géant US. Mais normalement, Amazon devrait bien être mise au pas, car la position dominante est toujours gravissime pour la stabilité économique et la diversité, qui ne doit pas concerner que les gens, mais aussi bien évidemment les entreprises.

Charles SANNAT

Prix record pour l'électricité. Les industriels sidérés selon l'AFP !



L'AFP se montre très surprise de l'augmentation des prix de l'électricité sur le marché européen, mais même mes poules de crystal le savaient, cela fait des années que nous savons que la « privatisation » et la « libéralisation » du marché de l'énergie va faire exploser les prix à la hausse, et vous savez quoi ? Les prix montent et cela part engraisser des actionnaires et appauvrit les nations, et plus grave, nos populations ! C'est une honte économique absolue. Le marché de l'électricité, parce que c'est un bien de première nécessité doit revenir à l'État, il doit redevenir public !

La situation est stupide où des « fournisseurs » alternatifs qui ne produisent rien et n'acheminent rien, si ce n'est des factures à leurs clients, font faillite. Tout ceci est absurde. Cessons de jouer à « si c'était privé » sur des marchés clefs, et mettons les moyens

nécessaires. A chaque fois, la réalité est la même. **Nous privatisons les profits. Nous socialisons les pertes.** Le tout sous l'amicale pression de la Commission Européenne que j'appellerai désormais la Corruption Européenne de Bruxelles.

Charles SANNAT

Voici un graphique de quoi comprendre la gravité de la hausse des cours de l'électricité actuellement en Europe et en France en particulier.



👉 RETOUR 👈

2021 : la genèse des meme stocks et du trading en meute

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 10 décembre 2021



Événement boursier de 2021, les meme stocks sont des actions qui montent apparemment sans raison... A part que certains investisseurs, rassemblés sur des plateformes de discussion comme Reddit, se partagent les bons tuyaux : achetez, ça ne peut que monter !



Grâce aux chèques gouvernementaux [délivrés par voie d'helicopter money](#) et des plateformes de trading comme Robinhood, l'année 2021 a enregistré le grand débarquement des investisseurs particuliers américains sur le front boursier. En février 2021, les volumes échangés par les *retail traders*, comme disent les anglophones, se sont trouvés multipliés par 10... par rapport à seulement deux ans plus tôt !

Comme si cela n'était pas suffisamment alarmant, on trouve de tout dans ce public... et surtout de n'importe quoi.

Des investisseurs toujours plus jeunes... et plus irresponsables

Au mois de mai, on apprenait qu'un broker américain, Fidelity, allait non seulement fournir des cartes de débits aux adolescents, mais également leur permettre de faire du *trading*. Rassurez-vous : l'enseigne concernée promet que cela se fera sous le « contrôle » des parents.

18 mai 2021 : « *Fidelity va permettre aux jeunes de 13 à 17 ans de trader des actions et des fonds, mais autorisera les parents à contrôler leur activité.* »



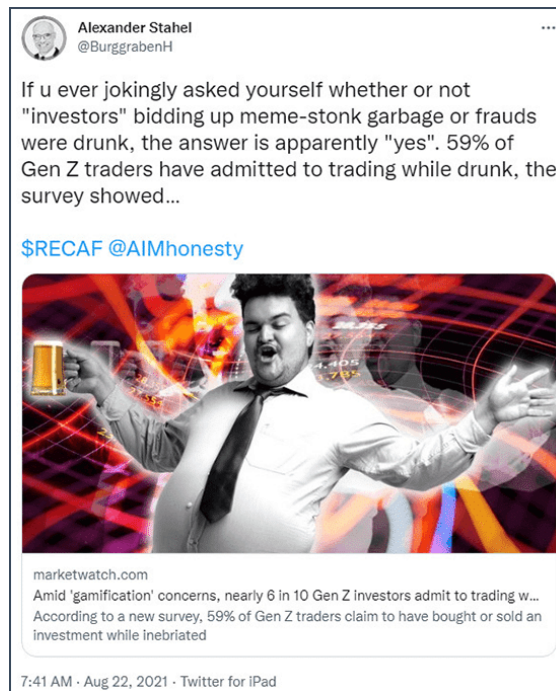
Pourquoi s'inquiéter, puisque les médias financiers ne cessent de mettre en avant de jeunes prodiges de l'analyse financière ?

9 février 2021 : « *Un jeune investisseur sud-coréen qui réalise des gains de 43% devient la nouvelle icône des investisseurs particuliers.* »



Pendant qu'on y est, pourquoi ne pas trader après avoir bu un peu trop d'alcool ? Qu'est-ce qui pourrait mal se passer ?

22 août 2021 : « *Si vous vous êtes déjà demandé en plaisantant si les 'investisseurs' qui enchérissent sur des daubes ou des fraudes de type actions même étaient ivres ou non, la réponse est apparemment 'oui'. 59% des traders de la génération Z ont admis avoir trader en état d'ébriété, selon ce sondage...* »



Mais ce n'est pas tout.

Au diable l'achat sur marge : contractons des prêts pour acheter des actions !

Une technique bien connue dans le monde du trading pour augmenter son niveau de levier consiste à passer d'un compte de trading classique à un compte de trading sur marge. Il s'agit alors d'acheter des actifs financiers non pas en mobilisant l'intégralité du capital nécessaire, mais seulement une fraction de celui-ci (la marge) en empruntant le reste (la dette de marge – *margin debt*).

Plutôt que de passer ce genre d'accord avec son courtier, comme cela se pratique traditionnellement, une autre solution consiste à se tourner directement vers son banquier afin d'emprunter une somme d'argent pour acheter des actifs financiers.

C'est précisément ce qu'ont fait un grand nombre de *zoomers* (nés après 1996) et de *millennials* en 2021. Un sondage en date du 6 avril réalisé par le site MagnifyMoney montre que, aux Etats-Unis, 80% des investisseurs de la génération Z et 60% de ceux de la génération Y se sont endettés pour acheter des actifs financiers, les investisseurs toutes générations confondues ayant opté pour un prêt personnel dans 38% des cas.

Or, un prêt personnel, c'est précisément le type de prêt sur lequel – en tous cas, si vous le contractez en France – il apparaît en lettres capitales rouges que vous pourrez utiliser la somme empruntée pour acheter tout ce que vous voulez... à l'exception des placements financiers !

Les investisseurs particuliers ont donc non seulement investi une grande partie de leur épargne sur les marchés financiers, mais, pour au moins une partie d'entre eux, se sont également endettés auprès de leur banque pour investir encore plus...

Bien.

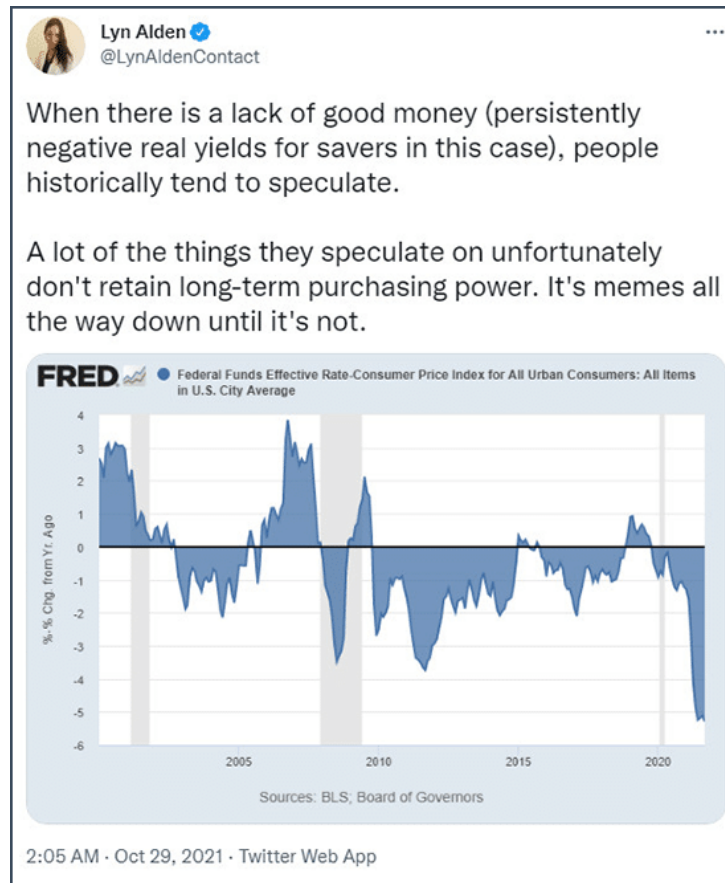
Mais où cet argent est-il allé se loger ?

GameStop : quand le premier *meme stock* inaugure la gamification du trading

Comme le rappelait Lyn Alden fin octobre :

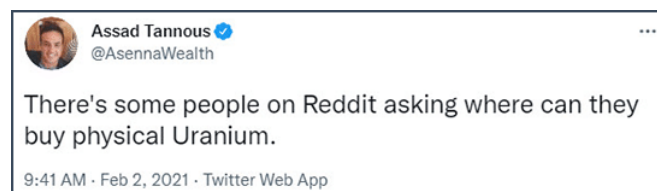
« Lorsqu'il y a un manque de bonne monnaie (en l'espèce, via des taux réels négatifs persistants), les gens ont historiquement tendance à spéculer.

La plupart des choses sur lesquelles ils spéculent ne conservent malheureusement pas de pouvoir d'achat à long terme. Ce sont des memes... jusqu'à ce que cela ne soit plus le cas. »



Avec les actions *meme*, nous faisons un pas de plus dans la « gamification » du trading. Au travers de l'explosion des *meme stocks*, nous avons ici affaire à des raids de court terme initialement organisés sur des plateformes de discussion sur internet (comme Discord ou Reddit) où l'on chasse en meute dans une ambiance de guerre des générations, sans pour autant toujours très bien savoir ce que l'on fait...

2 février 2021 : « *Il y a des gens sur Reddit qui demandent où ils peuvent acheter de l'uranium physique.* »



... mais avec un mot d'ordre très simple :

Février 2021 : « *On peut rester des attardés plus longtemps qu'ils ne pourront rester solvables.* »



Comme le rappelle le site *eToro*, tout a débuté en janvier 2021 :

« [Lorsque] la chaîne de magasins américaine de vente de jeux vidéo **GameStop** (GME) a grimpé de 1 900% en moins d'un mois, propulsée par le forum Reddit *r/wallstreetbets* et d'autres communautés d'investisseurs particuliers.

Cette incroyable hausse a humilié un certain nombre d'investisseurs professionnels de fonds spéculatifs qui s'étaient positionnés de manière agressive en misant sur la chute du cours de l'action, et elle a mis en évidence le pouvoir croissant des investisseurs individuels qui ne veulent plus être les éternels perdants sur les marchés financiers.

Le cours de l'action de GME a ensuite chuté d'environ 90% presque aussi rapidement qu'il avait augmenté, les investisseurs particuliers étant passés à d'autres actions. »

Ce faisant, les participants les plus naïfs vis-à-vis de ce grand jeu pyramidal se sont retrouvés avec des comptes affichant le rouge le plus profond qui soit.

Cours de GME entre le 26 janvier et le 9 février 2021

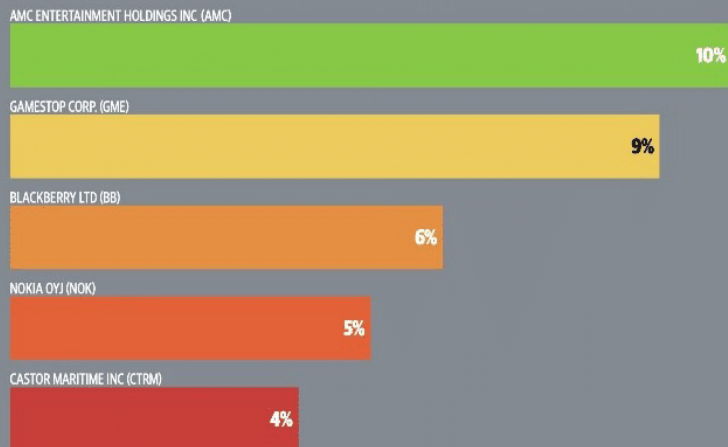


En termes de nombre de participants (donc de victimes collatérales), nous ne sommes pas sur l'épaisseur du trait, puisque ce sont pas moins de 9% des Américains qui ont acheté des actions GameStop en janvier 2021.

9% des Américains ont acheté des actions GameStop en janvier

LCA

Quelle proportion du pays a acheté cette action ?



Sondage Harris et Yahoo Finance réalisé auprès de 1 089 investisseurs entre le 2 et le 5 février 2021

yahoo/finance
The Harris Poll

C'est dire à quel point les Etats-Unis sont la nation du trading...

Ce retournement des *hedge funds* vendeurs à découvert par cette génération de « traders Covid » ne s'est pas arrêté là. La rébellion de Wall Street contre Main Street s'est poursuivie sur d'autres terrains.

Nous avons assisté en 2021 à pléthore d'autres histoires de *gamers* ayant réussi à damer le pion des barons de Wall Street en faisant monter le cours de *meme stocks* afin de prendre les vendeurs à découvert à revers.

28 janvier 2021 : « *American Airlines bondit après une discussion sur Reddit au sujet d'un raid sur les shorts.* »
« *Le marché action est devenu un jeu vidéo...* »

Charlie Bilello @charliebilello

The stock market has become a video game...

[\\$AAL](#)

compoundadvisors.com/2021/the-day-t...

Market Summary > American Airlines Group Inc
NASDAQ: AAL

16.56 USD +1.03 (6.63%) ↑

Closed: Jan 28, 8:30 AM EST · Disclaimer

Pre-market 23.12 +6.56 (39.61%)

Is American Airlines the next GameStop? Reddit's WallStreetBets says maybe

Fox Business
12 hours ago

American Air Surges After Reddit Chatter on Attacking Shorts

Bloomberg
32 mins ago

2:31 PM · Jan 28, 2021 · Twitter Web App

Avec ces raids et cette « memification » du trading, on a en quelque sorte assisté à la naissance du premier *hedge fund*

31 juillet 2021 : « *RECHERCHE YARDENI. Le marché boursier s'est-il transformé en un jeu vidéo ? Au lieu de jouer à Call of Duty, les GameStoppers jouent à Squeeze the Shorts. Ces populistes des réseaux sociaux ont envahi Wall Street. Ils n'ont rien à faire des fondamentaux...* »

Yardeni Research
@yardeni

YARDENI RESEARCH. Has the stock market turned into a video game? Instead of playing Call of Duty, the GameStoppers are playing Squeeze the Shorts. These social media populists have invaded Wall Street. They don't care about fundamentals, which could become...

Note: Shaded red areas are S&P 500 bear market declines of 20% or more. Yellow areas show bull markets.

linkedin.com
Edward Yardeni on LinkedIn: #markets #investing #finance | 32 comments
YARDENI RESEARCH. Has the stock market turned into a video game? Instead of playing Call of Duty, the GameStoppers are playing Squeeze the Shorts. ...

9:53 PM · Jan 31, 2021 · LinkedIn

Évidemment, cela ne plaît pas à tout le monde, certains fonds spéculatifs ayant été obligés de solder leurs positions pour répondre aux appels de marge... parfois jusqu'à la faillite.

Anice Lajnef
@AniceLajnef

Un milliardaire et gestionnaire d'un fond spéculatif, en a assez de cette attaque contre les «riches» de la part de personnes «assises à la maison et recevant leurs chèques du gouvernement»

Rappelons que les ultra-riches sont ceux qui ont profité le plus des milliards de la [#Fed](#)

[Translate Tweet](#)

Paris Marx @parismarx · Jan 28
Billionaire hedge fund manager Leon Cooperman is fed up with this attack on "wealthy people" from people "sitting at home getting their checks from the government"

CNBC REALTIME

DOW INDUSTRIALS	30,924.57	[+2.05%]
S&P 500	3,827.23	[+2.04%]
NASDAQ COMPOSITE	13,474.15	[+1.53%]
RUSSELL 2000	2,110.72	[+0.10%]

BREAKING NEWS REDDIT USERS SPARK VOLATILITY IN STOCKS LIKE GAMESTOP, AMC

WTI (MAR) -0.70%
WTI (APR) 0.66%
NAT GAS (MAR) 2.64

NASDAQ +203.55
13,474.15 +1.53%

7:59 PM · Jan 31, 2021 · Twitter for Android



Dessin du Salt Lake Tribune

S'il est caractéristique de la phase de mania dans laquelle se trouvent les marchés, l'avènement de la chasse en meute sur les *meme stocks* aura au moins été bénéfique en cela qu'il aura dévoilé le capitalisme de connivence dans lequel nous font baigner les banques centrales depuis le premier *quantitative easing* américain il y a 13 ans, en novembre 2008.

Certains gros poissons, trop habitués à jouer sans jamais perdre tous protégés qu'ils sont par les grands planificateurs monétaires, ont enfin été confrontés au retour des forces du marché.

Mais, en 2021, les investisseurs particuliers se sont aussi fait plaisir sur des segments de marché sur lesquels les *boomers* de Wall Street sont beaucoup moins présents, j'ai nommé les *meme coins*.

Je vous en parlerai plus en détail dans mon prochain billet !



.Bourse : vous êtes l'âne qui porte le foin

rédigé par [Bruno Bertez](#) 10 décembre 2021



Les petits épargnants peuvent avoir l'impression de ne pas peser grand-chose dans la masse des marchés financiers. Pourtant, ils sont essentiels aux Bourses et aux investisseurs institutionnels...



Intrinsèquement, les marchés financiers sont conçus pour spolier la petite épargne et surtout ses retraites au profit de l'État, des grandes entreprises, des banques, de l'argent intelligent, etc.

Le public est un levier sur lequel les gros intervenants et les gros joueurs prennent appui, soit pour bonifier leurs rendements, soit pour réduire le coût de leurs dettes.

Ceux-ci et l'État mettent en concurrence l'épargne des petits afin de la payer le moins cher possible, tout comme cela se passe en matière de salaires, lorsque les travailleurs sont mis en concurrence entre eux et encore plus avec l'immigration. Ici, votre épargne est en concurrence avec l'épargne mondiale, mais surtout avec l'argent gratuit créé par les banques.

Les grandes entreprises ou n'importe quel milliardaire du luxe français obtiennent un taux de rentabilité de leur capital investi de plus de **10%** que parce que vous, la piétaille, ne recevez réellement que 1 ou – au mieux – 2% de rentabilité nette de votre épargne investie.

Le marché financier est un lieu d'exploitation. Les petits épargnants comme vous y sont les ânes qui portent la charge de foin. Sauf que, une fois arrivés à destination, vous êtes déchargés du foin, et vous n'en gardez qu'une poignée.

Le Smic de l'épargne

Les gros et les initiés ont écrémé le meilleur. Ils vous donnent l'équivalent du Smic de l'épargne, similaire du Smic du travail car c'est la rémunération minimum qu'on lui donne pour maintenir le système de l'exploitation.

Ne vous laissez pas influencer par les escroqueries qui consistent à vous montrer les indices boursiers et à vous dire « regardez, cela monte toujours ! » Non, **un portefeuille réel n'a aucun rapport avec un portefeuille boursier, et encore moins avec un portefeuille géré et commercialisé par vos banques.**

Le réel n'a rien à voir avec tout cela : il y a de très nombreuses périodes où l'épargne est saccagée et nous sommes dans une de ces périodes.

N'oubliez pas, vous êtes l'âne et « ils » font levier sur vous. **C'est exactement le même principe que l'exploitation des salariés : on vous paie 30, et on touche 100 !**



.La Fed commet-elle une énième erreur ?

rédigé par **Bruno Bertez** 9 décembre 2021



Inflation ou déflation ? La question reste importante même quand l'une des deux forces semble l'emporter et, si la Fed continue d'ignorer la moitié du problème, elle ne risque pas de prendre les bonnes décisions...



La tendance à la déflation reste prédominante parce que les conditions fondamentales de l'économie mondiales pointent vers une baisse continue de la valeur de la production, parce qu'elles contiennent de moins en moins de temps de travail.

Mais il est possible dans un monde de monnaie fiduciaire de tenter de compenser la tendance déflationniste de la valeur des productions par de la création monétaire accélérée et par la production de plus en plus de dettes.

C'est l'inflation monétaire, c'est l'avilissement de l'instrument de mesure qui s'oppose à la valeur des choses.

Inflation et déflation ne sont que les deux faces de la même pièce, dans le monde moderne. On fabrique de l'inflation monétaire afin de s'opposer à la déflation continue de la valeur des biens et des services, déflation de long terme engendrée par les progrès des savoir-faire qui rendent plus efficaces les heures de travail humain.

Le rapport entre inflation et déflation évolue

L'inflation de la monnaie est contenue en germe dans la déflation spontanée des valeurs, et c'est la dialectique entre ces deux forces qui produit la résultante que l'on constate dans le monde réel.

Mais tout est évolutif, et en particulier le rapport des forces entre déflation des valeurs et inflation des prix monétaires évolue en fonction de la période historique dans laquelle on se trouve.

Ici, il y a eu un bouleversement de ces forces relatives.

D'un côté, les forces de déflation sont le progrès des savoir-faire, la hausse de la composition organique du capital productif et la suraccumulation de capital monétaire fictif. Par ailleurs, la déflation peut se transmettre du fait de la concurrence internationale, la recherche de la compétitivité et du profit.

De l'autre, il y a **la Fed, avec ses taux** à zéro et sa création monétaire.

Cependant, comme l'affirmait récemment l'analyste Lance Roberts dans un article publié sur le site Seeking Alpha, notamment en réaction à l'annonce par Jerome Powell qu'il pourrait finalement changer de politique monétaire très vite en 2022 :

« Le problème pour la Fed est qu'elle pourrait bien commettre une autre erreur de politique en augmentant les taux d'intérêt précisément au mauvais moment. »

Les trois D (dette, démographie et déflation) continuent de suggérer que l'inflation cédera la place à la déflation, que la force économique s'affaiblira et que les investisseurs trop zélés se retrouveront à nouveau avec de lourdes pertes. »

👆**RETOUR**👆

Quand la monnaie fiduciaire cesse d'être de l'argent

Daniel Lacalle 04/12/2021



MISES WIRE



La plupart des monnaies des marchés émergents et développés se sont fortement dévaluées par rapport au dollar américain en 2021, malgré la politique monétaire agressive de la Réserve fédérale. En outre, les économies émergentes qui ont bénéficié de la hausse des prix des matières premières ont également vu leur monnaie

s'affaiblir malgré la vigueur des exportations. Ainsi, l'inflation dans les économies en développement est beaucoup plus élevée que les chiffres déjà élevés affichés aux États-Unis et dans la zone euro.

La principale raison de cette situation est un problème de dépréciation de la monnaie mondiale qui appauvrit les citoyens.

La plupart des banques centrales du monde mettent en œuvre les mêmes politiques expansionnistes que la Banque centrale européenne et le Système fédéral de réserve, mais les résultats nuisent de manière disproportionnée aux pauvres, car l'inflation augmente, en particulier pour les biens et services essentiels, tandis que les déséquilibres budgétaires et monétaires s'accroissent.

De nombreuses économies émergentes ont mis en œuvre une politique très dangereuse consistant à stimuler les déficits jumeaux - déficit budgétaire et déficit commercial - dans l'idée erronée que cela accélérera la croissance. Aujourd'hui, les estimations de croissance et de reprise sont en baisse, mais les déséquilibres monétaires demeurent.

Par conséquent, la plupart des monnaies baissent par rapport au dollar américain. Les politiques mises en œuvre par les banques centrales mondiales sont aussi agressives, voire plus, que celles de la Réserve fédérale, mais sans la demande mondiale dont bénéficie le dollar américain. Si les nations mondiales dotées de monnaies souveraines continuent à jouer à ce jeu dangereux, la demande locale et internationale pour leur monnaie s'évaporerait et la dépendance au dollar américain augmenterait. Plus important encore, si la Réserve fédérale continue de mettre à l'épreuve son statut de réserve mondiale, toutes les monnaies fiduciaires risquent de subir une perte de confiance et de se tourner vers d'autres alternatives.

Si le secteur privé n'accepte pas cette monnaie comme une unité de mesure, un moyen de paiement généralisé et une réserve de valeur soutenue par des réserves et la demande du secteur privé mentionné, la monnaie perd toute valeur et cesse d'être de l'argent. En fin de compte, elle devient du papier inutile.

Les exemples de monnaies d'État qui ne sont ni une réserve de valeur ni un moyen de paiement généralement accepté sont nombreux. Du sucre en Équateur, qui a disparu, au peso argentin ou au bolivar vénézuélien, les exemples dans l'histoire sont innombrables.

À Cuba, l'inflation est aujourd'hui estimée à 6 900 % en raison de l'absence de demande pour une monnaie sans valeur, sans demande réelle ni réserves pour la soutenir.

Lorsque ce genre de chose se produit, l'État ne crée pas de monnaie, il émet simplement un moyen de paiement - la monnaie - en utilisant la crédibilité de la demande du secteur privé pour émettre son billet à ordre. Comme un émetteur de dette qui perd sa crédibilité en matière de remboursement, la valeur de cette promesse s'estompe si la monnaie ne bénéficie pas d'un soutien privé.

Plus important encore, la valeur de la monnaie et son utilisation ne sont pas décidées par le gouvernement. Elle est décidée par le dernier agent du secteur privé qui accepte la promesse de paiement parce qu'il suppose qu'elle maintiendra sa valeur et son acceptation en tant que moyen de paiement.

En tant que tel, lorsqu'un gouvernement crée beaucoup plus de ces billets à ordre de plus en plus sans valeur, dépassant de loin la demande réelle locale et internationale, l'effet est le même qu'un défaut de paiement massif. Le gouvernement ne fait qu'appauvrir les citoyens, qui sont obligés d'utiliser la monnaie, et détruire la crédibilité de la valeur des billets à ordre du gouvernement.

Lorsqu'un État crée une monnaie sans réserve réelle ni demande, il détruit l'argent.

Lorsque le gouvernement émet une monnaie - des promesses de paiement - qui n'est ni une réserve de valeur, ni

un moyen de paiement généralement accepté, ni une unité de mesure, non seulement il ne crée pas de monnaie, mais il la détruit en faisant chuter le pouvoir d'achat des pauvres citoyens captifs, qui sont forcés d'accepter ses billets et petits bouts de papier (fonctionnaires, retraités, etc.).

C'est ce que nous observons dans de nombreuses nations du monde entier, une réduction massive des salaires et de l'épargne créée par l'intervention du gouvernement sur l'équilibre monétaire à son propre profit. Les gouvernements profitent de l'inflation parce qu'ils paient leur dette dans une monnaie dont la valeur diminue et qu'ils imposent une réduction du prix des salaires et des services des secteurs qui fournissent des services à l'émetteur de la monnaie. Même dans les pays développés dont les monnaies sont relativement stables, l'inflation est un gros avantage pour les gouvernements qui perçoivent des recettes plus élevées provenant des taxes sur la monnaie (impôts sur les salaires, les bénéfices et les ventes)... et un gros inconvénient pour les épargnants et les salaires réels.

Certains disent que les travailleurs peuvent en bénéficier parce que les salaires augmenteront en même temps que l'inflation. C'est tout simplement faux. Les salaires, au mieux, peuvent augmenter avec l'indice des prix à la consommation, qui est une mesure très faible de l'inflation et est un panier créé par les organismes gouvernementaux pour réduire l'inflation réelle dans une moyenne de biens et services combinés. Cependant, même en tenant compte de l'indice des prix à la consommation, la grande majorité des travailleurs ne voient même pas une augmentation de salaire qui compense la hausse de l'indice. C'est pourquoi les salaires réels médians sont en baisse aux États-Unis.

Ceux qui disent que l'État peut toujours "créer de l'argent et le dépenser" - et n'a qu'à créer l'argent dont il a besoin pour financer le secteur public parce qu'il sera accepté par le reste des agents économiques - devraient être obligés de recevoir leurs salaires en pesos argentins et d'en profiter.

👉 **RETOUR** 👈

.Comment les sorciers de l'économie convainquent tout le monde qu'ils sont des neurochirurgiens

par Doug Casey 9 décembre 2021

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Homme international : Le citoyen moyen ne s'intéresse pas à l'économie. Mais dans la mesure où il le fait, il ne lit que les publications grand public comme The Economist et les éditoriaux du New York Times.

Dans ces publications, l'individu moyen trouvera de soi-disant économistes prônant des concepts destructeurs et à l'envers, tels que les taux d'intérêt négatifs, l'interdiction de l'argent liquide, la consommation alimentée par la dette, les dépenses publiques et l'impression monétaire effrénée, comme

remèdes aux maux économiques.

Et si ces méthodes ne fonctionnent pas, ou si elles causent des dommages, la réponse des économistes de l'establishment consiste simplement à réclamer davantage d'impression monétaire, davantage de dettes et des taux d'intérêt encore plus bas.

Quel est votre point de vue sur la pensée et les méthodes économiques conventionnelles ?

Doug Casey : Franchement, la plupart des "économistes" d'aujourd'hui ne sont que des apologistes politiques qui se font passer pour des économistes.

Un économiste est quelqu'un qui décrit la façon dont le monde fonctionne - comment les gens produisent, consomment, achètent, vendent et vivent leur vie. Cependant, ce n'est pas ce que font la plupart des économistes docteurs d'aujourd'hui. Au lieu de cela, ils prescrivent la façon dont ils aimeraient que le monde fonctionne et adaptent les théories pour aider les politiciens à démontrer la vertu et la nécessité de leur quête de pouvoir.

En conséquence, **l'économie légitime existe à peine aujourd'hui**. Ce qui passe pour de l'économie a une très mauvaise réputation, et elle est bien méritée. L'économie s'est dégradée. Elle n'est pas tout à fait une risée comme les études de genre, mais elle est au même niveau que **la science politique - qui n'est pas une science du tout**.

Chaque individu a des goûts et des dégoûts, des désirs et des besoins très différents. Mais ces soi-disant économistes aiment traiter les gens comme s'ils étaient des atomes standardisés. Ils pensent pouvoir manipuler les gens comme s'ils étaient des produits chimiques et traiter l'économie comme quelque chose qu'ils peuvent réchauffer ou refroidir. Et ce sont eux qui décident de ce dont les masses ont besoin.

L'économie est devenue une excuse pour la planification centrale, et les économistes sont devenus des ingénieurs sociaux.

L'économie est enseignée dans les universités comme s'il s'agissait d'une subdivision des mathématiques. Ce n'est pas le cas. Elle n'a qu'un rapport limité avec les mathématiques. Il s'agit plutôt d'une division de la philosophie. Il s'agit d'une étude morale qui examine les relations entre les gens dans le monde matériel.

L'économie est devenue la servante du gouvernement afin de donner une justification scientifique aux choses que le gouvernement - qui recherche naturellement plus de pouvoir pour lui-même - veut faire.

En fait, chaque personne devrait être son propre économiste. C'est parce que vous devez de comprendre la façon dont le monde fonctionne et de comprendre l'action humaine, pour utiliser l'expression de Mises.

L'homme international : Les économistes traditionnels sont obsédés par des modèles et des graphiques compliqués alors qu'ils essaient de maximiser le PIB.

En revanche, l'économie autrichienne de marché libre ne se concentre pas sur la manière de planifier l'économie de manière centralisée, mais plutôt sur l'action humaine face à la rareté.

Les économistes Autrichiens ne se préoccupent pas des modèles compliqués car ils estiment qu'il est impossible de quantifier les actions et les préférences de milliards d'individus.

Selon vous, lequel est le plus utile et pourquoi ?

Doug Casey : *Adam Smith* a écrit *La richesse des nations* à l'époque de la Révolution américaine et a véritablement fondé l'étude de l'économie. Mais l'économiste le plus influent de tous les temps est Karl Marx. Son ouvrage géant en trois volumes intitulé **Das Kapital** contient des observations intéressantes. Mais les vues

de Marx se sont prêtées à la création de sociétés totalitaires, comme l'Union soviétique, l'Allemagne de l'Est et bien d'autres.

L'une de ses observations les plus intéressantes est la répartition de tous les biens entre "moyens de production" et "biens de consommation", ce qui est tout à fait exact. Le problème est de savoir qui, selon Marx, devrait les posséder.

Il pense que le système idéal est le communisme, où la collectivité possède à la fois les moyens de production et les biens de consommation. Les moyens de production sont des choses comme les usines, les fermes et les mines : des choses qui créent de nouvelles richesses. Les biens de consommation sont des choses comme les maisons, les voitures ou les vêtements. Il n'y a jamais eu de véritable société communiste. La Corée du Nord, ou la Chine pendant la révolution culturelle, en sont probablement les plus proches.

Marx considérerait le socialisme comme une étape vers le communisme pur. Le socialisme est un système dans lequel l'État possède les moyens de production, mais où les biens privés restent la propriété des individus. Il est théoriquement possible d'avoir sa propre maison ou sa propre voiture dans un pays socialiste.

Bien que de nombreux pays se qualifient aujourd'hui de socialistes, il s'agit là d'une erreur d'appellation. Les termes "communiste", "socialiste", "fasciste" et "capitaliste" sont presque toujours mal utilisés, non définis ou mal définis dans le langage d'aujourd'hui. Il n'y a plus vraiment de pays socialistes dans le monde. Tous les pays qui ont essayé le socialisme ont échoué, et les moyens de production ont fini par être privatisés. Pourquoi ? Parce que partout - y compris en Russie et en Chine - les gens ont constaté que l'État gère les richesses jusqu'au sol. Le socialisme est mort parce que, pour utiliser un terme populaire, il n'était pas viable.

Cependant, le public aime l'idéal du socialisme - principalement la gratuité. C'est compréhensible. Par exemple, ils ont entendu dire que **la Scandinavie** était une utopie socialiste. En fait, ce n'est ni une utopie ni un socialisme - ses industries sont toutes privées. La confusion vient du fait que c'est un État-providence ; c'est ce que les gens veulent vraiment. Les choses semblent gratuites mais sont au prix d'énormes taxes.

Il n'y a pas de véritables pays capitalistes dans le monde. Le capitalisme est un système dans lequel les questions économiques sont régulées par le marché, et non par un décret gouvernemental. Cette affirmation mérite une explication plus approfondie, mais ce n'est pas le lieu. Permettez-moi simplement de dire que pratiquement tous les pays du monde d'aujourd'hui suivent le modèle fasciste établi par Benito Mussolini - où, bien que les moyens de production et les biens de consommation appartiennent à des particuliers, tout est contrôlé par l'État. En tant que système, il est beaucoup plus logique que le communisme ou le socialisme, mais pas autant que le capitalisme. Parce qu'il permet la propriété privée, il est souvent confondu et assimilé au capitalisme.

L'homme international : Vous avez déjà qualifié les économistes traditionnels de "devins des temps modernes".

Vous avez dit qu'ils sont "des sorciers qui ont convaincu tout le monde qu'ils sont des neurochirurgiens".

Pouvez-vous développer ?

Doug Casey : Ce qui passe pour de l'économie aujourd'hui n'est pas de la science ; cela ressemble plus à une religion, où le dogme est transmis d'en haut. Les économistes écrivent des articles abscons qui sont utilisés pour inciter le gouvernement à "intervenir" et à "en faire plus". Les économistes sont en fait devenus une sorte de prêtre séculier qui interprète les doctrines de divers prophètes. Le prophète dominant du siècle dernier a été JM Keynes.

Mélanger la religion avec le gouvernement est toujours dangereux. Des masses de personnes doivent généralement être sacrifiées pour que l'idée de magie de quelqu'un se réalise.

International Man : Il semble que les économistes de l'establishment ne sont rien de plus que des apologistes du gouvernement et des ingénieurs sociaux surpayés.

Ils utilisent des modèles mathématiques complexes mais non pertinents pour aider les politiciens à démontrer leur nécessité pour la société. Ils aident les politiciens à s'emparer de plus de pouvoir, ce qui ne fait qu'aider le gouvernement à se développer.

Cela me fait penser à Frédéric Bastiat, le grand économiste français du marché libre, qui a dit un jour :

"Lorsque le pillage devient un mode de vie pour un groupe d'hommes dans une société, ils se créent au fil du temps un système juridique qui l'autorise et un code moral qui le glorifie."

Quel est votre avis ?

Doug Casey : Un exemple de cela est la Réserve fédérale. Au départ, elle n'était guère plus qu'une chambre de compensation formalisée pour les banques, destinée à les aider à traiter les transactions et à organiser le colmatage des accès temporaires d'illiquidité.

Elle ne semblait pas trop dangereuse au départ, mais elle s'est transformée en la partie la plus dangereuse et la plus puissante du gouvernement américain. Les recettes fiscales ne constituent plus qu'environ la moitié de ce que le gouvernement américain dépense. Le reste est essentiellement de l'argent imprimé facilité par la Fed. En substance, les obligations du gouvernement américain sont vendues à la Fed, qui dépose ensuite des dollars sur les comptes du gouvernement américain dans les banques commerciales. La Fed est théoriquement indépendante du gouvernement américain, mais à ce stade, ils sont unis comme des jumeaux siamois.

International Man : Comment le citoyen moyen peut-il s'y retrouver pour avoir une idée précise de ce qui se passe réellement dans l'économie ?

Doug Casey : Vous devez vous éduquer <Vous instruire ? Vous **informer objectivement** ?>. Et par là, je ne veux pas dire que vous devez consacrer quatre ans de votre temps et quelques centaines de milliers de dollars à fréquenter une université pour être endoctriné. Prenez une certaine responsabilité individuelle.

S'éduquer soi-même revient à lire et à appliquer un esprit critique à ce que vous lisez. Ce qui signifie poser des questions et insister sur les explications logiques. Par où commencer ? À mon avis, le meilleur livre que vous puissiez lire sur l'économie est *Economics in One Lesson* de **Henry Hazlitt** <qui a été traduit en français>. Il ne fait qu'environ 150 pages, et c'est un véritable bijou. Tout le monde devrait le lire.

Après cela, c'est juste une question d'intérêt et de profondeur. Tout ce qui est écrit par **Murray Rothbard**, **Thomas Sowell** ou **Walter Block** est sur la liste. Ce sont tous des auteurs solides, clairs et convaincants. Je pense que vous trouverez les ouvrages de Larry Summers, Paul Krugman ou Joseph Stiglitz peu utiles pour comprendre comment le monde fonctionne. Ce ne sont que des célébrités. Je trouve Ludwig von Mises trop dense. C'est comme si un universitaire allemand - ce qu'il était, bien sûr - écrivait pour d'autres universitaires. Ses pensées sont grandes, mais la présentation est difficile à absorber. Commencez par **Mises Made Easier** de **Percy Greaves**.

 [RETOUR](#) 

.Une nouvelle arme financière braquée sur vous

rédigé par [Henry Bonner & Simone Wapler](#) 9 décembre 2021

Quel est le lien entre un plan élaboré pendant la Grande Dépression et les prochains Jeux olympiques d'hiver à Pékin ? Dans les deux cas, les autorités cherchent à encore plus centraliser la création monétaire.



Nous avons un **ennemi** qui possède une supériorité écrasante. Il dicte les règles de la bataille !

Cet ennemi élabore une nouvelle arme. Une arme qui ferait qu'il deviendrait presque impossible de nous protéger. Il s'agit de nouvelles **devises digitales** émises par les gouvernements.

Dans un avenir proche, les banquiers centraux vous offriront un compte numérique très « pratique ». Ce pourrait être un moyen de vous distribuer directement de l'argent : allocations de Sécurité sociale, chèques de soutien à la consommation, tickets alimentaires ou bons d'essence, par exemple.

Ce compte numérique serait vu d'un bon œil par la plupart des gens. Bon marché, efficace... Ils en verraient seulement les avantages : plus d'argent provenant directement de la banque centrale !

Ce compte pourrait par ailleurs être exigé pour effectuer toutes les transactions avec l'État, que ce soit pour payer ses impôts ou percevoir un remboursement.

Une arme à la hauteur des projets

Songez, par exemple, à la portée du programme européen de lutte contre le changement climatique annoncé par Christine Lagarde en juillet 2021.

On pourrait très bien concevoir que chacun ait un compte en monnaie numérique pour orienter les « bons » comportements : acheter une voiture électrique, s'équiper en panneaux solaires, etc. A l'inverse, les mauvais comportements comme consommer trop de diesel, d'essence ou de gaz, voire réparer une chaudière à gaz ou au fuel, feraient l'objet de surfacturation.

Un tel système permettrait aux gouvernements d'exploiter un nouveau réservoir de taxes, simplement en prélevant l'argent sur ces comptes. Peut-être même n'aurions-nous plus besoin de déclarer nos revenus. L'administration fiscale ayant accès à toutes nos transactions, elle serait capable de déterminer très facilement ce que nous lui devons.

Et si les banques centrales voulaient « relancer » l'économie, elles pourraient imposer une pénalité sur l'argent détenu sur votre compte ou encore pourrait le transformer en « monnaie fondante » qui disparaîtrait si elle n'était pas utilisée dans un délai prescrit.

Un « plan de Chicago » pour l'ère moderne

Le « *plan de Chicago* » est un programme qui vise à prendre le contrôle du système monétaire américain.

Ce plan a été conçu en 1933, durant la Grande Dépression. Le mémorandum était signé de sept professeurs de l'université de Chicago, d'où son nom. Il prévoyait un système dans lequel la création monétaire deviendrait le monopole du gouvernement fédéral.

Les ministères clés créaient de l'argent par leurs dépenses (déficits) selon des priorités définies par les politiciens élus.

Certains éléments de ce plan furent adoptés par Roosevelt. D'autres, les plus radicaux, furent abandonnés. Nixon endossa cependant la responsabilité de la mort du dollar adossé à l'or.

Le plan a été altéré depuis sa première formulation, et il est devenu encore plus dangereux pour la monnaie saine, les libertés individuelles et la confidentialité financière.

Aujourd'hui, les gouvernements du monde entier accélèrent leurs projets de devises numériques.

Selon le plan de Chicago initial, le gouvernement « dépenserait » de l'argent qui n'existe pas, éliminant les soucis de plafond de la dette ou de devoir emprunter. Ainsi, la Banque centrale européenne dépenserait directement – en les créant – les 780 Mds€ pour le plan de relance européen pompeusement baptisé *Next Generation EU*... sans avoir à lever les fonds comme devrait le faire n'importe quelle autre entreprise ou institution.

Le plan de Chicago était conçu pour bétonner le monopole de la création monétaire par le gouvernement. Seuls les billets et pièces émis par le gouvernement avaient cours légal et pouvaient être utilisés dans les transactions courantes.

Ce n'était pas une coïncidence si la détention privée d'or fut légalement interdite en 1933 par un décret de Roosevelt. Toute forme de concurrence monétaire sapait la puissance du gouvernement et l'efficacité de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

Quand la monnaie est la source du pouvoir politique et des privilèges, elle ne souffre pas de concurrence.

En définitive, Roosevelt n'adopta pas le plan de Chicago dans son intégralité. Le gouvernement se concentra sur de nouvelles émissions de dettes et de nouvelles dépenses (politique fiscale) pour sortir de la Grande Dépression. Le plan fut mis au placard. Jusqu'à maintenant.

Les cobayes chinois de la monnaie numérique de banque centrale

Les quatorzièmes jeux nationaux de la Chine se sont déroulés en septembre à Xi'an, capitale de la province de Shaanxi. Ce fut une répétition des Jeux olympiques d'hiver qui vont débiter en Chine en février 2022. Lors de ces deux événements, la monnaie numérique va jouer un rôle de premier plan.

La Chine a pu tester son « yuan numérique » à l'occasion des jeux de Shaanxi. Il ne s'agissait, pour l'instant, que de paiements sans espèces et d'argent crédité directement sur téléphone mobile.

Tout cela fait partie d'un plan. La banque centrale chinoise, la BPC, a publié un livre blanc au mois de juillet à propos de son yuan numérique. C'est le premier test important de monnaie numérique émise par un gouvernement.

Sentant la menace, trois sénateurs américains ont adressé une lettre au Comité olympique des Etats-Unis, pressant ce dernier d'interdire aux athlètes américains et aux visiteurs d'utiliser cette devise durant les jeux de Pékin.

Selon eux, la Chine emploie déjà de nouvelles technologies ou des technologies émergentes telles que WeChat pour « surveiller, menacer et arrêter des citoyens chinois ».

Quand la monnaie devient l'espion du gouvernement

Il s'agit d'utiliser la monnaie comme moyen de surveillance. Cette monnaie digitale chargée sur votre téléphone est de l'argent qui signale aux autorités ce que vous faites.

La technologie – surtout la monnaie numérique émise par les gouvernements et disponible sur votre téléphone – rend possible un niveau de centralisation, de surveillance et de contrôle dont Marx et Lénine n'avaient même pas rêvé...

La Chine pave la voie, exactement comme elle l'a fait avec les confinements au début de l'épidémie de Covid. Pensez-vous vraiment que les planificateurs fédéraux américains ou bruxellois ne suivront pas ce même chemin ?

Le contrôle de la monnaie leur donnera toujours plus de pouvoir.



.Le gambit de Xi : La Chine à la croisée des chemins

Charles Hugh Smith Jeudi, 09 Décembre, 2021

of two minds.com 🇺🇸 charles hugh smith



Si la stratégie de Xi réussit, la Chine pourrait devenir un pôle d'attraction pour le capital mondial. Si le succès n'est que partiel ou temporaire, la Chine pourrait bien se débattre avec les excès structurels qui s'accumulent non seulement en Chine, mais aussi dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Comme nous l'avons noté ici le mois dernier, les caractères chinois qui composent le mot "crise" <危机> sont célèbres - et incorrectement - traduits par "danger" et "opportunité". La traduction la plus exacte est "précaire" plus "jonction" ou "point de changement". (Merci à Rick D. pour l'explication du terme "jonction".) La Chine se trouve à un moment critique de son histoire, car les fondements de sa croissance - exportations mercantiles et développement immobilier - ont atteint des rendements décroissants.

Une grande partie de ce qui est écrit sur la Chine part d'une position idéologique pro-Chine ou anti-Chine. Le récit sélectionne tout ce qui soutient le point de départ présélectionné, puis revendique une objectivité et une autorité factices pour masquer la partialité.

Gordon Long et moi-même adoptons une perspective financière dans notre vidéo XI's GAMBIT : A Bridge Too Far ? (41 minutes). L'idéologie est une bonne chose, mais les économies sont des systèmes qui doivent fonctionner

dans le monde réel pour être durables à long terme. Toutes les ambitions géopolitiques reposent sur les fondations de l'économie nationale et de l'ordre social. Si ceux-ci vacillent, les ambitions géopolitiques tombent en poussière.

Toutes les économies dépendent

- 1) des ressources du monde réel,
- 2) du coût d'extraction et de transport de ces ressources,
- 3) des contraintes systémiques (chaînes d'approvisionnement, service de la dette, etc.) et
- 4) des conditions initiales du système, c'est-à-dire des conditions politiques et financières établies au début du système.

Toutes les économies subissent également l'impact des conditions sociales, par exemple, les conséquences de la montée en flèche des inégalités de richesse/revenu.

L'extraordinaire croissance de la Chine a eu quatre moteurs principaux :

1. **Les exportations** mercantiles, c'est-à-dire les industries conçues pour l'exportation par des politiques mercantiles telles que l'arrimage de la monnaie chinoise au dollar américain.
2. **La promotion immobilière**, dans laquelle les gouvernements locaux vendent des droits de développement à des promoteurs du secteur privé et ces derniers construisent des millions d'appartements (généralement dans des immeubles de grande hauteur) qui sont vendus aux ménages.
3. **Les projets d'infrastructure** tels que les systèmes de métro, les barrages, les autoroutes, les trains à grande vitesse, les aéroports, les stades de sport, etc.
4. **La dette**, qui s'est développée dans tous les secteurs : public, privé, entreprises et shadow banking/gestion de patrimoine.

Le problème, c'est que ces quatre secteurs connaissent des rendements décroissants qui mènent au malinvestissement (c'est-à-dire à de l'argent qui aurait pu être mieux dépensé ailleurs) et à la fragilité systémique.

Avec l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et de la production en Chine, des concurrents moins chers sont apparus, ce qui a eu un impact sur les exportations. (Des graphiques sont inclus dans la vidéo).

Le développement immobilier génère une fragilité systémique en raison des conditions initiales établies aux premiers jours de l'ouverture de l'économie chinoise : tous les terrains appartiennent à l'État central, mais les baux (droits de développement) sont vendus par les gouvernements locaux.

La particularité de la Chine est que ces droits de développement sont la principale source de revenus des gouvernements locaux, les impôts fonciers étant négligeables. En d'autres termes, si le développement cesse, les collectivités locales perdent la principale source de revenus dont elles ont besoin pour fonctionner.

La valeur des biens immobiliers reste élevée car la demande d'appartements d'investissement a été favorable. Pour des raisons financières et culturelles, l'immobilier est fortement privilégié en tant que forme d'épargne et d'investissement. Comme les appartements habités n'ont pas la même valeur que les appartements neufs ou jamais habités, la plupart des appartements d'investissement ne sont pas loués ; ils restent vides.

Si les familles de la classe moyenne supérieure possèdent déjà deux ou trois appartements d'investissement vides, le prix (des centaines de milliers de dollars dans les villes de niveau supérieur) est hors de portée des travailleurs typiques et des populations rurales.

En effet, l'énorme secteur de la promotion immobilière dépend des ménages de la classe moyenne supérieure qui

achètent des troisième, quatrième et cinquième appartements d'investissement, car la majorité des travailleurs moyens ne peuvent pas se permettre d'acheter un appartement. Pour qu'un travailleur moyen puisse acheter un appartement, il faut rassembler toute la richesse de la famille et contracter d'énormes dettes, souvent dans le système bancaire parallèle non réglementé.

Les perspectives de mariage des jeunes hommes qui ne peuvent pas acheter un appartement diminuent considérablement, et il y a donc une pression énorme sur les individus et les familles pour qu'ils risquent tout leur patrimoine et hypothèquent leur avenir pour acheter un appartement.

La plupart des infrastructures ont déjà été construites, de sorte que les nouveaux projets n'offrent qu'une utilité marginale. Le nouvel aéroport, la nouvelle gare ou le nouveau centre commercial sont le plus souvent vides, la nouvelle installation sportive est rarement utilisée, etc. Une fois que l'infrastructure à haute utilité a été construite, la construction de "**ponts vers nulle part**" crée des emplois temporaires mais n'ajoute rien ou presque à la productivité ou au bien-être.

La dette est une autre dynamique qui donne des résultats positifs au début, mais qui finit par devenir une source de fragilité systémique si elle continue à s'étendre pour servir les malinvestissements et la spéculation. Un mot résume tout cela : EverGrande.

Tout comme aux États-Unis, des acteurs politiquement puissants et "trop gros pour faire faillite" en Chine ont été renfloués par le gouvernement central, ce qui a généré un aléa moral : la déconnexion du risque et des conséquences. Ces renflouements par la banque centrale et l'État de promoteurs hautement endettés ont encouragé les acteurs à des niveaux extrêmes d'endettement, de risque et de dette qui constituent désormais une menace systémique pour le système financier chinois et la confiance du public.

Nous avons vu où mènent le malinvestissement, l'aléa moral, le déclin des exportations, l'explosion de la dette, la dépendance au développement et les "ponts vers nulle part" : à des décennies de stagnation et de dépression sociale, comme dans le cas du Japon d'aujourd'hui, qui n'a pas réussi à faire la transition entre une économie dépendante des exportations et du développement qui a fonctionné brillamment pendant trois décennies (1955 à 1985), mais qui a ensuite généré une bulle spéculative qui a éclaté en 1989 avec des conséquences dévastatrices.

Le président Xi doit favoriser (ou forcer) une transition vers de nouveaux moteurs de croissance plus durables, sinon la Chine glissera sur le chemin de la stagnation et des bulles spéculatives qui éclatent. Xi doit également s'attaquer à une autre source de fragilité systémique, à savoir la montée en flèche de l'inégalité des richesses, qui détourne la part du lion des revenus et des richesses vers une mince tranche des super-riches, tandis que le pouvoir d'achat des salaires des travailleurs stagne.

Si le pouvoir d'achat des salaires stagne, vous pouvez dire adieu à votre économie de consommation. Oui, la montée en flèche de la dette peut générer une brève poussée de la demande, mais elle n'est ni durable ni productive. Les salaires augmentent grâce à des investissements prudents qui accroissent la productivité de la main-d'œuvre et de l'économie, et non grâce à la construction d'appartements vides (Chine) ou à la spéculation sur des actions mêmes (États-Unis).

L'ironie de la rivalité entre la Chine et les États-Unis réside dans le fait que les deux pays partagent les mêmes problèmes : la dépendance à l'égard de systèmes qui n'améliorent plus la productivité, la montée en flèche des inégalités de richesse, le désinvestissement massif, la fragilité systémique croissante, l'augmentation des coûts, les bulles spéculatives sans précédent et une élite parasitaire sclérosée et intéressée qui résiste aux réformes indispensables.

Le président Xi a l'occasion de relever ces défis systémiques. On ne sait pas s'il y parviendra ou non ; par exemple, sa proposition d'instaurer un impôt sur la propriété - une transition politique judicieuse - s'est immédiatement heurtée à une énorme résistance du statu quo des promoteurs privés et des fonctionnaires locaux.

Gordon Long et moi discutons des défis et des opportunités de Xi dans ce moment précaire de l'histoire. Si la manœuvre de Xi réussit, la Chine pourrait devenir un aimant pour le capital mondial. Si le succès n'est que partiel ou temporaire, la Chine pourrait bien avoir du mal à faire face aux excès structurels qui s'accumulent non seulement en Chine mais dans l'ensemble de l'économie mondiale.

 **RETOUR** 

.Net zéro d'ici 2050 ? Voici ce qu'il faut faire pour y arriver

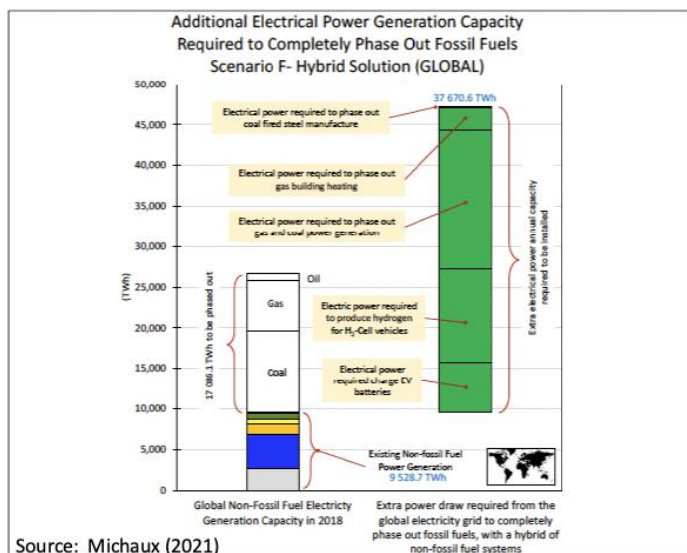
par Chris MacIntosh 10 décembre 2021

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Voici ce que conclut une étude raisonnablement objective de la Commission géologique de Finlande sur la quantité d'électricité qu'il faudra produire pour mettre à la retraite le gaz naturel et le charbon...

La réponse : une quantité monstrueuse !



Mais vous avez besoin de **batteries** pour fournir de l'énergie lorsque le soleil ne brille pas et que le vent ne souffle pas. Voici une indication de la quantité de matériaux nécessaires pour produire toutes ces batteries :

Metal	2018 Annual Production (Mt of Tonnes)	Mass of metal needed for storage necessary for a renewables powered grid and to replace the current automobile fleet with EVs (Mt of Tonnes)	Years of Production at 2018 Capacity required to replace automobile fleet with EVs and install necessary grid level storage of a renewables powered grid (Mt of Tonnes)	% of Global Reserves needed
Copper	21.0	472	22	57%
Nickel	2.9	422	144	474%
Cobalt	0.1	78	588	1126%
Lithium	0.1	60	706	419%
Graphite	0.9	632	698	204%

Source: Mass of Capital estimates based on the tonnes of batteries needed to electrify the grid as presented in Assessment of the Extra Capacity Required of Alternative Energy Electrical Power Systems to Completely Replace Fossil Fuel; primary Mass of Capital assumption was that the metal content of utility scale batteries was the same as EV batteries. This assumption is not without flaws but also is unlikely to produce results that are several multiples off the mark.

Source: Assessment of the Extra Capacity Required of Alternative Energy Electrical Power Systems to Completely Replace Fossil Fuel, Geological Survey of Finland

Nous ne retiendrons pas ces estimations contre l'auteur car de nombreuses variables entrent en jeu. **Mais vous comprenez l'essentiel : il n'y a pas assez de matériaux sur la planète pour réaliser ce rêve. C'est un grand délire absurde !**

Nous ne devrions pas nous inquiéter de l'élimination progressive du gaz naturel et du charbon pour le moment.

Le Net Zero n'est qu'un simple signal de vertu

Qu'est-ce qu'un signal de vertu ? Une forme de grandiloquence morale dans laquelle un point de vue ou une réponse est calculée pour "paraître bonne", faisant ainsi apparaître l'objet ou l'intervenant(e) comme vertueux(se) aux yeux des autres, plutôt que d'être choisie parce qu'il(ou elle) est strictement honnête.

Le récit de 2050 net zéro est un signal de vertu dans son sens le plus pur. Voici un petit extrait du récent rapport de **Kopernik Global Investors** :

"Il semble que pratiquement tout le monde, des villes aux pays en passant par les entreprises, se fixe des objectifs pour atteindre des émissions "nettes zéro". Plus de 3 000 entreprises et pays représentant 89 % des émissions mondiales se sont "engagés" à atteindre l'objectif de zéro émission nette.

Nous mettons le mot "engagé" entre guillemets car cet engagement peut avoir des significations très différentes selon les personnes. Même les Émirats arabes unis se sont récemment engagés à atteindre l'objectif "zéro émission" en 2050, mais pas avant d'avoir augmenté leur production de pétrole et de gaz de 20 %. Laissez-moi être vert... mais pas encore.

Il est facile de faire une promesse que quelqu'un d'autre devra tenir dans 30 ans. C'est pourquoi pratiquement tout le monde le fait. Ce sont des vertus à faible barrière à l'entrée. Si tout le monde peut le faire, cela ne peut pas être si difficile. Malheureusement, le problème est beaucoup plus difficile à résoudre, et on pourrait même dire qu'il est presque impossible.

On peut imaginer qu'en regardant les gros titres, on puisse penser que le pétrole et le gaz vont bientôt disparaître. Pratiquement tous les journaux, magazines et services d'information publient quotidiennement des articles sur le changement climatique et la nécessaire transition énergétique. Quiconque dispose d'un terminal Bloomberg est soumis à un flot ininterrompu d'articles faisant du prosélytisme pour la nouvelle économie énergétique. La plupart d'entre eux traitent le sujet comme un fait accompli, c'est-à-dire que si cela doit se faire, cela se fera.

Le problème, c'est que cela conduit à partir d'une conclusion et à construire des modèles et des prévisions sur la façon dont cela doit se produire, sans tenir compte de l'improbabilité ou de la difficulté que cela peut représenter."

Ah, quelle poésie !

Appelez-nous en 2050, et nous verrons ce que sont les opinions. D'ici à 2030, après que l'inflation aura déchiré la vie des gens, nous sommes prêts à parier que l'appétit pour cette absurdité aura disparu. Les agriculteurs auront arraché la muselière de ces stupides rots de vache (pour nous sauver du changement climatique), et tous ceux qui défendent une telle idiotie seront traités avec le mépris et le dédain qu'ils ont toujours mérités.

Jusque-là... eh bien, nous avons un marché haussier de l'inflation à gérer.



👉 **RETOUR** 👈

.Si seulement nous pouvions vivre dans le Metaverse

Bill Bonner | 8 déc. 2021 | Journal de Bill Bonner



Nous vivons tous dans un sous-marin jaune
Sous-marin jaune, sous-marin jaune
Nous vivons tous dans un sous-marin jaune
Yellow submarine, yellow submarine

- "Yellow Submarine" par **les Beatles**

YOUGHAL, IRLANDE - Une tempête est passée sur l'Irlande hier. L'électricité a été coupée. Des arbres sont tombés. Le toit d'un vieux hangar s'est envolé.

Oh... si seulement nous pouvions vivre dans le Metaverse... où les seules choses qui arrivent sont celles que nous voulons qu'elles arrivent. Si seulement on savait où le trouver !

Ici, sur la planète Terre, la vie continue. Et avec tant d'heures... tant de ressources... tant de puissance cérébrale

et de capital appliqués au monde de la fantaisie, il n'est pas surprenant que le monde réel se sente un peu négligé.

Voici les dernières nouvelles de Breitbart :

La productivité s'effondre plus que prévu

La productivité des travailleurs américains au troisième trimestre 2021 a chuté à un taux de 5,2 %, a déclaré mardi le ministère du Travail.

Les économistes avaient prévu que la productivité diminuerait de 4,9 %.

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont augmenté à un taux annuel de 9,6 % au troisième trimestre de 2021, reflétant une augmentation de 3,9 % de la rémunération horaire et le déclin de la productivité.

C'est plus que prévu. Les analystes interrogés par Econoday avaient prévu une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre de 8,3 %...

Voyons voir... des coûts de main-d'œuvre plus élevés... moins de production de main-d'œuvre. C'est une formule pour le succès, ou quoi ?

Le monde imaginaire

Mais dans le monde imaginaire, les actifs prennent de plus en plus de valeur... même s'ils ne produisent pas plus de richesse...

...les maisons augmentent tellement que vous pouvez "retirer" une partie de leur valeur, sans renoncer à l'espace au sol...

... les monnaies "crypto"... les actions de mêmes... les NFT... et les entreprises qui perdent de l'argent peuvent vous rendre riche - même sans ventes, bénéfices, biens ou services, employés, compétences ou factures d'impôts.

Qu'est-ce qui, dans le monde réel, peut rivaliser avec cela ?

Oui, nous vivons tous dans un sous-marin jaune maintenant... dans le calme profond du cosmos métaversien.

Mais d'où vient-il ?

Le coût réel du crédit bon marché

Une supposition éclairée : d'une inondation de liquidités de la Réserve fédérale, qui a soutenu tout ce qui n'était pas fermement attaché au monde réel.

Au cours des dix dernières années, les orteils de presque personne n'ont pu toucher le fond.

Même avant le sauvetage de Wall Street en 2008-2009, les taux d'intérêt avaient été falsifiés par la Fed pendant de nombreuses années. Le crédit bon marché a provoqué une bulle sur le marché de l'immobilier qui a fini par coûter leur maison à près de 10 millions de propriétaires américains.

Les prêteurs de Wall Street, cependant, s'en sont tirés à bon compte. Ils auraient dû assumer leurs pertes (ils ont

prêté beaucoup trop d'argent avec beaucoup trop peu de garanties). Et le marché boursier aurait dû retrouver une base solide, mais à un niveau beaucoup plus bas.

Au lieu de cela, la Fed a baissé les taux d'intérêt encore plus... et l'eau est devenue plus profonde.

Aujourd'hui, le taux des fonds fédéraux est de 0,08% (essentiellement zéro)... et l'inflation est de 6,2%.

En d'autres termes, la Fed prête aux banques membres à un taux de MOINS 6 %. Et selon nos calculs du mois dernier, pour devancer l'inflation - comme Paul Volcker l'a fait en 1980 - la Fed devrait augmenter son taux des fonds à presque 10%.

Cela n'arrivera pas.

Fantaisie éphémère

Pendant ce temps, le crédit le plus important au monde, l'obligation américaine à 10 ans, se négocie à un rendement nominal de 1,4 %. Mais soustrayez le taux d'inflation actuel - 6,2 % - et vous voyez que le rendement réel est de MOINS 4,8 %.

Et maintenant, après avoir prêté de l'argent pendant des années à des rendements inférieurs à l'inflation, faut-il s'étonner que les gens se retirent au pays des rêves... un sous-marin naviguant tranquillement sous les vagues tumultueuses ?

C'est un endroit où le temps s'est arrêté... et où l'avenir ne présente aucun risque.

Vous ne vieillirez pas.

Aucune tempête n'éclatera.

Personne ne sera abattu ou ne mourra de la variante omicron.

Oui, c'est un monde imaginaire. Un monde qui existe... mais seulement comme une aberration fugace.

La bulle est-elle en train de se dégonfler ?

Et qu'est-ce que c'est ?

SoftBank, la société japonaise qui a financé de nombreuses start-ups fantaisistes, a perdu près de 16% la semaine dernière. Ark Invest de Cathie Wood, qui a investi tant d'argent dans ces entreprises, a perdu à peu près la même chose.

Et le bitcoin... la monnaie du nouveau royaume de la fantaisie... a perdu un quart de sa valeur maximale le mois dernier.

Combien de temps avant que les fantaisistes aient besoin de reprendre leur souffle ?



La plus forte chute depuis 60 ans

Brian Maher 8 décembre 2021



The Daily Reckoning, 27 juin 2019 :

"Compte tenu de la capacité limitée du service de la dette en cours... la croissance économique future, si nous voulons l'avoir, devra reposer en grande partie sur des gains de productivité."

CNBC, 7 décembre 2021 :

"La productivité du travail a chuté au rythme le plus rapide depuis plus de 60 ans au troisième trimestre, selon un rapport du ministère du Travail publié mardi."

C'est vrai, les désordres de la chaîne logistique ont joué le diable avec le fonctionnement économique. Tout aussi vrai, le virus a fait son œuvre.

Pourtant, les économistes nous avaient promis une croissance économique galopante pour 2021 après les tumultes de 2020. Les tumultes continuent néanmoins.

Quand vont-ils se dissiper ? Nous n'avons pas encore trouvé de réponse plausible.

Des milliers de milliards de dettes supplémentaires

En attendant, les niveaux d'endettement ont atteint des sommets impossibles à atteindre depuis le 27 juin 2019. Le virus et les délires monétaires et fiscaux qui en découlent étaient encore à un an de distance.

Le gouvernement des États-Unis a accumulé 6 000 milliards de dollars de dettes supplémentaires dans l'intervalle.

Aujourd'hui, **la dette nationale dépasse les 29 000 milliards de dollars.**

Au quatrième trimestre 2019, **le ratio dette/PIB** des États-Unis s'élevait à 106 %, ce qui n'est pas négligeable.

Au cours du trimestre actuel de 2021, ce même ratio s'élève à **125 %.**

La dette privée représentait 218 % du PIB en 2019. En 2020, la dette privée représentait 235 % du PIB.

Nous manquons de données pour 2021, mais nous ne risquons pas de réduire significativement ce chiffre.

Et maintenant, nous apprenons que la productivité plonge au rythme le plus vertigineux depuis plus de 60 ans.

Productivité = croissance

La croissance de la productivité a transformé les États-Unis, d'un petit pays aux dents longues, en un mastodonte mondial, un colosse économique qui domine le monde.

Michael Lebowitz de Real Investment Advice :

"La croissance de la productivité au cours des plus de 350 dernières années est ce qui a permis à l'Amérique de passer d'un avant-poste colonial à la puissance économique la plus grande et la plus prospère du monde."

La croissance de la productivité a été en moyenne de 4 à 6 % pendant les 30 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale.

Mais la productivité moyenne a languì entre 0 et 2 % depuis 1980.

Entre-temps, la productivité du travail a connu une croissance annuelle moyenne de 3,2 % de la Seconde Guerre mondiale à la fin du XXe siècle.

Et depuis 2011 ? A peine 0,7 %.

Même la Federal Reserve Bank of San Francisco regarde le problème droit dans les yeux :

Les estimations suggèrent que le nouveau rythme normal de la croissance du PIB américain reste de 1,5 à 1,75 %, sensiblement plus lent que le rythme typique depuis la Seconde Guerre mondiale....

La productivité constitue un défi plus important. Pour atteindre une croissance du PIB constamment supérieure à 1,75 %, il faudra une croissance de la productivité beaucoup plus rapide que celle que les États-Unis ont généralement connue depuis les années 1970.

L'or et la productivité

Qu'est-ce qui pourrait expliquer la baisse de la croissance de la productivité aux États-Unis ?

Nous avons déjà évoqué une possibilité : Il suffit de penser à Nixon qui a claqué la porte de l'or en 1971.

L'étalon-or, bien qu'il s'agisse d'une triste caricature d'étalon-or à ses derniers jours, a néanmoins permis de faire respecter une certaine honnêteté.

Une nation gaspilleuse qui consommait plus qu'elle ne produisait finissait par épuiser ses stocks d'or.

Le dollar fiduciaire, le dollar non adossé, a levé la sanction. Il pouvait entrer des choses sans envoyer d'or.

Une Réserve fédérale libérée a finalement frappé ses chaînes d'or... a étendu ses filets... et a piégé la nation dans la dette.

En 1970 - l'année avant que Nixon ne coupe la dernière attache du dollar à l'or - la dette publique s'élevait à 371 milliards de dollars. Ou en dollars d'aujourd'hui, quelque 2,6 trillions de dollars.

La dette publique américaine dépasse aujourd'hui 29 000 milliards de dollars... et approche rapidement les 30 000 milliards de dollars. Lebowitz :

La stagnation de la croissance de la productivité a commencé au début des années 1970. Pour être

précis, c'était le résultat, en partie, de la suppression de l'étalon-or et de la liberté qui en a résulté pour la Fed de favoriser l'endettement... au cours des 30 dernières années, l'économie a compté davantage sur la croissance de la dette et moins sur la productivité pour générer l'activité économique.

"Malheureusement, la productivité exige du travail, du temps et des sacrifices", ajoute-t-il.

La financiarisation de l'Amérique

Pourtant, l'économie américaine naissante a abandonné le labeur pénible de l'usine et de l'établi.... pour se lancer à la conquête de Wall Street.

Elle est partie à la recherche de l'argent rapide - l'argent facile. La financiarisation de l'économie américaine était en cours.

De 10 % du PIB en 1970, l'industrie financière est passée à 20 % du PIB en 2010... comme les mauvaises herbes qui poussent dans une usine abandonnée.

Et comme les mauvaises herbes étouffent un jardin fleuri, la finance étouffe la floraison du travail...

Les 90 % des Américains les moins bien rémunérés ont progressé régulièrement du début des années 1940 au début des années 1970.

Mais ils ont reculé depuis lors - ou se sont maintenus au mieux. En revanche, les 1 % de personnes gagnant le plus d'argent...

De 1920 au début des années 1970, ils ont perdu du terrain par rapport aux 90 % inférieurs.

Mais à partir de 1980 environ, ils ont fait un bond en avant... et ont commencé à montrer à la société leur poussière.

Bon ou mauvais ?

Mais peut-être pouvons-nous déclarer que la course est nulle.

La perte du travail est simplement le gain du capital. L'économie dans son ensemble en sort égale. L'argent a simplement changé de poche.

Peut-être même que la transaction profite à l'économie. Le capital pourrait en tirer un usage plus productif que le travail.

Mais l'économie américaine a-t-elle bénéficié de la financiarisation ?

Une économie financiarisée exige un crédit en perpétuelle expansion - la dette - pour que le spectacle continue.

Le service de cette dette absorbe une part croissante des revenus de la société. Il en reste donc moins pour épargner... et pour investir dans des actifs productifs. La spéculation s'emballe.

Les économistes Gerald Epstein et Juan Antonio Montecino ont étudié les chiffres. Ces chiffres révèlent que **la financiarisation est - en fait - économiquement destructive.**

Une hémorragie de 22,7 trillions de dollars

Depuis 1990... ces messieurs concluent que le secteur financier a drainé des trillions et des trillions de dollars de l'économie américaine :

Combien ce système financier défectueux a-t-il coûté à l'économie américaine ?... Nous estimons ces coûts en analysant trois composantes : (1) les rentes, ou bénéfices excessifs ; (2) les coûts de mauvaise allocation, ou le prix du détournement des ressources des activités non financières ; et (3) les coûts de crise, c'est-à-dire le coût de la crise financière de 2008. En les additionnant, nous estimons que le système financier imposera un coût excédentaire de 22 700 milliards de dollars entre 1990 et 2023, faisant de la finance sous sa forme actuelle un frein net à l'économie américaine.

Les 22 700 milliards de dollars dépassent le PIB de 2020 de près de 2 000 milliards de dollars. 2020 a été une année de sauterelles, mais la thèse centrale demeure :

La financiarisation représente un vaste gâchis économique.

Pourtant, ces messieurs ont fixé leur chiffre de 22 700 milliards de dollars avant la pandémie. Nous n'avons vu aucune mise à jour. Mais nous risquons qu'il s'agisse d'une énormité encore plus grande.

Mais la Réserve fédérale doit continuer à faire tourner le spectacle en augmentant encore la dette - sinon le rideau tombe et les lumières s'éteignent.

C'est un cycle épouvantable. Finalement, il laisse les armoires vides. Il laisse l'avenir vide.

Des rendements négatifs cumulés

La croissance économique annuelle réelle moyenne depuis 2009 s'élève à environ 2,2 %.

Comparez les 2,2 % de la dernière décennie avec la tendance plus large de 3,22 % depuis 1980.

Un point de pourcentage peut sembler une bagatelle. Et d'une année à l'autre, c'est une bagatelle. Pourtant, année après année, ce n'est pas le cas.

Jim Rickards calcule que les États-Unis seraient plus riches de 4 000 milliards de dollars - si la tendance de 3,22 % s'était maintenue au cours de la dernière décennie.

Sur 30, 50, 60 ans... Jim conclut que la nation serait deux fois plus riche au cours d'une vie.

La productivité est probablement le seul moyen de s'enrichir. Et la productivité vient de plonger à son plus bas niveau en 60 ans...



.Les SPACs promettent aux investisseurs de l'argent rapide, mais pas grand-chose d'autre

Bill Bonner | Dec 9, 2021 | Le journal de Bill Bonner

LA CHRONIQUE AGORA
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME - HERBIEU NOTAT



L'entreprise de médias sociaux inexistante a choisi un cadre non technologique et non médiatique pour diriger ses opérations inexistantes.

C'est ce que rapporte CNET :

Le représentant républicain Devin Nunes va quitter le Congrès pour diriger l'entreprise de médias de Trump.

Le républicain californien a été l'un des plus ardents défenseurs de l'ancien président.

Nous partons du principe, ici au Journal, que c'est l'argent réel qui nous permet de garder les mains sur le volant et les pieds sur terre. Nous en voulons. Et nous l'obtenons en fournissant des biens et des services aux autres.

C'est pourquoi une économie "capitaliste" est tellement plus productive, prospère et polie qu'une économie "socialiste". La "main cachée", comme l'appelait l'économiste du XVIII^e siècle Adam Smith, guide les gens pour qu'ils augmentent la richesse des autres ainsi que la leur.

Mais remplacez l'argent réel par de l'argent fictif... et même un système capitaliste devient vite étourdi par la corruption, le mauvais investissement et le gaspillage.

Et remplacez un véritable entrepreneur ou un homme d'affaires par un "ardent partisan"... et... eh bien... les investisseurs feraient mieux de garder leur argent dans leur poche.

La touche Midas

Il est axiomatique, dans une économie de fausse monnaie, que le capital réel soit dilapidé dans des projets <gouvernementaux par exemple> qui ne produisent jamais de bénéfices (une augmentation de la richesse mondiale). Voici l'histoire de l'un d'entre eux.

Derrière elle se cache l'histoire remarquable d'un homme remarquable avec une carrière remarquable... et un nouveau plan remarquable *pour séparer les investisseurs de leur argent.*

Oui, nous parlons de Donald J. Trump, impresario, ancien président, artiste, promoteur... et qui sait quoi encore.

M. Trump (et quelques génies de Wall Street de mèche avec lui) a créé une SPAC (société d'acquisition à vocation spécifique), Digital World Acquisition Company (DWAC). Le seul objectif de cette société était d'acheter une société de médias, Trump Media and Technology Group, qu'ils avaient également créée.

Il n'y a rien de particulièrement remarquable dans une SPAC. Ce sont des personnes connues qui les créent. D'autres personnes investissent dans ces sociétés.

Ensuite, la SAVS est censée sortir dans le monde réel et acheter une vraie société... ce qui permet à la société acquise d'être cotée en bourse - sans toutes les complications habituelles d'une introduction en bourse - et de rapporter beaucoup d'argent aux investisseurs de la SAVS.

Du moins, c'est ainsi que les investisseurs pensent que cela fonctionne.

Dans ce cas, l'action de DWAC a grimpé en flèche lorsque l'opération d'achat du Trump Media and Technology Group a été annoncée - ce qui a entraîné un gain de près de 850 % pour les investisseurs en quelques jours.

Et ce n'est pas la première fois que de l'argent a été gagné ou perdu en associant le nom de Trump à une opération de longue haleine.

Créée par Trump lui-même, il y a eu la navette Trump... et l'université Trump. Et maintenant, d'autres se sont lancés dans l'aventure, avec une crypto Trump... et une crypto Baby Trump... et un autre jeton portant les mêmes initiales que la nouvelle société de "médias et technologie" de Trump, TMTG (curieusement nommée The Midas Touch Gold).

Un danger clair et présent

Votre rédacteur admet avoir une connaissance de première main du monde des SPAC. L'une des sociétés avec lesquelles il est associé a récemment conclu une transaction SPAC.

D'après notre expérience... et selon notre estimation cynique de la façon dont le monde fonctionne... il est peu probable que la plupart des transactions SPAC mènent à un succès commercial réel.

Les entreprises sont complexes. Les promoteurs de SPAC manquent généralement d'expérience ou de détermination pour les appréhender pleinement.

Ce que les organisateurs de SPAC ont, c'est un pot d'argent provenant des investisseurs... et une forte motivation pour le dépenser.

S'ils n'achètent rien, ils doivent rendre l'argent. Mais s'ils achètent quelque chose, ils obtiennent une partie de l'affaire et en sortent gagnants - que ça marche pour les investisseurs, ou pas.

Du point de vue des investisseurs, ce n'est pas une bonne configuration ; c'est une innovation de FantasyLand, qui encourage les organisateurs de SPAC à payer trop cher pour des entreprises qu'ils ne comprennent pas vraiment.

Et dans le cas de DWAC, il n'y avait rien qu'ils puissent comprendre. *L'entreprise n'existait pas.*

Oui, cher lecteur, les chances que la SPAC de Trump débouche sur une entreprise prospère ont chuté de façon spectaculaire lorsque la SPAC a ciblé Trump Media and Technology Group (TMTG), une autre entreprise de Trump qui est plus un vœu pieux qu'une réalité.

Il est déjà assez difficile de trouver une bonne entreprise à un bon prix, surtout avec autant de SPACs qui les recherchent. Une entreprise inexistante (qui n'a pas de ventes, pas de directeurs, pas de brevets, pas de bureaux, pas de bénéfices, pas de machine à café, pas de niche de marché, pas de marque, etc.) peut être facile à proposer... mais il est beaucoup moins probable qu'elle soit un jour rentable.

L'achat d'une entreprise inexistante fondée par les mêmes personnes qui ont créé le SPAC en premier lieu est également un danger clair et présent. En général, au moins le vendeur connaît son entreprise. Dans le cas présent, ni l'acheteur ni le vendeur n'ont la moindre idée de la manière de créer une entreprise de médias sociaux prospère.

Et puis, l'annonce d'hier - confier le projet à un hacker politique sans expérience ni de la technologie ni des médias, ni rien d'autre que l'élevage laitier (peut-être) et la chicane politique (sûrement) - condamne le projet.

Gain rapide d'argent

Nous pourrions également ajouter que "Truth Social", la plateforme de médias sociaux proposée par Trump, invite au ridicule ainsi qu'aux pertes.

Nous, les humains, n'avons qu'un faible aperçu de la vérité, rarement, lorsque le vent souffle dans la bonne direction et que nous venons de subir une perte écrasante et humiliante. **La vérité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, est bien plus que ce que nous pouvons supporter.**

Et maintenant... pour ajouter aux chances contre les investisseurs... les pros tournent en rond comme des vautours, prêts à nettoyer la carcasse.

Au cours du week-end, le nouveau groupe Trump a annoncé qu'il avait conclu un accord pour lever 1 milliard de dollars auprès de fonds spéculatifs et d'autres acteurs importants. L'accord donne à ces initiés le droit d'acheter des actions à un prix inférieur de 40 % au prix de détail.

Il ne s'agit pas d'investisseurs patients et à long terme, qui ont confiance dans la nouvelle entreprise ou son nouveau PDG. Il s'agit des experts de l'argent rapide de FantasyLand, qui s'attaquent à des "investisseurs" naïfs et motivés par une idéologie, qui pensent qu'ils peuvent rendre le monde meilleur... et gagner de l'argent aussi.

Apparemment, les initiés pensent que l'action est surévaluée. Apparemment, aussi, ils s'attendent à faire de l'argent à l'ancienne... en achetant en gros... et en vendant au détail aux ploucs.

Cela nous convient. C'est amusant à regarder. Et quoi qu'il arrive, nous dirons que cela prouve notre maxime du journal : **"les investisseurs n'ont pas ce qu'ils veulent ou ce qu'ils attendent, ils ont ce qu'ils méritent"**.

Et dans ce cas, alors que le nouveau projet se dirige inévitablement vers la morgue financière, il est probable qu'ils obtiennent en prime un soupçon de vérité.

 **RETOUR** 